

SEMAINE DU 12 AU 18 OCTOBRE 2006

Politis, **P**

CHAQUE JEUDI

www.politis.fr



TRIBUNE

« La France
est ma patrie » par
Jamel Debbouze

DOSSIER

Les nouvelles luttes
de classes

PRÉSIDENTIELLE

Entretien
avec Yves Salesse

RUSSIE

Victime du devoir
d'informer

ENVIRONNEMENT

Le trou d'air
européen,
par Marie-Noëlle
Lienemann et
Anne Ferreira

M 03461 - 921 - F: 3,00 €



n° 921

3 €

Politis,

SANS VOTRE SOUTIEN

POLITIS

VA DISPARAÎTRE

SAUVONS

POLITIS !

UN MILLION D'EUROS

POUR LA PLURALITÉ

DE LA PRESSE

Sommaire

Au fil de la semaine

4 à 19

GROS PLAN

SAUVONS POLITIS

Quinze jours pour gagner !

Pages 3 à 5

FRANCE

POLITIQUE. Entretien avec Yves Salesses : « Nous menons une confrontation sérieuse ».

Pages 6 et 7

ÉCONOMIE. « Relocaliser l'économie », par Geneviève Azam.

Page 7

POLITIQUE. Alain Juppé reprend son bien.

Page 8

SOCIAL. La victoire à Cachan.

Page 9

TRIBUNE. « La France est ma patrie », par Jamel Debbouze.

Page 9

MONDE

RUSSIE. Anna Politkovskaïa, victime du devoir d'informer.

Page 10

ÉTATS-UNIS. Clôture électorale.

Page 10

CULTURE

DANSE. « Wola Baba », par la compagnie sud-africaine Via Katlehong Pantsula et le collectif Back to hip-hop.

Page 16

THÉÂTRE. « Emmène-moi au bout du monde », de Blaise Cendrars, par Jean-Michel Rabeux.

Page 17

LITTÉRATURE. « L'Épave », d'Yves Ravey.

Page 17

JAZZ. « Braggstown », de Brandford Marsalis.

Page 18

TÉLÉVISION. « Ce soir ou jamais » : une nouvelle émission sur France 3.

Page 19

Idées 20 et 21

TRIBUNE. « Environnement : le trou d'air européen », d'Anne Ferreira et Marie-Noëlle Lienemann.

ESSAIS. « Le Pari de la décroissance », de Serge Latouche. « La Face cachée de la décroissance », de Cyril Di Méo.

Action 22 à 29

CITOYENNETÉ

Ils se mêlent de ce qui les regarde.

Pages 22 et 23

BABIL WEB

La toile du désir.

Page 25

CULTURE

La culture sur les roses.

Page 26

ÉCOLOGIE

« Décroissance ou relance ? », par Serge Latouche.

Page 27

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Entretien avec Madeleine Hersent, présidente de l'Agence de développement de l'économie locale.

Page 29

Bloc notes

30 et 31

Dossier 12 à 15

SOCIÉTÉ

Les nouvelles luttes de classes

Malgré l'accroissement des inégalités, l'idéologie libérale nie toute idée de lutte des classes, considérée comme obsolète. À l'occasion de la sortie d'un ouvrage collectif sur ses formes actuelles, et alors que la résistance au néolibéralisme progresse, « Politis » a décidé d'enquêter sur l'actualité de ce combat.

Couverture : AFP

ABONNEMENT À DURÉE LIBRE

11€
PAR MOIS
au lieu de 12,55 €



OFFRE RÉSERVÉE AUX NOUVEAUX ABONNÉS

☐ **OUI**, je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle et je m'abonne à Politis en durée libre, au prix de 11 euros par mois. Je recevrai Politis chaque semaine ainsi que les hors-série. Je serai libre de suspendre mon abonnement à tout moment par simple courrier adressé au journal. La somme de 11 euros sera prélevée sur mon compte, chaque fin de mois sans frais supplémentaires. Je remplis l'autorisation de prélèvement ci-dessous.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT MENSUEL

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

N° national d'émetteur : 492 091

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements établis à mon nom qui seront présentés par l'organisme créancier Politis SAS, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.

Date :

Signature obligatoire

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

établissement guichet N° de compte clé RIB

Important : joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.

Fondateur :
Bernard Langlois.

Politis est édité par
SAS Politis, société par
actions simplifiée au capital
de 300 000 euros.

Principaux actionnaires :
Association pour la défense de la
pluralité de la presse, Doha SAS,
le Monde diplomatique.

Président, directeur
de la publication :
Pierre Guizard-Schmid.
Comité de direction :
Pierre Guizard-Schmid,
Denis Sieffert.

Comité de prospective :
Bernard Cassen (président),
Jean-Pierre Beauvais, Pierre
Guizard-Schmid, Bruno Lombard,
Denis Sieffert, Thierry Wilhelm.

Directeur général :
Jean-Pierre Beauvais.

Directeur de la rédaction :
Denis Sieffert.

Chef des informations :
Michel Soudais (politique).

Économie et social :
Thierry Brun (chef de rubrique),
Dante Sanjurjo.

Vie associative :
Françoise Galland
(chef de rubrique).

Écologie-Nord-Sud : Patrick Piro.

Société : Marion Dumand.

Culture-Idées : Christophe
Kantcheff (chef de rubrique).

Gilles Costaz (théâtre),
Jean-Pierre Jeancolas (cinéma),
Denis-Constant Martin
(musiques),
Frédérique Pelletier (BD),
Jean-Claude Renard (arts
plastiques, littérature), Jacques
Vincent (rock), Jacques Vassal
(chanson), Olivier Doubre (essais).

Médias :
Marie-Édith Alouf.

Premier rédacteur graphiste
et webmestre :

Michel Ribay.

Rédactrice graphiste :

Claire Le Scannif-Stora

Rédactrice correctrice :

Pascale Bonnardel.

Conception graphique :
Frédérique Goursolas.

Administration-comptabilité :
Isabelle Péresse.

Secrétariat : Brigitte Hautin.

Publicité-promotion :

Michèle Bassereau.

publicite@politis.fr

Impression :

Imprimerie du Monde,
12, rue M. Gunsburg
94852 Ivry Cedex.



Relation abonnés.

Tél. : 01 49 60 10 39

Fax : 01 49 60 10 55.

politis@abocom.fr

Abon. 1 an France : 158 euros

Diffusion. NMPP.

Inspection des ventes

et réassort : K.D.

Éric Namont : 01 42 46 02 20

Numéro de commission

paritaire :

69830. ISSN : 1290-5550

Politis,

2, impasse Delaunay

75011 Paris

Tél. : 01 55 25 86 86

Fax : 01 43 48 04 00

www.politis.fr

redaction@politis.fr

ÉDITORIAL

PAR DENIS SIEFFERT

Quinze jours pour gagner !

Peut-être un jour faudra-t-il remercier ceux qui, involontairement ou non, nous ont poussés ainsi au bord du gouffre. Ils nous ont mis dans la pire et la plus exaltante des situations : celle où l'on ne doit plus son salut qu'à soi-même, et à ses vrais amis. Celle où ne compte plus que l'essentiel, c'est-à-dire la part que *Politis* apporte chaque semaine à la pluralité de l'information, l'originalité de sa voix, son indépendance, et ce lien très singulier qu'il entretient avec ses lecteurs. Ce « nous » dont je parle, c'est d'abord la rédaction et le personnel de *Politis*. Depuis une semaine, l'engagement de chacun et l'énergie déployée nous sont déjà d'un incroyable réconfort. Toutes les compétences, parfois fort éloignées de nos métiers d'origine, sont mises en commun. Une sorte de « cellule de crise » s'est constituée qui surmonte les difficultés au fur et à mesure qu'elles se présentent. Et il n'en manque pas ! Le 1^{er} octobre, il a d'abord fallu se relever collectivement de l'énorme coup de massue du désistement d'un repreneur avec qui nous avions travaillé des semaines durant, et avec lequel nous avions construit un plan ambitieux de développement. Et s'en relever vite : il a fallu en vingt-quatre heures bâtir un plan de rechange, et le déposer à quelques minutes de l'échéance du dépôt des offres. Puis il a fallu gagner ce mois de sursis qui nous a rendu l'espoir. Depuis mercredi, c'est chose faite. Nous avons dû ensuite forger les instruments – pour ne pas dire les armes – du combat dans lequel nous nous lançons, créer une association pour recueillir la manne de ceux qui veulent que ce journal vive et se développe, créer un site en contournant les chausse-trapes, alerter l'opinion, organiser dans l'urgence une conférence de presse qui porte l'écho de notre voix au-delà de notre audience habituelle.

Aujourd'hui, enfin, *Politis* est en ordre de bataille. Toutes les informations sont à disposition à partir de notre site, www.politis.fr, qui renvoie à l'association « Pour *Politis* », seule habilitée à recevoir vos dons. Nous sommes prêts à répondre à toutes vos questions. À toutes sauf une seule : ne me demandez plus pourquoi notre repreneur s'est retiré si soudainement et si tardivement. Nous n'en savons vraiment rien, et l'emploi du temps de ces derniers jours nous a au moins évité de nous perdre en vaines suppositions. Notre repreneur,



aujourd'hui, c'est vous, lecteurs et amis. Vous qui nous accompagnez parfois depuis plusieurs années, ou qui nous avez rejoints récemment, au moment du référendum de mai 2005, par exemple, peut-être parce que vous rêvez d'une autre Europe. C'est vous qui refusez la « marchandisation » du monde et le choc des civilisations ; vous pour qui l'écologie est une philosophie sociale, vous qui avez en horreur les murs de toutes sortes, qu'ils soient faits de béton ou de préjugés, qu'ils se dressent à Jérusalem, à la frontière mexicaine ou à Cachan. Vous qui ne voulez ni de la jungle ultralibérale ni d'un État autoritaire. Vous qui aimez la notion de service public et défendez l'idée que certaines activités humaines, et certaines ressources, doivent échapper à la loi du marché. Sans vous, l'histoire de *Politis* serait celle d'une PME en difficulté, comme tant d'autres hélas. Avec vous, l'enjeu est d'une autre nature. Car *Politis* est un relais d'opinions, un diffuseur d'idées souvent originales et minoritaires. De vous, nous attendons bien sûr une aide directe, mais aussi des idées et des pistes.

Car l'objectif est élevé dans un délai si court. Nous avons fixé la barre à un million d'euros pour la fin de ce

mois d'octobre. En deçà, rien n'est impossible, mais tout est plus difficile. Un million, c'est cent euros par abonné de *Politis*. Mais ce peut être aussi 25 ou 50 euros, et le renfort indispensable de contributeurs plus importants. Difficile donc, mais nullement irréalisable. À l'heure où j'écris ces lignes, et alors que le journal de la semaine dernière ne parlait pas encore de souscription, nous avons recueilli 106 000 euros de chèques ou de promesses. Beaucoup d'amis viennent tout juste de partir avec le dossier *Politis* sous le bras pour convaincre de généreux donateurs, voire de futurs partenaires. À ces prospecteurs bénévoles nous avons dû donner des arguments pour rassurer leurs interlocuteurs : *Politis* n'est pas un panier percé ; c'est au contraire, en plus du journal qu'ils connaissent, une entreprise toute proche de l'équilibre en dépit de la crise qui l'a paralysée au cours de ces derniers mois. Leur investissement, grand ou petit, sera respecté. Car tout est ouvert pour la suite. La structure juridique de *Politis* sera à définir le moment venu en regard de la composition de son nouveau capital. L'association « Pour *Politis* », qui recueille actuellement les dons, a vocation à devenir actionnaire, au côté de contributeurs plus importants qui peuvent

Tant qu'il vivra, ce journal sera toujours un lieu de résistance au néo-libéralisme, et l'avocat ardent d'un humanisme au sens plein du mot.

Pour la pluralité de la presse

Sauvons Politis !

apparaître *à* qualités. L'hypothèse de la mise en place d'une société coopérative regroupant le personnel est également à l'étude. Dans cette construction, chacun définira sa place : donateur anonyme ou acteur désireux d'intervenir. *Politis* ne peut que s'enrichir de leurs compétences, pourvu que ses engagements fondamentaux ne soient pas mis en cause. Car il est bien évident pour tout le monde que ce journal, tant qu'il vivra, sera toujours un lieu de résistance au néolibéralisme, l'avocat ardent d'un humanisme au sens plein du mot. Il réunira toujours ceux qui n'acceptent pas que le profit soit l'unique moteur des relations sociales.

Bien sûr, à côté de ces quelques idées solidement ancrées, nous pouvons bouger. Non seulement nous le pouvons, mais nous le devons. Nous nous faisons par exemple souvent le reproche de ne pas assez initier de débats. Le doute est un trait dominant de l'époque. Il nous tarabuste sur bien des sujets. Nous devons lui laisser une place dans nos pages. On peut donc évidemment améliorer ce journal, et pas seulement dans sa forme. Mais nul ne songera non plus à en faire un robinet d'eau tiède, voire un pion de plus dans un univers grégaire. Quitte à énoncer un truisme, affichons celui-ci : *Politis* ne mérite de vivre et de se développer que pour autant qu'il reste *Politis*. C'est aussi dans le respect de cet impératif que nous jugeons nos vrais amis. L'âpreté de la lutte pour sauver *Politis* ne doit pas nous empêcher de voir le monde autour de nous, de demeurer journalistes et citoyens. Ce journal qui, pour une fois, parle beaucoup de lui-même, ne peut oublier que d'autres titres, à la forte histoire, et à la forte identité, sont eux aussi pris dans la tourmente. C'est le cas de *Libération* et de *L'Humanité*. Il ne peut oublier que les confrères qui ont, ces jours-ci, fidèlement rendu compte de nos difficultés, et relayé notre appel, ont leurs propres soucis qui résultent plus directement encore que les nôtres des tendances lourdes de l'époque. L'âpreté de notre lutte ne doit pas nous empêcher non plus de relativiser nos malheurs. En disant cela, nous pensons bien sûr à Anna Politkovskaïa (dont nous parle Claude-Marie Vadrot un peu plus loin dans ces pages). Il nous est arrivé d'user des mêmes mots qu'elle pour parler de la Tchétchénie et de Vladimir Poutine. Elle et nous faisons le même métier. Sous la même bannière de la liberté de la presse. Mais, dans la démocratie imparfaite où nous sommes, reconnaissons que les périls ne sont pas tout à fait de même nature. Quel que soit le cœur que nous mettons à notre combat, la différence nous incite à la modestie.



Sur le web
Sur Internet, la mobilisation autour de *Politis* est déjà lancée. Depuis www.politis.fr, le site de notre journal, les lecteurs et soutiens de *Politis* peuvent retrouver un lien vers le blog de l'association Pour *Politis*, créé spécialement pour l'occasion : www.pour-politis.org.

Sur ces pages mises à jour quotidiennement, les internautes peuvent consulter toutes les informations pratiques pour nous soutenir financièrement, l'actualité de la situation du journal, le montant des contributions financières collectées, les messages de soutien et commentaires des internautes, et un tract en « pdf » à télécharger, transférer par mail ou imprimer et diffuser auprès du plus grand nombre. Enfin, vos messages de soutien sont les bienvenus sur pourpolitis@orange.fr.

Ils relaient notre appel
En dehors des outils mis en place par l'association Pour *Politis*, de nombreux sites et blogs nous soutiennent en relayant notre appel. On peut notamment citer le portail Rezo.net (<http://rezo.net/>), Oumma (<http://oumma.com/>), Altermonde (altermonde-levillage.nuxit.net), Le Monolecte (<http://blog.monolecte.fr/>), Grabuge (<http://grabuge.blog.20minutes.fr/>), Vive le feu (<http://vivelefeu.blog.20minutes.fr/>), Danse avec les houx (<http://danseavecleshoux.blog.20minutes.fr/>), Univers media (<http://www.universmedias.com/>), http://pek.blogs.com/pek/2006/10/il_faut_sauver_.html. Qu'ils soient ici remerciés pour leur contribution de la première heure. Bien sûr, cette liste n'est pas exhaustive et ne cesse d'évoluer : n'hésitez pas à diffuser à votre tour notre appel sur votre site et à nous le signaler.

X. F.

DANS LA PRESSE

Ci-contre dans *L'Humanité* et ci-dessous dans *Libération*, tous deux datés du 6 octobre.



> Pour soutenir *Politis* et être informé régulièrement de sa situation,

rendez-vous sur le site de l'association Pour *Politis* : www.pour-politis.org

> Pour envoyer vos dons, merci de libeller vos chèques à l'ordre de :

Association « Pour *Politis* » et de les envoyer à :

Association Pour *Politis* c/o Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.

P.S. : les chèques reçus sont versés sur un compte bloqué. Ils seraient évidemment restitués en cas de malheur...

Du côté des lecteurs

Où en est la souscription ?

Hélas, *Politis* n'est pas le seul exemple des difficultés rencontrées par la presse d'opinion. Plus largement, c'est la liberté de la presse et par là même la liberté d'expression qui sont menacées.

Qu'en sera-t-il demain de notre liberté de penser lorsqu'il n'y aura plus, au niveau national, que *le Figaro* (Dassault), *le Parisien* (Groupe Amaury et le Tour de France) et *le Monde* (Lagardère) ? Qu'en sera-t-il de la liberté d'expression lorsque les éditorialistes ne seront plus que ceux écrivant dans cette presse ? Chèr-e-s ami-e-s de *Politis*, tentez de tenir bon. Nous allons vous aider, mais, bien entendu, dans la mesure de nos moyens. Suffiront-ils ? Auront-ils le poids suffisant dans cette économie de groupes financiers ? C'est, hélas, toute la question. Vous avez connu beaucoup de crises financières. Alors il faut que vous surmontiez aussi celle-ci !

Bien amicalement,

JACQUES VIGOUREUX, SCÉNARISTE ET
RÉALISATEUR, PRÉSIDENT D'HONNEUR DU
SYNDICAT NATIONAL DES AUTEURS ET DES
COMPOSITEURS

Je me sentirais perdu les jeudis matin si je ne vous trouvais plus chez mon vendeur de journaux...

(M'abonner ? Oui, pourquoi pas ? Mais et « mon » vendeur de journaux ? Même si je lui achète aussi *CQFD* et de temps à autre des quotidiens, je préfère pour l'instant lui rester fidèle.)

Très content qu'on m'ait transféré l'appel aux dons, je me suis empressé de le transférer à quelques collègues et/ou amis (et de vous faire un chèque... Désolé de ne pas vraiment pouvoir donner plus, là maintenant).

Bon courage, bonne continuation...

BERNARD ROUGEOT

Politis est indispensable, irremplaçable, unique.

Par son esprit ouvert, ses journalistes (pas de noms pour ne pas faire de jaloux), ses dossiers documentés, le réseau d'associations qu'il irrigue et qui l'irriguent, et (un nom quand même) Bernard Langlois (qui m'irrite parfois !). Et même si on est souvent déprimé à la lecture de « toutes les misères du monde », on voit aussi le dynamisme et la volonté, et tant d'étincelles de vie ! Certes, on sait que le grand changement n'est pas pour demain,

mais des fois on y croit presque. *Politis* ne doit pas disparaître ! Espérons, ou plutôt faisons en sorte que *Politis* soit, au contraire, de plus en plus fort.

Merci à toute l'équipe, amitiés,
JACQUELINE LÉVY-LEVILLIERS (PARIS)

J'espère que cette mauvaise passe ne mettra pas fin à la vie de *Politis*, unique dans le paysage éditorial français.

Je suis même convaincu qu'elle sera l'occasion d'un nouvel élan qui donnera au journal les moyens du développement qu'il mérite.

PASCAL BONIFACE

Je suis un fidèle lecteur et abonné de la première heure.

Politis doit vivre et se développer pour qu'une des rares voix antilibérales s'exprime au grand jour.

Vous gagnerez, nous gagnerons !

BRUNO SUREAU

Je vous envoie 60 euros et je fais en sorte que les 16 999 autres personnes qu'il vous faut en fassent autant.

ÉRIC J.

Il ne faut pas que *Politis* s'éteigne car ce serait, en l'état actuel de la diffusion des idées, un véritable cataclysme.

Ils se comptent sur les doigts de la main les titres qui restent dignes et lucides face à la mainmise sur l'information. [...] Bonjour tristesse pour l'intelligence ; bonjour fadaïses pour une opinion publique tétanisée par des peurs et des terreurs qu'on lui déverse à profusion. Je soutiens avec enthousiasme votre lutte pour la survie et verse 100 euros pour que vive *Politis*.

Très cordialement, votre fidèle abonné,
GÉRARD MOLINES (ESPELUCHE)

Ce serait un désastre de voir disparaître votre journal, [...] dans un monde qui balaie la diversité culturelle, la raison, la justice, l'accès à

la culture et au savoir.

Je vous envoie un chèque, plus utile dans le cas présent que les bonnes paroles. Merci de vos efforts et bonne chance à nous tous.

GILBERT FERAUD (NICE)

Votre journal est vraiment très bon et il est le seul qui va soutenir intelligemment la candidature antilibérale pour laquelle nous bossons tous ici, dans un comité citoyen de la vallée de l'Isle-en-Dordogne.

MARCEL COUSTEIL

Souscription

Mardi 10 octobre,
à midi,
nous en étions

à 106 000
euros

On vous lit depuis plus d'un an. Bouffée d'oxygène.

Qui nous passe dans les neurones tous les jeudis. Presque une drogue. Perso, je fonce sur l'édition et le bloc-notes de Langlois, prise de pouls, rigolade, on peut ensuite se balader dans le corps du journal au gré des centres d'intérêt du moment.

Alors, oui, on va vous envoyer des sous. Disons 40 euros, comme ça, faut qu'on en discute, avec ma douce. Courage, on tient à vous.

RÉGIS NAYROLLES

Quand j'ai découvert *Politis* il y a deux ou trois ans, j'ai compris que c'était là MON journal, même si je n'ai

pas, toutes les semaines, la disponibilité de vous lire en entier.

Enfin, j'ai trouvé des gens – vous ! – qui expriment bien mieux que moi ce que je pense sans savoir le dire. Et puis, j'adore le bloc-notes...

Alors, bien sûr, je vous ai envoyé un chèque en espérant que votre aventure va continuer. Bon courage.

YVES BORDARIER

Je n' imagine pas que cette voix engagée pour un autre monde, plurielle, intelligente et vive, se taise.

Bien sûr, j'envoie un chèque (modeste hélas). Mais dites-nous comment la campagne avance, 1 million d'ici à la fin du mois, cela paraît mission impossible. Faut-il relancer localement des « Pour *Politis* » ? (Ayant organisé la première apparition de *Politis* à Nantes à l'occasion du numéro 0, du temps de Michel Naudy, c'est toujours possible.)

En tout cas, pas question de baisser les bras !

Bon courage et amitiés à toute l'équipe,

FRANÇOIS PRÉNEAU

Je suis abonné et très attachée à votre journal, qui est indispensable.

Surtout dans cette période préélectorale au « climat » très inquiétant. Mon attachement est tel, que, pour éviter que vous disparaissiez, je vais participer, ainsi que mon mari, à la collecte pour la sauvegarde du journal.

Amicalement et bon courage,

ANNIE PONS

Vivant grâce aux minima sociaux, je n'ai plus les moyens d'être abonné, mais je continue à vous lire chez une amie. Votre journal est une bouffée d'oxygène dans ce monde pollué par la désinformation. Je souhaite vous retrouver chaque semaine encore longtemps.

CAROLINE GOUJARD

ENTRETIEN

« Nous menons une confrontation sérieuse »

POLITIQUE. Les collectifs pour des candidatures antilibérales mettent la dernière main, ce week-end, à leur programme. Yves Salesse, son coordinateur, revient sur son élaboration et en expose quelques grandes lignes.



Les collectifs discutent ce week-end de leur programme. Vous en êtes, dit-on, la cheville ouvrière. Comment ce programme a-t-il été élaboré ?

Yves Salesse : C'est un travail très collectif. Il n'y a pas de cheville ouvrière. J'assure seulement la coordination. Nous sommes partis de la charte élaborée par les collectifs du 29 Mai. Un groupe restreint a proposé les principales têtes de chapitre et identifié les principales questions. Ensuite, le collectif national a passé de très longues heures à discuter de propositions les plus concrètes possibles. Il ne s'agit pas de réécrire la charte différemment, mais de la traduire en mesures.

Cette charte reste-t-elle une base ?

Bien sûr. Elle avait elle-même fait l'objet d'un processus d'élaboration nouveau et intéressant, qui a duré des mois, avec beaucoup d'amendements et des versions successives. Déjà, nous avons pu dégager des points d'accord majeurs tandis que d'autres restaient en suspens. Là, il s'agit de passer à une autre étape : préciser les propositions de façon à s'orienter plus vers un programme électoral. Lors des réunions du collectif national, nous avons vérifié chapitre par chapitre les propositions qui font accord et celles qui ne le font pas. De nombreux amendements sont aussi venus des collectifs. La réunion de ce week-end doit maintenant mettre en commun cette élaboration. Ensuite, le processus se poursuivra car nous n'avons pas la prétention de fournir un document achevé. Nous demandons aux collectifs d'animer des réunions publiques autour de ces propositions. C'est très important ! Les gens auxquels nous nous adressons ont des choses à dire.

Croyez-vous aux « citoyens-experts » ?

C'est même une vieille conviction. Notre programme ne doit pas être élaboré en vase clos. Nous cherchons des réponses à une situation extrêmement dure, vécue quotidiennement par des millions d'entre nos concitoyens. Ceux-là sont experts de ce qu'ils vivent. Ils ont des idées de mesures à prendre et des priorités. Nous avons une seconde raison pour élargir au maximum ce débat : plus les mesures retenues seront partagées, plus grand sera le nombre de ceux qui agiront pour leur mise en œuvre et le respect des engagements pris. Nous ne disons pas : « Faites-nous confiance » ; mais « Faites-vous une opinion et lutez pour elle ».

Le rassemblement antilibéral compte des productivistes et des antiproduktivistes. Est-ce que chacun a fait un pas vers l'autre ?

La rencontre de différentes cultures est ce qu'il y a de plus passionnant. Nous ne cherchons pas à conclure à la va-vite un compromis qui, comme souvent, ne

vaudrait que pour le temps de la campagne électorale. Nous menons une confrontation sérieuse. Des rapprochements se sont opérés depuis longtemps entre ceux qui étaient porteurs de la question sociale et ceux qui sont plus porteurs de la préoccupation environnementale et écologiste. De nombreuses années de luttes communes et de réflexions dans divers lieux comme la Fondation Copernic et autres ont conduit à une véritable prise en compte des préoccupations de chacune des sensibilités. La synthèse commence à se faire. Cela se traduit dans les orientations générales et les mesures concrètes : accord sur les mesures sociales, pour un nouveau type de développement, pour le refus de la production nuisible aux salariés et à la planète, etc. Ce ne sont pas quelques phrases destinées à satisfaire les uns et les autres. Cela se décline dans de très nombreuses mesures sur les transports, les économies d'énergie et les énergies renouvelables, le modèle d'agriculture, etc.

Une grosse partie est consacrée à l'emploi, à la lutte contre le chômage et la précarité.

C'est la question centrale, et elle ne peut être dissociée de la question du niveau de vie. Une majorité politique véritablement de gauche a pour mission de transformer la vie quotidienne de nos concitoyens, en particulier des plus démunis. Il faut, bien sûr, revaloriser les salaires, à commencer par le Smic et les minima sociaux, améliorer la vie quotidienne par les services publics, par un meilleur environnement, lutter contre la précarité et améliorer les conditions de travail. Ce sont des mesures de justice sociale élémentaire. Elles profitent à tous mais d'abord aux

femmes. Elles contribuent aussi à la création d'emplois face à une machine économique complètement folle qui maintient un taux de chômage considérable, malgré des profits gigantesques.

Quelles sont les principales mesures contre le chômage ?

Outre l'amélioration du pouvoir d'achat et les mesures contre la précarité, qui contribuent à la lutte contre le chômage, plusieurs volets se complètent. Un premier volet est l'action pour un nouveau type de développement. Développer des activités utiles, de nouvelles technologies est créateur d'emplois. Défendre les services publics et en créer de nouveaux aussi : ils nécessitent des emplois non délocalisables. Encourager l'économie sociale et solidaire, l'action coopérative et associative également. Le second volet est la réduction du temps de travail. Nous proposons une refonte de la loi sur les 35 heures, son extension à l'ensemble des entreprises en corrigeant la « surflexibilité » qui l'a accompagnée. Un troisième volet est la constitution d'un pôle financier public qui permettra d'utiliser le crédit pour aider les entreprises qui en ont besoin et répondent aux objectifs publics de promotion de l'emploi de qualité. Un quatrième volet, qui se combine avec le précédent pour peser sur le comportement des entreprises, est l'énoncé de nouveaux droits des salariés à l'intérieur des entreprises. Un cinquième volet, mesure radicale, est la création d'un nouveau statut pour les salariés. Il comporterait, entre autres, le fait qu'un salarié privé d'emploi par son entreprise conserve son contrat de travail et les droits attachés à ce contrat (y compris son salaire). Ces nouveaux droits seraient financés non par des fonds publics mais par un fonds mutualisé alimenté par les profits des entreprises. Tout cela fait un ensemble cohérent et, nous semble-t-il, efficace pour éradiquer le chômage.

Sur les institutions, quelle est la ligne directrice ?

La crise de la représentation politique est manifeste. C'est l'actualité. Plus profondément, nous pensons qu'une politique de transformation sociale implique une réforme institutionnelle fondamentale. La démocratie doit trouver de la vigueur, peser sur les choix majeurs, influencer sur la vie concrète. Nous proposons nombre de mesures politiques et institutionnelles : suppression de l'élection au suffrage universel du président de la République et réduction drastique de ses pouvoirs ; contrôle parlementaire restauré avec une seule assemblée législative, élue à la proportionnelle ; égalité des droits politiques pour tous les résidents. Au-delà, nous voulons aussi que la VI^e République soit sociale. Il faut développer les droits sociaux et les droits des salariés dans les entreprises. Beaucoup de nos propositions visent à peser sur ce qui est en fait le premier élément de la mutilation démocratique par le capitalisme : il ne tolère l'exercice démocratique que strictement cantonné. Des choix fondamentaux – qu'est-ce qu'on produit ? où ?



Tract pour une candidature unitaire de la gauche antilibérale.

comment ? – relèvent de la décision et de l'arbitraire des détenteurs du capital.

Quel est le discours commun sur l'Europe ? Certains sont favorables à un processus constituant, d'autre non...

Ce n'est pas le cœur du débat. Il y a accord sur la critique des bases et du fonctionnement de la construction européenne actuelle. Nous voulons une autre Europe capable de mutualiser ses moyens pour défendre un modèle social digne de ce nom, d'autres rapports avec le Sud. Nous menons des batailles au niveau européen en nous appuyant sur les mobilisations qui peuvent exister dans tous les pays. Nous ne nous laisserons pas enfermer dans les rapports diplomatiques traditionnels. Nous affirmons aussi que nous n'avons pas l'intention de permettre aux règles et décisions européennes d'étouffer une politique de transformation sociale que notre peuple aurait souverainement décidée.

Après, sur la manière de refonder l'Europe, il y a discussion entre nous : processus constituant ou négociation de nouveaux traités. Toutefois, quelle que soit la forme ou le processus, il faut un nouveau texte fondamental pour l'Europe, élaboré après un débat dans lequel les peuples sont engagés. Si cela reste une négociation au sommet entre gouvernements, il ne sortira rien de mieux que ce que nous avons eu au moment du traité constitutionnel. On voit qu'il y a accord sur l'essentiel.

Vous avez fait acte de candidature pour conduire la campagne. Comment la voyez-vous ? Souhaitez-vous seulement être le nom sur le bulletin de vote ou incarner un équilibre ?

Les deux ne sont pas contradictoires. Les critères ont été définis lors de la réunion nationale des collectifs. Aucun « candidat à la candidature » n'a l'idée qu'il va animer seul la campagne. En rupture avec l'élection présidentielle de la V^e République, nous voulons présenter un collectif, une « candidature commune » à plusieurs voix. Cette diversité est notre richesse et notre force. Et ce collectif se présente pour changer véritablement les choses, à gauche et dans le pays. Maintenant, pour ne pas déporter notre campagne vers telle ou telle sensibilité, il faut quelqu'un qui puisse porter le discours commun et les propositions élaborées collectivement, et donc le point d'équilibre auquel nous sommes arrivés.

Nous avons un document d'orientation stratégique et un corps de propositions. Je souhaite que nous nous mettions vite en campagne. Les estrades sont tenues par les postulants du PS et Nicolas Sarkozy. Cela fait leur jeu et celui de l'extrême droite. Pour nous faire entendre, nous n'avons pas besoin d'avoir désigné le nom qui sera sur le bulletin de vote pour l'élection présidentielle. Il faut que nous nous mettions en marche, ensemble ; que des meetings montrent qu'une grande partie de ceux qui ont mené la campagne du « non » sont déjà réunis, en attendant les autres.

Est-il complètement indifférent que ce soit Ségolène Royal plutôt que Dominique Strauss-Kahn ou Laurent Fabius qui soit désigné ? Est-ce que c'est bonnet rose et rose bonnet ? La candidature commune n'est pas une candidature de témoignage. Nous voulons que l'antilibéralisme devienne majoritaire à gauche et dans le pays. La gauche antilibérale ne vit pas dans un univers clos, indifférent à ce qui se passe autour d'elle et notamment au PS. Il est déjà important de savoir si les adhérents de ce parti se laisseront déterminer par le battage médiatique ou considéreront le fond. Dans ce cas, il faut souhaiter que cela se traduise par les prises de position les plus à gauche possible.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL SOUDAIS

À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

Relocaliser l'économie



GENEVIÈVE AZAM,
Membre du conseil
scientifique d'Attac

Le dogme du libre-échange généralisé et la construction d'un marché mondial, le capitalisme financiarisé et les technologies de l'information, ainsi que l'obsession de la vitesse et de la gestion en temps réel ont modifié le sens et le rôle des territoires. En effet, les politiques néolibérales sont fondées

sur la tentative d'affranchissement des activités économiques vis-à-vis des contraintes sociales, politiques ou écologiques. Le territoire, sous la forme des États ou des collectivités locales, lieu traditionnel d'exercice du pouvoir politique et de la démocratie, est considéré comme un archaïsme, une rigidité, un obstacle à l'utopie du grand Marché, utopie au sens de non-lieu (atopie), d'absence de lieu de pouvoir identifié.

La délocalisation des activités est ainsi devenue, dans l'imaginaire néolocal, la condition de l'efficacité économique et de l'amélioration du bien-être, au mépris des territoires, de ceux qui les habitent et y travaillent, et au mépris de l'environnement. Les chaînes productives distendues d'une extrémité à l'autre de la planète, l'augmentation des échanges croisés de produits similaires et l'exigence de surmobilité des personnes (abusivement confondue avec la liberté de circulation) sont l'illustration de l'extraversion des sociétés et du dogme libre-échangiste qui la sous-tend.

La relocalisation répond à trois exigences :

- L'arrêt de la dévalorisation du travail humain. Le chantage aux délocalisations met en concurrence les systèmes sociaux et provoque une régression générale des droits collectifs, au Nord et au Sud. Il conduit à l'acceptation d'activités dangereuses pour les personnes et pour les écosystèmes. Même si, temporairement, les délocalisations peuvent créer des emplois dans les pays du Sud, dans des conditions souvent terrifiantes, ces derniers sont menacés à leur tour par l'existence de zones à toujours moindres coûts.
- Le droit des peuples à la souveraineté alimentaire et à une alimentation saine. Il suppose la reconquête de l'agriculture vivrière au Sud et de l'agriculture paysanne au Nord, et la

protection vis-à-vis des intérêts des transnationales de l'agro-alimentaire.

- La lutte contre les destructions environnementales, notamment celles occasionnées par l'explosion des transports et la délocalisation d'industries polluantes ou des déchets dans les pays du Sud.

Dès maintenant, nous disposons des outils pour amorcer une relocalisation de l'économie. Les politiques douanières doivent être des moyens modulables pour répondre en même temps aux exigences d'emploi, d'impact sur l'environnement, de satisfaction des besoins sociaux et de redéfinition des rapports Nord-Sud. Cela suppose l'abandon du dogme du libre-échange et une réforme radicale de l'OMC et de la politique douanière de l'Union européenne. De même, les services publics ont contribué à nourrir les territoires. Leur affaiblissement et la disparition de services publics de proximité dévitalisent les régions rurales et les périphéries urbaines, renforçant le double mouvement de

polarisation des activités dans certaines zones et de désertification pour le reste. Reconquérir les services publics, en créer de nouveaux et en assurer la gestion démocratique constituent également des préalables pour une relocalisation de l'économie, tout comme l'arrêt des ajustements structurels imposés dans les pays du Sud. Un statut mondial pour les biens communs, comme l'eau, les ressources non-renouvelables, le vivant, la connaissance, en les déclarant hors marché, devrait stopper le pillage des pays du Sud et favoriser un recentrage des activités. Enfin, des expériences de base pour une relocalisation de l'économie, aussi bien dans les pays du Nord que du Sud, même si elles sont minoritaires, ouvrent des perspectives concrètes et immédiates. En France, le succès des Amap (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) témoigne de ce mouvement, tout comme la vitalité de certaines coopératives engagées

dans la reconstruction d'un tissu local.

La déterritorialisation des activités tend à faire du local une subdivision de l'ordre global. La relocalisation de l'économie relève d'un choix politique visant à recréer du territoire, comme construction sociale historicisée et comme réalité naturelle de l'espace, et à ouvrir à nouveau le champ du politique et la capacité des choix collectifs. Pour autant, le local ne peut être envisagé comme entité fermée et auto-suffisante, mais dans son rapport avec le global.

Le chantage aux délocalisations met en concurrence les systèmes sociaux et provoque une régression générale des droits collectifs.

Alain Juppé reprend son bien

POLITIQUE. Le militant associatif Stéphane Lhomme publie un violent réquisitoire contre l'ancien maire de Bordeaux, réélu au premier tour dimanche par 56,24 % des votants.



À Bordeaux, le 8 octobre, à l'issue du premier tour de l'élection municipale anticipée de la ville.

APRÈS LA DÉMISSION « SPONTANÉE » d'une cinquantaine d'élus de la majorité bordelaise, le 28 août, Alain Juppé vient donc d'égaliser les performances passées de MM. Mellick, Balkany, etc. Condamné le 1^{er} décembre 2004 à quatorze mois de prison avec sursis et à une peine complémentaire d'un an d'inéligibilité pour « prise illégale d'intérêts », l'ancien maire de Bordeaux a retrouvé son fauteuil et le mandat qui va avec sans aucune difficulté. L'histoire semblait écrite d'avance. Un scénario que redoutait Stéphane Lhomme. Ce militant associatif a donc décidé de prendre sa plume pour en proposer un autre. Dans le sien, un mouvement populaire conduisait « le meilleur d'entre nous » à renoncer à son grand retour. Pour arriver à un tel résultat, l'auteur entreprenait de mettre à mal « la puissante campagne d'opinion » dirigée par « les amis » d'Alain Juppé. Des amis qui souhaiteraient « imposer l'idée que son action à la mairie, entre 1995 et 2004, est une grande réussite, frôlant la perfection ». Dans son pamphlet *Alain Juppé saute sur Bordeaux (le retour)*, Stéphane Lhomme dresse le bilan factuel et moral du successeur de Jacques Chaban-Delmas depuis son arrivée, en 1995. Il compile des dossiers connus, largement traités par la presse locale et nationale. Une piqure de rappel à l'attention d'électeurs « pas toujours très sérieux ».

Un chapitre, une casserole. À commencer par l'affaire dite du « village andalou », au cours de laquelle Alain Juppé, diplômé des plus prestigieuses écoles de la République – jusqu'à la caricature –, fait montre de son arrogance et de son mépris. Il va exiger cinq ans pour reloger quelques dizaines de familles gitanes, dont les enfants sont atteints de saturnisme, installées sur l'ancienne décharge de la ville. Il lui faudra beaucoup moins de temps pour reloger les membres de sa propre famille dans des HLM à Paris, à moindres frais. Et, lorsque l'affaire lui échappe, lorsque le gouvernement socialiste débloque cinq millions d'euros pour un relogement d'urgence, il gèle l'argent puis offre à une

communauté sédentarisée depuis bien longtemps de lui acheter... des caravanes. Il envisagera même de les reloger dans une cité « amiantée », vouée à la destruction. Aux yeux de M. Juppé, ce qui est dangereux pour l'honnête travailleur bordelais semble ne pas l'être pour le gitan. Comme souvent dans les dossiers abordés dans ce livre, M. Juppé sera rappelé à l'ordre par la justice. Mais, « droit dans ses bottes », il choisira toujours la tactique qui est la sienne, celle qui lui a valu l'humiliation suprême en 1997 : le pourrissement, stratégie antirépublicaine par excellence.

C'est là tout l'intérêt du livre. Au fil de ces « dossiers noirs », loin des discours enfarinés et complaisants de ses thuriféraires, on découvre l'« œuvre » d'Alain Juppé dans toute sa réalité. La compilation de ses errements conduit à l'écœurement et contribue, une fois de plus, à discréditer l'action politique. Mais c'est œuvre utile. Stéphane Lhomme ne se contente pas ici de dénoncer opportunément les dérives de nos hommes politiques. S'il se met parfois en scène, c'est dans la continuité d'un combat engagé depuis longtemps. Avec le Réseau sortir du nucléaire ou les associations Tchernobyl et Droit au logement.

Fort de cette lecture, on comprend sans peine ce que représente le retour d'Alain Juppé. L'année d'exil au Québec n'aura été qu'une parenthèse. Un accident. M. Juppé récupère « son bien ». Rien ne lui permettrait pourtant d'exiger une place qui a été la sienne, certes, mais dont il a été déchu. Quand bien même avait-il anticipé la chose en démissionnant, pour éviter l'humiliation. Juppé aurait dû avoir la décence d'attendre les élections municipales de 2008. Ne pas avoir voulu attendre, c'est exiger un passe-droit. C'est le fait du prince. Et dans une république démocratique, cela n'a pas lieu d'être.

DANIEL MACHADO

Alain Juppé saute sur Bordeaux (le retour), Stéphane Lhomme, Syllepse, 123 p., 7 euros.

Un oral scientifique

RECHERCHE. Des présidentiables ont planché sur l'exercice proposé par Sauvons la recherche.

SAUVONS LA RECHERCHE (SLR) a réussi un coup de maître : faire plancher les présidentiables sur l'avenir de la recherche et de l'enseignement supérieur. Devant un public de cinq cents personnes venues assister à l'université d'automne de l'association, du 29 septembre au 1^{er} octobre à Fleurance (Gers), Marie-George Buffet, Dominique Voynet, Laurent Fabius, François Bayrou, Olivier Besancenot, France Gamorre et Christiane Taubira ont présenté leurs propositions en faveur de la recherche. Tous ont évoqué leur attachement à la recherche, notamment fondamentale, leur soutien au mouvement des chercheurs entamé il y a trois ans, et leur volonté de voir amendé, sinon abrogé, le Pacte sur la recherche adopté par l'UMP en avril. « Il ne saurait pas la recherche », tranche Bertrand Monthebert, président de SLR. Quel est, à l'issue de ces oraux, le meilleur candidat potentiel pour les chercheurs ? « Délécat de répondre au nom de l'association », explique Bertrand Monthebert, prudent. L'objectif était d'ouvrir un débat.

Si l'on s'en tient aux différentes interventions (1), le plan pluriannuel sur l'emploi a été largement appuyé, notamment par Laurent Fabius, qui a jugé nécessaire de lancer un grand programme pour les sciences de la vie. François Bayrou a plaidé pour qu'un pacte soit établi entre la communauté scientifique et la communauté politique afin que les engagements pris en direction de la recherche n'aient pas à souffrir du jeu des alternances. L'indépendance de la recherche et des chercheurs a été à peine défendue par Marie-George Buffet, qui a semblé très en phase avec les propositions des chercheurs. Olivier Besancenot a suggéré que le doublement des crédits pour la recherche soit financé par un impôt sur le bénéfice des sociétés et qu'un grand audit soit lancé auprès des entreprises privées afin de savoir où passe l'argent de la recherche. José Bové a soutenu, à travers une lettre car il n'était pas présent, la coopération entre les universités plutôt que la compétition. Il a également déploré qu'on dépense les pays pauvres de leurs étudiants.

Une refonte des instances dirigeantes, comme l'Agence nationale pour la recherche, la dimension européenne des projets, et le financement de la recherche publique ont été longuement abordés : Marie-George Buffet a, par exemple, proposé que les laboratoires soient financés aux deux tiers par de l'argent public. La précarité des étudiants chercheurs et l'attractivité de la recherche ne laissent personne indifférent. « Mais pas question de céder à la démagogie en proposant, par exemple, de doubler les salaires sans arbitrage », s'est énervée Dominique Voynet, qui a lancé : « Ce qu'on dit de la recherche, on le dit de la culture : en 2004, le Premier ministre a mis en péril les budgets de la pensée. » La question cruciale dans ce domaine restant celle du rapprochement entre les universités et les grandes écoles, selon Bertrand Monthebert. La défection de dernière minute de Ségolène Royal et de Dominique Strauss-Kahn a été particulièrement déplorée, de même que l'absence de considération de Nicolas Sarkozy. Peut-être cet oral leur semblait-il trop ingrat ?

INGRID MERCKX

(1) Visionnables sur le site www.canal2c.tv

La victoire à Cachan

SOCIAL. Le combat des ex-squatteurs a porté ses fruits. Un accord a été signé avec le ministère de l'Intérieur jeudi 5 octobre.

L'ACCORD SIGNÉ ENTRE LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR et les ex-squatteurs de Cachan comporte deux volets. Pour les personnes en situation régulière, 120 hébergements provisoires sont proposés ainsi que la garantie de l'attribution, fin décembre, de logements sociaux définitifs dans les communes du Val-de-Marne et autres départements franciliens. Pour les sans-papiers, l'engagement a été pris de réexaminer tous les dossiers au cas par cas. Il n'y aura pas d'interpellations ni d'expulsions tant que l'instruction des dossiers sera en cours. Leur hébergement est également prévu avec 158 places dans les centres de transit mis à disposition par l'association France Terre d'asile. Les services centraux du ministère de l'Intérieur, SOS-Racisme, la Licra et France Terre d'asile se sont portés garants de ces engagements. Ce protocole est intervenu alors que la situation devenait intenable pour Nicolas Sarkozy. Les conditions de vie dans le gymnase étaient dramatiques avec des risques sanitaires importants et une grève de la faim de quarante jours. Au plan politique, le ministre de l'Intérieur était de plus en plus isolé après un rappel à l'ordre du Premier ministre et l'accusation d'utiliser ce drame humanitaire à des fins politiques personnelles.

Cependant, peut-on parler d'une victoire totale des « 1000 de Cachan » ? Le Mrap met en garde : « Il ne peut s'agir que d'une demi-victoire d'étape. Les familles vont être dispersées sur plusieurs départements, et nombre d'entre elles seront relogées en hôtel de façon précaire, ce qui ne peut pas permettre une vie quotidienne normale. » À ce propos, 12 personnes ont déjà refusé, samedi, le relogement dans les Yvelines en raison de faibles moyens de transport et d'un trop grand éloignement par rapport à leur lieu de travail. « Les technocrates pensent qu'on peut régler froidement les choses, qu'on peut déposer les gens quelque part et qu'on n'en entendra plus parler. Les mesures doivent être adaptées à la vie concrète de ces familles », explique Malika Zediri, présidente de l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des

chômeurs et des travailleurs précaires. « Nos revendications ne sont pas des caprices », précise-t-elle. Pour Pierre Henry, le directeur de France Terre d'asile, association jugée « responsable » par le ministre de l'Intérieur, par opposition à d'autres réputées « gauchistes », « il existe des moments de radicalité, mais il doit y avoir aussi des moments de compromis, de lucidité. Franchement, dans la période politique préélectorale où nous sommes, je pense que nous avons obtenu le maximum de ce que nous pouvions obtenir ». À ceux qui s'étonnent de l'apparition de ces logements alors que la situation dure depuis des mois, il répond : « Il n'y a pas de mystère. Nous avons toujours travaillé avec l'État. Nous avons été sollicités par le ministère de l'Intérieur, et, une fois que nous avons eu l'assurance de sa part de la protection des personnes et celle des affaires sociales sur la question du financement, nous avons mis à disposition des places sur le contingent national des logements pour les demandeurs d'asile. »

Quant au distinguo entre les associations opéré par le ministre, « c'est dans sa stratégie de rupture, analyse Pierre Henry. Il est évident qu'il alimente les divisions et l'opposition des associations entre elles, qui, bien que divergentes sur certains points, poursuivent le même but ». Il ajoute : « La question globale du logement est un problème immense qui sera nécessairement sur le bureau du prochain président de la République. »

Sur ce point, Malika Zediri est d'accord : « Les 1 000 de Cachan ont montré qu'il fallait croire dans la capacité de résister. Ils sont devenus un symbole de résistance et de dignité. Malgré toutes les tentatives de division et la dizaine d'expulsions, ils ont fini par faire changer la situation. Mais nous ne sommes pas dupes : ce n'est pas fini, sur la question des sans-papiers et sur la question du logement, le problème reste entier, et le combat continue. » Malgré leurs divergences, les associations restent d'accord sur le fond et, dans leur majorité, elles ne tombent pas dans la polémique lancée par Nicolas Sarkozy, qui a reconnu, lundi, être « le seul responsable de [la] situation de Cachan pendant un mois et demi ».

JEAN-BAPTISTE QUIOT



120 hébergements ont été proposées aux personnes en situation régulière. Les autres verront leur dossier réexaminé.

TRIBUNE

«La France est ma patrie»

Le comédien Jamel Debbouze nous a adressé ce texte en réaction aux événements de Cachan. Français d'origine marocaine, il dit son amour d'un pays riche d'une histoire exemplaire de lutte contre l'oppression. Un pays qu'il veut «alerter».



J'aime la France comme on aime une personne, un parent. Je l'aime d'un amour confiant et exigeant. Je l'aime donc comme elle est, avec son vécu, ses hauts et ses bas. Son devenir se confond avec le mien et celui des

miens. Je l'aime avec et malgré ses défauts. « Qui aime bien châtie bien », dit l'adage. Moi, il peut m'arriver de la critiquer. Pas pour ce qu'elle est, non, mais pour ce qu'elle fait ou ne fait pas, à tort. Je ne la dénigre jamais ni la condamne non plus. Je me sens le devoir de l'alerter, voilà ma façon de l'aimer.

« J'ai deux amours, mon pays et Paris », chantait la star noire-américaine Joséphine Baker. Moi qui ai la chance d'avoir ce double amour fondu en un seul – la France est ma patrie –, je suis sensible à l'image que des millions de gens à travers le monde se font de mon pays. L'image d'une terre d'asile, d'une histoire exemplaire de lutte contre l'oppression, d'un État de droit, d'un peuple généreux. Une image trop idyllique ? Il n'empêche, je le constate à chaque voyage, mon pays fait rêver, et la seule évocation de son nom renvoie à ceux de liberté, égalité, fraternité.

J'entends déjà l'objection : la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde. Soit, mais n'est-ce pas ignorer le rayonnement de notre pays à l'étranger que de le réduire à un simple refuge contre la faim ? La France a nourri d'abord l'espoir de millions de gens, hier juifs d'Europe centrale, Arméniens ou Espagnols ; aujourd'hui, Tamouls, Africains ou Maghrébins... L'espoir des clandestins qui sont déjà chez nous, parfois depuis des années, où ils ont fondé des familles, se nourrit aussi de cette image d'une France au grand cœur. Et, chaque jour, ces déracinés qui aspirent à replanter leurs racines sur notre terre reçoivent la visite de milliers de Français, du curé au médecin en passant par le militant associatif, l'artiste ou le boulanger, qui leur apportent pain et eau, réconfort et courage. Voilà pourquoi nos élus, en mettant leurs pas dans ceux des citoyens à qui ils doivent leur mandat, devraient montrer pour le moins leur compassion à ces « clandestins » dont beaucoup ont un travail, une famille et des enfants qui fréquentent l'école, où ils apprennent à être... de bons Français.

J. D.

Victime du devoir d'informer

RUSSIE. Anna Politkovskaïa écrivait librement sur le régime de Poutine. Elle a été assassinée samedi. Claude-Marie Vadrot témoigne du climat terrible dans lequel elle exerçait son métier.



Anna Politkovskaïa a été tuée le jour de l'anniversaire de Poutine...

LA DERNIÈRE FOIS QUE JE L'AI RENCONTRÉE, Anna Politkovskaïa m'avait raconté les menaces trouvées dans son courrier, les appels téléphoniques anonymes et les voitures qui la suivaient dans la rue. Elle disait aussi : « Mon pays est tenu par des mafias dont les responsables sont régulièrement assassinés ou élus au Parlement. D'autres s'achètent des régions, comme Roman Abramovitch ; il s'est offert le Kamchatka, dont il est le gouverneur, mais il n'y va quasiment jamais. Pour lui, c'est simplement amusant, il l'a dit. En revanche, l'achat du club de football anglais de Chelsea, c'est un placement. » Elle évoquait aussi son rédacteur en chef, empoisonné en juillet 2003 par des inconnus et mort dans d'atroces souffrances. Elle rappelait qu'en septembre 2004, partant en reportage sur la prise d'otages des enfants de l'école de Beslan, elle avait été empoisonnée dans l'avion, au moyen d'une tasse de thé, par ceux qui ne voulaient pas qu'elle se mêle de cette horrible et sombre affaire. Après une nuit de coma à l'hôpital de Rostov, elle avait survécu par miracle. La chance a tourné.

Comme d'autres avant elle, Anna vient de payer de sa vie une liberté de parole ne portant pas seulement sur la Tchétchénie, où elle faisait de nombreux reportages, mais aussi sur le régime de Poutine en train de se transformer lentement et sûrement en dictature. Anna a été assassinée dans son immeuble, le jour de l'anniversaire du maître du Kremlin. Pour qui connaît la nouvelle Russie (et même l'ancienne), cette coïncidence ne doit probablement rien au hasard. Pour le pouvoir en place et pour tous les anciens du KGB qui prennent peu à peu les rênes politiques et économiques du pays, Anna avait trop pris goût à la liberté. Contrairement à trop de journalistes russes, elle faisait son métier avec rigueur, avançant toujours les preuves de ses accusations. Rigueur qu'elle partageait

avec ses confrères de *Novaïa Gazetta*. Aujourd'hui, ils ont peur. Comme mon amie Victoria, qui dit : « Mes enfants sont terrorisés, nous sommes tous sous le choc. » Pourtant, tous continuent. Alors que d'autres journalistes sont déjà tombés sous des balles ou ont été massacrés dans leur appartement. Comme Ilia Zimine, qui travaillait pour la chaîne de télévision NTV : passé à tabac par des « inconnus » près de son bureau de Vladivostok, en avril 2005, il n'avait pas compris qu'il devait renoncer à informer. En février, après avoir déménagé à Moscou, il a été retrouvé mort, roué de coups, dans son appartement. Le 25 juillet dernier un autre journaliste de Saratov, travaillant pour le journal régional, a été retrouvé mort chez lui. Fin mai, c'était le tour de Viatcheslav Akatov, journaliste de la chaîne TVTs et spécialiste des circuits économiques, lui aussi retrouvé mort dans son appartement près de Moscou. Comme souvent, la police a conclu à un « crime crapuleux sans rapport avec les activités de la victime ».

Juin 2000 : le directeur de la (trop impertinente) radio de Smolensk, Radio Vesna, a été abattu en pleine rue. Pour avoir affirmé que les responsables de la ville avaient commandité l'assassinat, un autre journaliste, Nikolai Gochko, a été condamné en juin 2005 à cinq ans de prison. En janvier dernier, lors du procès des assassins présumés du journaliste américain d'origine russe Paul Khlebnikov, qui enquêtait pour *Forbes* sur la collusion passée des autorités russes avec des séparatistes tchétchènes, le huis clos a été décrété. En 2004, l'année la plus terrible, ce sont 54 journalistes qui sont décédés de mort violente « inexplicable ». Pour 2005, les autorités ont réussi à masquer le chiffre.

Jamais les assassins des journalistes, des députés rebelles, voire des hommes d'affaires refusant la corruption, ne paraissent devant les tribunaux. Quand ils y parviennent, ils sont absous dans d'étranges conditions. Une partie de la Russie verse donc des larmes de crocodile : Anna et ses libres amis sont méprisés par une partie des Russes, honnis de la classe politique dominante. À la Douma, des députés ont publiquement qualifié Anna « d'ennemie publique ». Meurtres contre les journalistes, contrôle d'un maximum de journaux et de toutes les chaînes de télévision, laxisme envers les crimes et les agressions racistes de plus en plus nombreuses dans le pays, oppression de toutes les minorités, chasse d'État aux Géorgiens depuis quelques jours, omniprésence de l'Église orthodoxe comme gardienne de la morale, la Russie glisse mois après mois vers une sorte de néofascisme. Mais Poutine, le maître du gaz, reste l'ami de George Bush et de Jacques Chirac. Anna avait deux enfants.

Le dernier livre d'Anna Politkovskaïa, *Douloureuse Russie*, est paru en France il y a quelques jours (Buchet-Chastel, 25 euros). À lire pour mesurer la tragédie que traverse ce pays.

Clôture électorale

ÉTATS-UNIS. Le projet de mur frontalier avec le Mexique est peu réaliste.

LE MUR QUE LES ÉTATS-UNIS prévoient d'ériger à leur frontière avec le Mexique pour freiner l'immigration illégale et le trafic de stupéfiants ne verra probablement jamais le jour. La signature, le 4 octobre, par le Président Bush, de la loi concoctée par le Parlement à majorité républicaine et prévoyant sa construction intervient à un mois des élections du 7 novembre, qui renouveleront la Chambre des représentants et le tiers du Sénat. George Bush avait espéré faire adopter une réforme de l'immigration globale, comprenant l'érection d'un mur mais aussi un programme d'accueil de travailleurs « invités » et de régularisation d'une partie des 11 millions de sans-papiers mexicains. Il estime nécessaire d'accorder « à long terme » la citoyenneté à des clandestins qu'il n'est pas possible d'expulser par millions « à coups de pied ». D'autant que l'électorat d'origine mexicaine est important, et que des manifestations ont éclaté il y a quelques mois pour exiger des régularisations.

Pour mobiliser leur électorat conservateur, la plupart des élus républicains à la Chambre des représentants et au Sénat ont jugé préférable de ne retenir, après des mois de débat, que le volet sécuritaire du projet de loi. Ils ont voté une dépense de 1,2 milliard de dollars (940 millions d'euros) pour la construction de palissades et de clôtures sur 1 125 km, équipées de radars, de détecteurs, de caméras à infrarouge, etc. L'opposition démocrate, elle, préfère draguer l'électorat d'origine latino-américaine. « Si nous parvenons à mobiliser les Hispaniques, a déclaré le président du Parti démocrate, Howard Dean, je pense que nous allons obtenir le contrôle du Congrès et mener une vaste réforme de l'immigration » qui mènerait à la régularisation d'une grande partie des immigrés illégaux. Selon les derniers sondages, les démocrates devraient l'emporter le 7 novembre, et George Bush être contraint à une cohabitation qui bloquerait le projet de mur.

Le coût de sa construction est aussi un fort argument. Selon le journal mexicain *la Jornada*, le chef de file des démocrates au Sénat, Harry Reid, a estimé que la facture pourrait atteindre six milliards de dollars. « Nous comptons construire un peu, et tester quelque temps », a déclaré, prudent, Russi Knoke, porte-parole du Département de sécurité intérieure. Autre argument, diplomatique : « Ce mur ne résout pas le problème de l'immigration, et cela incitera de nombreux latino-américains à prendre davantage de risques, ce qui pourrait déboucher sur des décès », a déclaré le Président mexicain Vicente Fox, qui a toujours tenté, en six années à la présidence, de négocier un accord avec Washington. Son ministre des Affaires étrangères, Luis Ernesto Derbez, a parlé d'« une offense ». « Nous examinons, avec notre équipe de juristes internationaux, quelles options nous sont offertes au niveau international, et nous les saisissons », a-t-il répondu alors qu'il était interrogé sur la possibilité de porter la question devant les Nations unies. Le secrétaire général de l'Organisation des États américains, José Miguel Insulza, a estimé que cette initiative pouvait provoquer des « heurts diplomatiques et creuser les différends entre des pays amis », sans freiner les migrations provoquées par des raisons socio-économiques qui resteront sans réponse. CQFD.

DANTE SANJURJO

ICI...

Oraux du PS

Les débats télévisés qui opposeront les trois candidats socialistes à l'investiture les 17 octobre, 24 octobre et 7 novembre sont décriés. Tout le monde ne capte pas la chaîne parlementaire, se plaignent de nombreux adhérents. « *Ce ne seront pas de vraies confrontations* » mais « *des interventions parallèles, avec des questions préparées, connues à l'avance des intervenants* », regrette Dominique Strauss-Kahn. Ces oraux, filmés en studio et sans public, ne satisfont pas plus Laurent Fabius : « *Ça n'a pas de sens, on n'est pas à Sciences-Po !* »

Fabius séduit Juquin

Pierre Juquin a assisté au rassemblement des comités de soutien à Laurent Fabius, dimanche, à Pantin. « *Le programme que j'ai entendu me convient* », nous a confié l'ancien candidat de la gauche alternative à l'élection présidentielle de 1988, à l'issue de cette réunion. « *Compte tenu de l'élection, il crée un point d'ancrage pour construire une gauche rassemblée, véritablement alternative* », estime l'ancien dirigeant communiste, pour qui la gauche ne doit pas « *battre simplement l'individu Sarkozy, mais la politique de Sarkozy* ».

Dangereux silence

Vingt-six cas de légionellose, dont deux mortels, depuis le mois d'août : c'est le bilan, provisoire, de la préfecture de Paris, relevé aux abords de la gare d'Austerlitz. Mais un « *danger grave et imminent* » pèse encore « *dans les gares parisiennes* », en particulier près de la gare du Nord, souligne un tract du syndicat SUD-Rail. Et la CGT accuse la SNCF de « *minimiser la situation à risque* » des cheminots de « *la région Paris-Nord* ». Les deux syndicats sont bien seuls à dénoncer des « *installations non conformes et non entretenues* » que la SNCF a récemment fermées. Contactée par l'AFP le 4 octobre, la direction a indiqué qu'à sa connaissance « *la préfecture n'a à ce jour signalé aucun cas de maladie à Paris-Nord* ». Circulez, il n'y a rien à voir !

...ET AILLEURS

Lâche soulagement

Lundi, la presse belge saluait le tassement de l'extrême droite aux municipales. Il est vrai que le Vlaams Belang (« *L'intérêt flamand* ») n'est pas parvenu à prendre Anvers. Il n'obtient « *que* » 33,51 % des suffrages, contre 32,95 % en 2000, tandis que le parti socialiste flamand progresse fortement à 35,28 %. Si le Vlaams ne semble pas en mesure de briser le « *cordon sanitaire* » qu'ont constitué partout les partis traditionnels pour lui faire obstacle, il progresse dans de nombreuses petites communes de Flandre, de 6 à 8 % en moyenne. Il est des tassements plus rassurants.

Prime à l'ancienneté

Après le premier essai nucléaire de la Corée-du-Nord, les protestations internationales appelaient toutes une réaction du Conseil de sécurité de l'ONU, où siègent les seules nations « *autorisées* » à posséder la bombe. De leur côté, la plupart des ONG demandent la convocation d'urgence d'une conférence sur le désarmement pour décider des mesures pratiques en vue de l'élimination des armes nucléaires, comportant un calendrier de mise en œuvre et des moyens de vérification. En effet, pourquoi l'ancienneté atomique donnerait-elle à certains pays un droit dont les autres devraient être privés ?

...VU

Modernisation

Il est près de minuit, dimanche, dans l'émission « *France Europe express* », quand Denis MacShane fait la leçon à François Hollande. Pour l'ancien ministre travailliste britannique, la réussite de la gauche passe « *d'abord [par] une modernisation totale, presque une refondation* ». Il vante la « *fusion, en Italie, des partis de gauche avec les libéraux du parti Marguerite, qui est un peu l'UDF en France* ». Et reproche au PS de ne se tourner qu'à sa gauche : « *Parler avec les héritiers des MM. Staline et Trotsky est perdu d'avance. Il faut avoir une politique de modernisation. Il faut "kärcher" [sic] l'ancien bâtiment d'un parti qui est maintenant trop de poussières, de théories incrustées, les placards pleins de documents datant de 10, 20 ou 30 ou 40 ans...* » Le rêve d'une candidate ?

...ENTENDU



Molletisme

L'« *anecdote* » est de Jean Glavany, qui l'a rapporté dimanche matin, au micro de France Inter. En juin, Arnaud Montebourg arrête l'ancien ministre jospiniste dans les couloirs de l'Assemblée nationale : « *Jean, on ne peut pas laisser faire ça, Ségolène...* » « *C'est quoi, Ségolène ?* », s'enquiert Glavany. « *C'est le triomphe du populisme, s'empare Montebourg, c'est la négation de la politique, on ne peut pas laisser faire ça, Jean !* ». « *Une semaine après m'avoir dit ça, à moi comme à d'autres, il l'a ralliée* », poursuit Glavany, qui voit dans « *ce grand écart entre les discours et les actes du molletisme pur et dur, un archaïsme fou* ». Certainement pas « *le renouveau des pratiques démocratiques* ».



Drôle d'arbitre

François Hollande, on le sait, n'entend pas prendre position pour l'un des candidats à la candidature socialiste. Le Premier secrétaire du PS justifie cette neutralité par les nécessités de sa fonction, qui lui commande « *d'être le garant de la bonne organisation de ce scrutin interne* ». Cette impartialité serait louable si elle n'était pas feinte. Notons déjà que l'arbitre n'entend pas le rester jusqu'au coup de sifflet final : « *Je ferai connaître ma position si c'est nécessaire au terme du processus* », a-t-il déclaré dimanche soir, sur France 3. Après les six débats prévus et avant le scrutin du 16 novembre, pour ne pas parler du second tour, il n'exclut pas d'endosser le maillot d'un camp. Et quelle est donc cette « *nécessité* » qui pourrait obliger François Hollande à abandonner sa tenue noire ?

Il est probable que ce serait le cas si Ségolène Royal était en difficulté, si un second tour se précisait. Car, à entendre le Premier secrétaire du PS, il n'est pas possible de douter de son choix. Samedi, sans nommer les candidats, il en a fait une étonnante présentation : l'un, a-t-il dit devant le conseil national du PS, « *insiste davantage sur la réforme, la social-démocratie* », l'autre « *insiste davantage sur l'urgence, la précision* », et « *une troisième [sic] essaie de donner une vision de la France, de l'enjeu* ». Il dit vouloir imposer le « *respect du projet* » adopté par les militants, mais ne siffle pas sa compagne quand elle s'en écarte ; ni d'ailleurs Dominique Strauss-Kahn, quand ce dernier explique qu'il faut « *laisser les 35 heures en l'état* » et non les généraliser. Il prône, en Corrèze, dimanche après-midi, le respect des individus mais s'en affranchit à la télévision, le soir, quand il parle de Laurent Fabius, qui « *veut être à la gauche du parti* » : « *Il a tout à fait raison de son point de vue, glisse-t-il perfide. Il faut bien avoir une identité, mais on sait ce qu'il défendait il y a quelques années* ». Ce faisant, François Hollande prend un risque. Les adhérents seraient fondés à sortir l'arbitre.

MICHEL SOUDAIS

...LU

Clientélisme

« *Jacques Mellick, maire de Béthune, symbole du clientélisme à la papa, a ajouté son nom à la foule des supporters de Ségolène Royal* » dans l'espoir d'« *obtenir l'investiture du PS* » aux municipales, nous apprend Marianne (7 octobre). La rénovation politique royaliste avance à fond la caisse !

Candidate ?

Michèle Alliot-Marie candidate à la présidentielle ? La rumeur a enflé ce week-end. Dans le Figaro (10 octobre), l'intéressée ne dément pas : « *De nombreux militants me demandent d'être candidate ou me disent que je suis la seule à pouvoir battre Ségolène Royal* ». Simplement, elle ne prendra pas sa décision « *avant janvier* ». Et si, le 14 janvier, l'UMP décidait de soutenir Nicolas Sarkozy, MAM n'en fait pas un obstacle : « *Un soutien financier d'un parti est toujours préférable et plus confortable ! Mais ce n'est pas indispensable...* »

Méditation

Libération a consacré, le 9 octobre, deux pages au vingt-cinquième anniversaire de l'abolition de la peine de mort. En 1981, deux tiers de l'opinion y était opposés. Aujourd'hui, seule une minorité en est nostalgique. Le quotidien en fait, à raison, un symbole de « *l'importance du combat politique, porté par des convictions à contre-courant [...] d'une opinion versatile, perméable à la démagogie, au populisme et à tout ce qui flatte en elle ses instincts les plus grégaires* ». « *Tous ceux, à droite ou à gauche, qui sont tentés par la démocratie d'opinion devraient méditer l'histoire* » de cette abolition. Ça fait du monde !

LE CHIFFRE

700

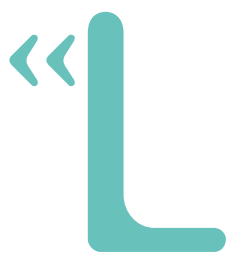
millions d'euros sur quatre ans, c'est le plan de La Poste pour moderniser le métier de ses 100 000 facteurs. Le plan prévoit des ordinateurs de poche, des vélos électriques et plus de formations, mais rien en ce qui concerne l'emploi. La raison de ces changements est qu'une nouvelle directive postale, la troisième, doit confirmer, avant la fin 2006, la libéralisation totale du courrier en 2009. Ces choix gouvernementaux ont un prix : le timbre-poste est récemment passé à 54 centimes pour les lettres de moins de 20 grammes. Et une procédure d'infraction contre le régime spécial des retraités de La Poste a même été engagée par la Commission européenne.

Dossier

Malgré l'accroissement des inégalités, l'idéologie libérale nie toute idée de lutte des classes, considérée comme obsolète. À l'occasion de la sortie d'un ouvrage collectif sur ses formes actuelles, et alors que la résistance au néolibéralisme progresse, « Politis » a décidé d'enquêter sur l'actualité de ce combat.

SOCIÉTÉ

Les nouvelles luttes de classes



UN DOSSIER DE LA RÉDACTION

L*a lutte des classes, ça existe encore ?* » On pourrait simplement rétorquer à ces remarques entendues ça et là la phrase de Marx : « *Le simple fait de mettre en doute l'existence de la lutte des classes, c'est déjà se situer aux côtés de la bourgeoisie.* » D'aucuns penseront alors que traiter un tel sujet en 2006 est une lubie de nostalgiques. L'idéologie dominante, depuis une bonne vingtaine d'années, semble en effet avoir relégué le concept au rayon des accessoires d'occasion, sinon des antiquités. Force est aussi de constater que, parmi les dominés, l'idée même de lutte des classes a perdu de sa superbe, voire de sa capacité à mobiliser.

Or, si la rédaction de *Politis* a décidé d'y consacrer son dossier de la semaine, c'est notamment parce qu'une enquête collective, sous la direction des sociologues Jean Lojkine, Pierre Cours-Salies et Michel Vakaloulis, vient de montrer avec rigueur toute l'actualité des « nouvelles luttes de classes » qui secouent aujourd'hui le monde du travail (1). Reconnaisant volontiers son évacuation du débat public durant les deux dernières décennies, leur démarche consiste, à l'instar de Stéphane Bouquin, « à rendre l'invisible visible ». Ce dernier, constatant l'augmentation non négligeable du nombre de conflits sociaux depuis le milieu des années 1990, dénonce les effets des croyances collectives savamment orchestrées entre médias et tenants de l'ordre néolibéral : « Nous continuons à croire qu'il en est fini des luttes sociales alors que c'est l'inverse qui s'exprime

au travers des séries statistiques ! "L'invisibilité" n'est donc pas en premier lieu une question de quantité mais le résultat d'une représentation en trompe-l'œil. » Et de pointer « le maintien de l'activité gréviste » de 1995 à 2004, notamment de 1996 à 2001 lorsque les « conflits étaient non seulement plus fréquents mais plus longs et plus suivis ». Le sociologue insiste aussi sur le fait qu'il serait « réellement réductionniste de se limiter aux conflits de salariés

désespérés par la fermeture de l'entreprise ».

Toutefois, on ne peut nier que la plupart des luttes s'exercent aujourd'hui dans le cadre d'une logique défensive : « *La logique du moindre mal l'emportant, le chantage à l'emploi conduit à défendre des emplois à n'importe quel prix.* » Venant confirmer la définition même du concept de lutte de classes, ses formes contemporaines, loin d'exposer la société française à des affrontements violents, prouvent en fait la persistance des conflits d'intérêts au sein de l'économie de marché. Si l'idéologie libérale dominante a bien tenté de faire croire à leur définitive disparition, il est sans doute sain aujourd'hui pour la démocratie de reconnaître leur simple existence. Alors que beaucoup – à droite comme à gauche – continuent toujours de les nier, certains militants politiques ou syndicaux savent heureusement en tenir compte (voir p. 15). Sur ce point, l'apport des sciences sociales, et en particulier de la sociologie, se révèle capital : comme le remarque Pierre Cours-Salies (voir ci-contre), Pierre Bourdieu avait déjà, en 1993, avec *la Misère du monde* (2), largement contribué à une prise de conscience dans l'opinion publique des inégalités criantes et des souffrances au travail, subies par nombre de salariés. Or, c'est d'abord de prise de conscience qu'il s'agit en matière de lutte des classes.

OLIVIER DOUBRE

(1) *Nouvelles Luttes de classes*, PUF, « Actuel Marx, Confrontation », 296 p., 25 euros.

(2) Disponible en Points-Seuil.



Manifestation au siège de la SNCF, en avril 2001.



Manifestation pour le retrait du plan Juppé de réforme du système de prévoyance sociale, le 24 novembre 1995, à Paris.



Pour Pierre Cours-Salies, l'un des directeurs du livre « Nouvelles Luites de classes », les exigences de démocratie sociale sont aujourd'hui plus poussées, plus radicales, que celles des années 1970.

ENTRETIEN

« Une dynamique contre le libéralisme »

Vous venez de consacrer un livre aux « nouvelles » luttes de classes, alors que beaucoup d'observateurs ont tendance à nier jusqu'à leur existence de nos jours. Sous quelles formes se manifestent-elles aujourd'hui ?

Pierre Cours-Salies : Quand on pose la question aujourd'hui, c'est généralement parce qu'on veut faire la comparaison avec une période où les choses étaient supposées être plus simples. En réalité, pendant les années 1970, on avait une conception de la lutte de classes assez singulière puisque les luttes des femmes, des immigrés, ou la remise en cause des destructions de la nature apparaissaient en marge de la lutte de classes proprement dite. Ces luttes sont pourtant bien de véritables luttes de classes, mais la façon de construire alors les enjeux politiques mettaient de côté toute une série de dimensions. Ce qui est vrai, c'est qu'il est toujours très difficile de construire des objectifs communs pour tous les exploités parce que, quelle que soit l'époque, le pouvoir auquel ceux-ci résistent se débrouille pour ne pas unifier ses adversaires.

Comment s'est déroulé le recul des luttes de classes dans le débat public ?

On doit d'abord observer les cycles de luttes dans les entreprises. Par exemple, en 1973, au moment de la lutte chez Lip, beaucoup de gens vivent avec l'idée qu'il pourrait y avoir à nouveau une grève générale comme en mai 1968, mais avec un redémarrage des entreprises. Or, aujourd'hui, Lip apparaît plutôt comme la fin de la

vague de 1968 et le début de la phase où les organisations de type travailliste (PC, PS ou syndicats) ont décidé de négocier avec la bourgeoisie ce qui pouvait être négociable. Vers le milieu des années 1970, celle-ci remet en cause le cadre de négociations, tant au niveau national qu'au niveau international, et adopte progressivement une nouvelle gestion de type néolibéral. Il apparaît peu à peu qu'elle refuse désormais de concéder un certain nombre de droits (réinvestissements, biens collectifs, etc.). Il y a eu là une réorientation qu'on ne saisis pas tout de suite, malgré certains signes : les plans Barre en France sont les premiers coups de frein aux concessions faites par la bourgeoisie dans la répartition des profits (alors que, de 1968 à 1977, les gains de productivité servaient essentiellement à améliorer la situation des salariés). Cela correspond au début de la vague néolibérale, que les socialistes ont eux aussi acceptée. C'est d'abord ce retournement qui a eu un rôle très lourd dans la désorganisation des luttes. Ensuite, durant toutes les années 1980, on assiste aux mobilisations des infirmières, des étudiants, des cheminots. Celles-ci semblent, à juste titre, très fortes du point de vue de la démocratie interne et de la dynamique d'opposition aux politiques néolibérales, mais aussi morcelées, profession par profession, moment par moment...

Vous pointez ensuite un certain retour de la conflictualité sociale à partir des années 1990, dont les enjeux diffèrent néanmoins des périodes précédentes...

Une histoire nationale

1936. Une grève quasi générale appuie la réalisation du programme social du gouvernement Blum. Les accords de Matignon, réunissant pour la première fois au niveau national les partenaires sociaux, instituent les congés payés, les conventions collectives et la journée de huit heures.

1947. Alors que débute la guerre froide, la CGT appelle à la grève générale. Peu lié à des revendications, le mouvement, rare exemple de conflit social de nature politique, est réprimé par le ministre socialiste de l'Intérieur, Jules Moch.

1968. À la suite de l'agitation étudiante, la classe ouvrière cesse largement le travail, souvent sans mot d'ordre syndical. Sous la pression des dix millions de grévistes, les accords de Grenelle consacrent des augmentations de salaires et les droits syndicaux.

1995. Un vaste mouvement de grève, en particulier dans les transports publics, s'oppose avec succès à une réforme des régimes spéciaux de retraite des entreprises nationalisées.

Après les très libérales années 1980, c'est la première réaction de grande ampleur du monde du travail. Une majorité de Français soutient cette grève « par procuration », les salariés du public défendant les acquis sociaux du pays.

2003. Un début de mouvement de grève, notamment chez les enseignants, échoue contre la réforme des retraites dans le secteur public.

2006. Grève des étudiants contre le Contrat première embauche. Le projet est retiré après de nombreuses manifestations et une occupation des facultés.

O. D.

Un tournant, qui va donner une nouvelle visibilité, a lieu vers 1992-1993 avec le livre dirigé par Pierre Bourdieu, *la Misère du monde*. Des sociologues, en contact avec les couches populaires, mettent en évidence que les formations politiques et syndicales défendent assez peu la réalité qu'ils décrivent. Faire entendre cette réalité signifie pour eux ne pas cautionner les silences très lourds qui accompagnent les souffrances observées. Arrive alors la grande grève de novembre-décembre 1995, que toute une série d'intellectuels – qui se disent pourtant de gauche, comme Alain Touraine ou Michel Wieviorka – considèrent comme corporatiste. Bourdieu et d'autres comprennent au contraire qu'il s'agit de l'une des premières résistances d'ampleur au libéralisme. Elle s'est poursuivie récemment face aux réformes de retraite et avec le « non » au référendum de 2005. Je crois donc qu'aujourd'hui les exigences de démocratie sociale sont finalement plus poussées, plus radicales, que celles des années 1970... Toutes ces revendications peuvent aussi, selon moi, être lues comme la volonté de reconstruire une perspective de classe à travers l'objectif d'accroître les garanties pour les individus. Mais c'est aussi un problème politique, car la lutte des classes n'est pas simplement la résistance travailliste dans l'atelier...

Pourtant, malgré cette volonté de résistance, demeure encore l'impression de la disparition de la lutte des classes de l'espace public...

C'est vrai. Mais, quand elle était bien présente, je crois que c'était plus un discours de domestication que de réalité. J'ai dit que les femmes ou les immigrés étaient traités à part de la lutte des classes. On traitait essentiellement les grandes entreprises, sans se préoccuper de la croissance des PME et des statuts précaires. Il faut quand même rappeler que, sans l'accord du mouvement syndical (la CGT d'abord, dès 1972, puis à partir de 1982, la CFDT, quand Edmond Maire a vraiment contrôlé la centrale), il n'y aurait pas eu la réinstallation des entreprises d'intérim, qui sont la version contemporaine des bureaux d'embauche privés qui existaient avant 1936. Cela s'est fait au détriment des jeunes des couches populaires, qui ont subi de plein fouet la précarité. Pour moi, les couches populaires ont été en quelque sorte méprisées de fait par les organisations ouvrières dans les années 1970, au moment même où l'on parlait le plus de lutte de classes en France, en leur supposant en outre un certain engagement politique ! Aujourd'hui, toutes ces questions sont intégrées dans la dynamique de lutte contre le libéralisme, mais le point faible est au contraire l'absence de traduction politique. Or, lorsqu'on mène des luttes de classes sans horizon politique, on se démoralise. Elles ne pourront se consolider qu'avec des objectifs communs, et c'est bien cette faible construction politique qui pose actuellement un lourd problème au mouvement revendicatif antilibéral.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER DOUBRE

À lire également :

Le Bas de l'échelle. La construction sociale des situations subalternes, sous la direction de Pierre Cours-Salies et Stéphane Le Lay, Erès, « Obvies-Université Paris-8 », 304 p., 28 euros.

Les couches populaires ont été en quelque sorte méprisées par les organisations ouvrières dans les années 1970, au moment même où l'on parlait le plus de lutte de classes en France, en leur supposant en outre un certain engagement politique !

Modeluxe : un modèle d'exploitation

Les salariés d'une blanchisserie sont en grève pour soutenir des collègues sans papiers. Traités en esclaves durant des années, ils sont menacés de licenciement.

C'est autour d'un feu, à côté de l'usine où ils n'ont plus le droit d'entrer, que les employés de la blanchisserie industrielle Modeluxe, à Chilly-Mazarin (Essonne), se passent le relais pour occuper les locaux. Depuis une semaine, ils sont en grève. La quasi-totalité des 160 salariés, dont la plupart sont originaires du Mali, ont cessé le travail en solidarité avec 22 travailleurs sans papiers qui doivent se faire licencier, alors qu'ils sont exploités par l'entreprise depuis des années. Des camions vont et viennent qui transportent déjà le linge vers d'autres centres de stockage. Pour permettre ces déplacements, la direction de la blanchisserie, qui appartient à Sunlight, une filiale du groupe anglais Davies, a embauché des agents de sécurité. Ces derniers, le sourire aux lèvres, accompagnés de chiens, empêchent les travailleurs de réquisitionner leurs moyens de production. La lutte est inégale.

« Ne leur parle pas, ils ne sont pas de notre côté », fustige Boubacar, quand un de ses camarades veut expliquer les raisons de leur combat aux gardes qui sont eux aussi d'origine étrangère. Il raconte : « Tout le monde est contre nous. Ce matin, c'est la police nationale elle-même qui est venue pour permettre aux camions de rentrer dans l'usine. Ils ont ensuite baissé le rideau de la blanchisserie pour nous empêcher d'y entrer. » C'est l'injustice qui continue. Comme l'explique Raymond Chauveau, de la CGT de Massy : « La direction les a embauchés et exploités en toute connaissance de cause, et la préfecture a autorisé la poursuite de leur contrat de travail en décembre 2004, mais sans leur octroyer de titre de séjour. Aujourd'hui, la direction veut s'en débarrasser. »

Tout a commencé le 13 décembre 2004 avec un contrôle de police favorisé par la direction. L'opération échoue grâce à l'aide des syndiqués de l'entreprise. Deux clandestins sont

quand même déferés devant le juge, puis libérés, et ils réintègrent l'entreprise. Des contacts sont pris avec la préfecture, qui, en 2005, établit la liste des 42 salariés en situation irrégulière. L'espoir naît alors d'une régularisation pour ces travailleurs qui cotisent et paient leurs impôts. Mais deux personnes seulement ont, depuis, reçu une carte de séjour temporaire. Les sans-papiers ne sont plus maintenant qu'une vingtaine, les autres sont partis, lassés, ou ont été expulsés.

Alors que les grévistes essaient de redonner de la force à un feu qui s'amenuise peu à peu sous la pluie inondant la zone industrielle de la Vigne-aux-Loups, le préfet, lui, est parti en vacances et ne répondra pas à nos questions. Il faut croire qu'on n'a pas les mêmes préoccupations quand on appartient à des classes si différentes de la société. La lutte des classes, pour les grévistes de Modeluxe, n'est pas une interrogation théorique mais la réalité même de leur quotidien. « Les travailleurs immigrés sont la dernière variable d'ajustement structurel de l'économie capitaliste. Après eux, c'est l'esclavage. Ils sont un secteur essentiel de l'économie, et quasiment toutes les entreprises ont une composante immigrée », explique Raymond Chauveau. Leur emploi permet en effet de tirer un profit maximal de leur force de travail. « Nous travaillons jusqu'à 50 heures par semaine en comptant les heures supplémentaires pour un salaire de 1 000 euros par mois », précise un des sans-papiers.

Quant au rôle de l'État, son engagement dans la lutte se fait en faveur des dominants, comme en témoigne l'utilisation du pouvoir discrétionnaire par le préfet pour autoriser le travail de ces personnes, ou encore l'intervention de la police pour casser la grève. En outre, l'ordonnance du tribunal de grande instance d'Ivry pour contraindre les grévistes à reprendre le travail n'est pas allée à contre-sens. « Toutes les autorités sont contre nous, il ne manque plus que l'armée », ironise le syndicaliste. Au plan matériel et économique, la lutte est donc implacable. Elle l'est également au niveau idéologique et politique. En effet, l'utilisation de la main-d'œuvre immigrée permet non seulement de susciter la division parmi les classes exploitées, mais aussi de détourner la révolte contre les dominants vers les pulsions racistes et nationalistes.

Devant les moyens mis en œuvre pour faire échouer la grève, la CGT a décidé de cacher les sans-papiers afin de les protéger d'éventuelles expulsions. Et, même si le travail devait reprendre prochainement, le syndicat est prêt à « aller jusqu'au bout » pour la régularisation et le retour à l'emploi de ces quasi-esclaves.

JEAN-BAPTISTE QUIOT



Manifestation de soutien aux travailleurs étrangers en France, en juin 1980.

« Une inversion des valeurs »

Le déclin des idées marxistes et la poussée du néolibéralisme ont provoqué la disparition progressive de l'idée de lutte des classes. Des personnalités du monde politique et syndical reviennent sur ce bouleversement.

La lutte des classes a disparu. La conscience d'une appartenance à une classe dominée a progressivement quitté le champ politique, l'espace public et médiatique. À partir des années 1980, l'idée selon laquelle la mondialisation était une chance qu'il fallait saisir pour sortir de la crise a fait son chemin. Et, avec elle, celle d'une grande classe moyenne unique œuvrant dans un intérêt général commun, inventée par les tenants d'un capitalisme triomphant, s'est progressivement imposée dans l'inconscient collectif.

Mais, au cours des années 1990, la réalité est venue invalider cette thèse néolibérale. La mondialisation économique à marche forcée n'a pas été en mesure d'enrayer un chômage devenu endémique (et laisse désormais sur le bord de la route même les cadres supérieurs). Des inégalités n'ont cessé de se creuser au sein des États, entre une classe dirigeante et ses salariés, et, à l'échelle de la planète, entre le Nord et le Sud. En revanche, ces politiques néolibérales ont permis l'enrichissement de ceux-là mêmes qui avaient prêché le discours selon lequel l'ouvrier, le salarié modeste et le cadre supérieur étaient « dans le même bateau » d'un intérêt économique commun. Assiste-t-on pour autant, aujourd'hui, à une nouvelle prise conscience d'une appartenance à une classe qui doit lutter contre son oppression et pour son émancipation ?

Pour le syndicaliste Claude Debons, les politiques néolibérales ont réussi à gommer « l'idée d'une classe opprimée par une bourgeoisie détenant les leviers financiers et politiques du pouvoir en profitant de l'effondrement du socialisme réel », celui-ci ayant entraîné dans sa chute « les utopies de dépassement du capitalisme et la perspective de libération par la lutte sociale ». « Le monopole total des politiques néolibérales est devenu possible dès lors que la social-démocratie a fait une croix sur la lutte des classes en adoptant le réformisme », confirme Jacky Morvan, responsable de l'association Continuer la CGT. Quant à Claude Debons, il précise que « l'offensive de ringardisation du salarié prolétaire ordinaire dans les années 1980, au profit des golden boys, aura eu pour objectif, en dévalorisant la classe ouvrière et le travailleur manuel, de faire passer la pilule des restructurations industrielles et du chômage massif qui en découlaient ».

Pour Jean-Luc Mélenchon (PS), « la marginalisation de la classe ouvrière, qui s'accompagnait, de fait, de la disparition du concept de lutte des classes dans le débat public, n'a pas été le fait du hasard mais la condition sine qua non pour une adhésion massive des Français au libéralisme politique ». « Le néolibéralisme a réussi à diviser pour mieux régner, explique François Dufour, un des porte-parole régionaux de la Confédération paysanne. La précarisation et les slogans néoproduktivistes de l'époque, comme "être libre pour gagner et protéger pour ne pas perdre", sont parvenus à rendre les salariés individualistes et à briser le lien de solidarité qui reliait entre elles les classes dites laborieuses. »

Pour décrire le bouleversement qui s'est accompli à partir des années 1980 au sein



Des mineurs de l'Aveyron défilent à Decazeville, le 27 janvier 1962, contre la fermeture des mines.

de la société française, le sociologue Frédéric Lebaron (1) parle de « révolution symbolique » dans laquelle les référents de classe et plus largement les référents collectifs ont été dynamités, y compris l'État et même l'État providence, au profit de l'individu, de l'entreprise, du libre choix, etc. Il y a eu « inversion de la table des valeurs », dit-il : ce qui était à gauche passe à droite, ce qui était progressiste devient rétrograde, etc. « On a observé alors une montée de l'individualisme méthodologique des théories post-modernes, ajoute le sociologue, devenues de véritables machines de guerre contre la référence à la classe et à la lutte des classes. L'idéologie qui entoure alors une émission comme "Vive la crise !" en 1984, animée par Yves Montand, est le reflet parfait de cet esprit. » Mais, pour Frédéric Lebaron, ce phénomène médiatique n'est que l'écume d'un phénomène plus profond qui affecte alors les différents secteurs intellectuels tels que la philosophie et la sociologie. Et, notamment, celle prônée par le sociologue Alain Touraine.

Cette perte de repères, Frédéric Lebaron l'attribue aussi au déclin de l'usage de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. À partir des années 1980, on juge désormais que cette référence n'est plus pertinente pour expliquer les inégalités. Cette grille de perception de la réalité n'est plus légitime. Ce qui aura des conséquences lisibles dans toute la société : « La référence aux catégories socioprofessionnelles décline dans les publications de l'Insee au profit des revenus, par exemple », explique le sociologue. Ce qui est, selon lui, un retour en arrière par rapport à l'acquis d'une représentation en termes de classe. Alors que, paradoxalement, en parallèle de « l'invisibilisation » des

classes et de la lutte des classes dans l'espace public, les travaux empiriques quantitatifs continuent de conclure au contraire à la persistance et à la permanence des inégalités de classe.

Annick Coupé, dirigeante du syndicat SUD, relativise les effets négatifs de cette perte de conscience de l'appartenance à une classe : « Les salariés les plus défavorisés des secteurs du service ou de la sous-traitance, même s'ils ne se vivent pas comme appartenant à une classe opprimée, soutiennent dans leur discours ceux qui luttent et qui étaient, par exemple, dans la rue au moment du mouvement anti-CPE. » Mais, s'ils se sentent solidaires des grévistes, la précarisation qu'ils subissent ne leur permet pas pour autant de se mobiliser. Jacky Morvan reste, quant à lui, pessimiste face à ces politiques néolibérales qui ont réussi à diviser la gauche. Selon lui, la rupture, par exemple, entre la direction confédérale de la CGT et sa base est profonde : « On s'est battus contre le CPE, explique-t-il, mais on a abandonné en cours de route la loi sur l'égalité des chances. Un accord intersyndical a empêché que la directive européenne dans laquelle s'inscrit cette loi ne soit remise en cause. » Jean-Luc Mélenchon, considérant que « ce qui est commun à tous, c'est l'appartenance de classe qui rend concrète l'universalité de la condition humaine », estime que l'existence d'une conscience de classe est plus que jamais l'enjeu majeur du futur. Même si, tout comme Frédéric Lebaron, il redoute que cette prise de conscience nouvelle ne soit très lente, car les signaux actuels restent fragiles et infinitésimaux.

CLOTILDE MONTEIRO

(1) Auteur notamment de *La Croyance économique*, collection Liber, Le Seuil, 2000, 260 p., 19,82 euros.

Pour décrire le bouleversement au sein de la société française, à partir des années 1980, le sociologue Frédéric Lebaron parle de « révolution symbolique » dans laquelle les référents de classe et plus largement les référents collectifs ont été dynamités, au profit de l'individu, de l'entreprise, du libre choix, etc.

Au croisement des rues

DANSE. La compagnie sud-africaine Via Katlehong Pantsula et le collectif Back to hip-hop ont monté un spectacle trépidant, « Wola Baba », où ils frottent, confrontent et mêlent leurs gestuelles respectives. Pour enrichir leur vocabulaire.

LE PLATEAU EST VIDE ET SOMBRE, mais on les croirait dans une ville. À un carrefour ou sur une place où les gens se croisent, s'interpellent, se déplacent, s'agitent. Follement. Jeux de pieds et de rythmes à toute berzingue. Face à face, dos à dos, en cercles, en épis, en escadrons, en diagonales. Tous ensemble, à quatre, à trois ou seul. Variant les mélodies et les tempos. En chantant, en tapant des pieds, en claquant des mains, en sautant. Au sol aussi, parfois. Mais plus rarement. Les treize danseurs de *Wola Baba* sont devenus une troupe en une vingtaine de minutes. Au départ, il y avait les neuf Sud-Africains de Via Katlehong Pantsula d'un côté, en costumes orangés. Et les quatre de Back to hip-hop de l'autre, en bleu. Extérieur jour, extérieur nuit. Prêts à confronter deux langages gestuels. Les bleus évoluant de sons électros et funks vers des percussions majoritairement africaines. En touristes. Début d'un dépaysement. Et puis, au quatrième tableau, les deux bandes se rencontrent. C'est comme une scène de rue, presque un *battle*. Surprise, étonnement. L'un défie, l'autre avance, un troisième montre quelque chose, puis tout se mélange. Les claquettes et tapements de pieds avec les ondulations et les passe-passe. Sur les tableaux suivants, difficile de distinguer qui est qui. Les chorégraphies sont métissées et métissées. Et rudement synchrones malgré la vitesse d'exécution. Il n'y a plus deux styles de danse mais treize. Autant que de danseurs.

« On dit que le hip-hop a vingt ans, mais, comme danse de rue, il se nourrit des danses populaires et traditionnelles. D'une certaine façon, c'est la danse la plus vieille du monde. »

thousiasme Régis Truchy dans sa chambre d'hôtel, le matin de la première de *Wola Baba* au Luxembourg. Dans le mouvement hip-hop depuis 1988, ce danseur et chorégraphe d'une trentaine d'années, réuni avec Karim Bakouche, Hakim Maïche et Xavier Plutus sous la bannière Back to hip-hop, est assez catégorique : « *Hip-hop, pantsula, ce ne sont que des noms. En fait, les racines sont les mêmes. On dit que le hip-hop a 20 ans. Mais, comme danse de la rue, il se nourrit des danses populaires et traditionnelles qui l'ont précédé. D'une certaine façon, c'est la danse la plus vieille du monde.* » Il vit sa rencontre avec Via Katlehong (Steven Faleni, Mandla Fani, Mpho Malotane, Vusi Mdoi, Buru Mohlabane, Xolani Loid Qwabe, John Mbabazani, Tshupo Nchabeleng, Mukhulu Motshale) un peu comme un « retour aux sources ». Danses tribales, danses zouloues, danse des mineurs (Gumboots, c'est-à-dire avec des bottes en caoutchouc) et pantsula, que l'on présente comme une culture contestataire (en particulier sous



« Wola Baba » évolue entre rébellion collective et fête urbaine.

l'apartheid) et non-violente proposant une alternative au chômage et à la criminalité dans les banlieues sud-africaines : Via Katlehong offre tout un patchwork de gestuelles. Cette compagnie, qui porte le nom d'un township de l'East-Rand, a été créée en 1996 par Vusi Mdoi. Un chorégraphe déjà bien connu du hip-hop français pour avoir, notamment, participé au premier Laboratoire international des pratiques en 2004, et à la manifestation « Les 20 Ans du hip-hop en France » à la MC93 de Bobigny et à Châteauevallon. C'est dans cet endroit, sur les hauteurs d'Ollioules (83), qu'est née l'idée d'une création collective. « Treize danseurs, treize chorégraphes dans *Wola Baba*, précise Christian Tamet, directeur de Châteauevallon. Et pas de hiérarchie entre eux, mais des échanges de pratiques desquels ils ont tiré des chorégraphies. » Xavier Plutus, de Back to hip-hop, est allé passer une semaine dans l'univers de Via Katlehong à Johannesburg. Puis les treize ont travaillé un mois ensemble en résidence à Châteauevallon, où *Wola Baba* a été présenté fin juillet, avant de partir en tournée aux Nuits de Fourvière, au Luxembourg, à Annecy, et, pour finir, à la MC 93 à Bobigny, les 13, 14 et 15 octobre.

La dominante de *Wola Baba* ? « Les jeux de jambes et... le bruit ! », s'amuse Régis Truchy, particulièrement marqué par les mouvements de claquettes de Via Katlehong. Lui n'en avait jamais fait. Eux ne maîtrisaient pas trop les ondulations, dont il est un grand spécialiste, ni le break (au sol). Grand mélange des spécialités respectives, « même si, estime Régis Truchy, il nous faudra des années pour maîtriser les claquettes comme eux ». Le passage au plateau n'est pas un problème pour ces danseurs des rues : les membres de Back to hip-hop ont quatorze ans de pratique derrière eux, et ceux de

Via Katlehong, bien qu'un peu plus jeunes – ils ont entre 19 et 26 ans –, ont déjà une bonne expérience de la scène. « La différence, explique Régis Truchy, s'est jouée sur le compte des pas. Les danseurs de Via Katlehong ne décomposent pas les mouvements avec des chiffres. Ils se calent sur le rythme. Du coup, on a fait pareil. N'importe comment, ce qui change tout, en danse, ce n'est pas tant les gestes que la musique. » Il en sait quelque chose : à la demande de Vusi Mdoi, il a composé pour *Wola Baba* un solo tout en *pop waving* (contractions-ondulations) sur une chanson africaine. « Sur du hard-core, le rendu aurait été totalement différent. Là, il est question des souffrances de l'Afrique. C'est comme une longue plainte de trois minutes... » Un moment de grâce lente dans ce spectacle qui évolue entre rébellion collective et fête urbaine. Cette expérience d'échange n'est pas nouvelle pour Back to hip-hop. Associé depuis 2000 à Châteauevallon, le collectif a déjà effectué des résidences au Brésil, en Colombie, au Pérou... Vers une internationale des danseurs ? « Une internationale des lascars, plaisante Christian Tamet. Le hip-hop est un véritable laissez-passer. Il permet de pénétrer dans les favelas et les quartiers populaires les plus fermés », se félicite ce chorégraphe et producteur qui se dit fatigué des « circuits formatés », et en quête « d'aventure » et de « matière brute ». Un regret : « Après une création comme celle-ci, c'est parfois dur pour les danseurs étrangers de rentrer chez eux, où ils ne bénéficient pas de la même reconnaissance qu'ici ». De leur condition en Afrique, les danseurs de Via Katlehong n'ont pas trop parlé, d'après Régis Truchy, qui tranche : « De toute façon, le statut d'artiste n'existe qu'en France. » Pourvu qu'on l'y protège.

INGRID MERCKX

Wola Baba, du 13 au 15 octobre à la MC93 Bobigny, 1, bd Léonie à Bobigny, 01 41 60 72 72, www.mc93.com

Fin de partie

THÉÂTRE. Jean-Michel Rabeux transpose joliment un récit de Blaise Cendrars. Avec Claude Degliame en actrice qui ne veut pas vieillir.

À NOTRE CONNAISSANCE, Blaise Cendrars n'a jamais écrit pour le théâtre (on lui connaît seulement un argument de ballet pour Darius Milhaud, et ce passionné de Chaplin et d'Abel Gance fit du jonglage dans sa jeunesse !). Mais son *Transsibérien* a sonné haut sur les planches. Ce n'est pourtant pas dans ce Cendrars-là, le poète lyrique du tohu-bohu du monde moderne, que Jean-Michel Rabeux puise le sujet de son nouveau spectacle. Mais dans *Emmène-moi au bout du monde !*, roman où le metteur en scène a sélectionné les quatre premiers chapitres. Ils correspondent aux dernières années de l'écrivain : la mort le guette, et il jette un regard à la fois complice et effrayé sur la France qui s'est remise tant bien que mal de la guerre.

Dans le noir, le glauque, le trivial, le texte, écrit avec somptuosité, sonne plus moderne que du Houellebecq. Cendrars conte quelques heures de la vie d'une actrice en fin de carrière, une femme âgée grisée par sa petite réussite et par ses sens, décatie mais toujours plus corporelle que cérébrale...

Au théâtre de la Bastille, une passerelle métallique domine les spectateurs, qui sont placés des deux côtés d'une scène élevée et allongée. L'actrice, très maquillée, de noir vêtue, dans une robe de dentelle mi-poule mi-chic, apparaît sur la plateforme qui prolonge la passerelle. C'est Claude Degliame qui l'interprète, une comédienne au tempérament de fauve. Sans changer le texte, qui est à la troisième personne, elle avance, féline, rocailleuse, dans le récit. L'histoire commence fort, par une étreinte avec un légionnaire (« elle est sous presse », dit Cendrars). Et le soldat de malaxer la dame comme de la pâte à modeler et à jouer. Elle se fait abîmer peut-être, mais à 79 ans, on ne laisse pas passer ces petits

plaisirs ! Ensuite, quand la brute s'est décidée à partir, vient le moment de penser au théâtre. Si elle manquait la pièce qu'elle doit jouer, si on la remplaçait ? La vieille actrice se voit dans le reflet d'une vitrine de boucherie : quelle horreur ! Mais cette réaction va peut-être l'aider à composer son rôle. La voilà rhabillée et, sa carapace remise en place, elle s'engouffre dans un taxi, dans la nuit, pour livrer un nouveau combat, de toute la force de son corps contusionné.

Les mots cinglent, touchent, font rire, cognent. Ils ont une odeur : celle de la misère que les succès n'ont jamais effacée et à laquelle on revient inévitablement, sans s'en apercevoir. La mise en scène de Rabeux fouille ce clair-obscur d'une âme bien aveuglée qui dérive en s'accrochant à ses passions désiroises. Il y a de la férocité dans le jeu magnifique de Claude Degliame, de la sensualité, mais aussi l'amour de l'amour, même quand il est au fond du caniveau, et de la grâce que porte en lui chaque être humain.

Rabeux et son interprète évitent la tonalité nostalgique vers laquelle le texte porte naturellement, comme celle que dégagent aujourd'hui les photos de Brassai. Non, *Emmène-moi au bout du monde !* est trop violent, trop à vif, trop désespéré pour que l'on soit pris par le passésisme. Le texte crie au présent, devant les spectateurs, cette histoire de femme prise à son propre piège. Elle ne veut pas vieillir, elle ne veut renoncer à rien, et elle survit comme un boxeur qui a évité le K.-O. de justesse. Là, le théâtre arrive à la hauteur de la littérature et procure un saisissement qu'un lecteur ne recevrait sans doute pas avec une pareille rudesse de catapulte.

GILLES COSTAZ
Emmène-moi au bout du monde !, théâtre de la Bastille, 01 43 57 42 14. Jusqu'au 22 octobre.



Claude Degliame dans « Emmène-moi au bout du monde ». Ses mots cinglent, touchent, cognent...

FESTIVAL Cinessonne

La huitième édition du festival européen se déroule en Essonne jusqu'au 21 octobre. Cette année, les cinéastes invités viennent de Tchèque, de Pologne et de Hongrie, trois pays dont le passé prestigieux a donné de très grands cinéastes (Forman, Polanski, Jancsó...), mais qui aujourd'hui ne produisent plus chacun qu'une vingtaine de films. Cinessonne est l'occasion de constater que la récession traversée par ces cinématographies n'a pas étranglé tous les talents. Après quelques autres (le Hongrois Bela Tarr), de jeunes cinéastes ont en effet pris la relève, comme Filip Remuda, Przemyslaw Wojcieszek, Benedek Fliegauff. Plusieurs sont présents avec leurs films. Par ailleurs, dans la sélection « L'Europe comme ils la voient », qui donne carte blanche à des journalistes, Christophe Kantcheff viendra présenter, le jeudi 19 octobre à Saint-Michel-sur-Orge (à 20 h 30), *Petit à petit*, un film de Jean Rouch réalisé en 1972.

Cinessonne. Rens : 01 69 06 71 79, www.cinessonne.com

FÊTE Animation

La cinquième fête du cinéma d'animation aura lieu du 18 au 31 octobre. Partout en France, auront lieu des projections, des rencontres, des expositions, des ateliers, dans des cinémas bien sûr, mais aussi dans tous autres lieux. Cette année, l'invitée d'honneur est la cinéaste d'animation Florence Miailhe, qui a reçu, au Festival de Cannes de 2006, une mention en compétition officielle pour son dernier film, *Conte de quartier*. Rens : 01 40 23 08 13, www.afca.asso.fr

À vendre

LITTÉRATURE. Yves Ravey signe un très beau roman sur la dépossession.



LE DERNIER ROMAN d'Yves Ravey est construit comme un champ magnétique où s'affronteraient deux personnages : List, d'une part, et « l'Allemand » d'autre part, que le narrateur ne nomme jamais. Quand le roman s'ouvre, le point de convergence est List ; à la fin, « l'Allemand » est devenu le point d'aiman-

tation. Ce champ magnétique s'inverse selon un mouvement mystérieux. C'est ce mouvement que raconte l'Épave.

Au début, « l'Allemand » est désormais seul au monde. Dans un accident de voiture, survenu en France, à côté de chez List, il a perdu son seul fils, sa belle-fille et sa petite-fille, lui qui était déjà veuf. « L'Allemand » veut combler le vide avec ce qui reste. Impossible avec ses pauvres souvenirs lointains : il n'avait pas revu son fils depuis des années, et ne connaissait pas sa petite-fille. Alors, restent les objets qui se trouvaient dans la voiture au moment de l'accident, notamment des photos.

Au début, List a une mère, et bientôt une femme, très jeune et absolument irrésistible. Il s'est rendu quelques heures après l'accident sur les lieux pour subtiliser tout ce qu'il a trouvé dans l'habitacle. Il est donc en position de force quand il voit « l'Allemand » arriver dans sa ville : il va vers lui pour le rançonner, lui faire payer les photos retrouvées, prétextant d'une recherche nécessairement longue.

La tonalité du roman n'est pas au drame, ni à la tragi-comédie de mœurs ; elle est volontairement atone. Yves Ravey ne cherche pas spécialement à inscrire son récit dans une époque. C'est à peine si, par quelques détails – un 45 tours, l'usine du coin qui embauche facilement... –, on devine que, sans doute, l'action se passe il y a plus de vingt ans. Il est très difficile de savoir sur quelle piste Yves Ravey veut emmener son lecteur. A-t-on affaire à un (faux) roman noir ? À une histoire de meurtre camouflé ? Aux piétres aventures d'un maître chanteur de sous-préfecture ?

Fausse piste. L'Épave se focalise sur la relation entre List, le vendeur, et « l'Allemand », l'acheteur. Mais, contrairement à ce qui se passe dans la pièce de Bernard-Marie Koltès, *Dans la solitude des champs de coton*, l'acheteur désire avidement ce que le vendeur lui propose. List reste au niveau de l'argent qu'il suture à « l'Allemand », tandis que celui-ci se reconstruit littéralement en payant ce qu'il lui achète. Car, avec ces photos, ces objets retrouvés, il peut de nouveau habiter sa mémoire, et, par là, sa vie. Peut-être y a-t-il dans l'Épave une dimension morale, mais l'auteur se garde bien de la suggérer. En revanche, Yves Ravey signe là un très beau roman sur la dépossession, la dépossession de soi à son insu. Car List, pour finir, est désormais seul au monde. Et la dernière phrase se clôt sur le mot « adieu ».

CHRISTOPHE KANTCHEFF

L'Épave, Yves Ravey, Minuit, 108 p., 12 euros.

Résonances

Au fil de la semaine

CULTURE

Un air de tempête

JAZZ. « Braggtown » concentre les différentes facettes du quartet de Branford Marsalis.

BRANFORD, l'ainé des Marsalis, famille de la Nouvelle-Orléans incontournable dans le jazz depuis plus de vingt ans, a sans doute été le plus compliqué à suivre de la fratrie. Après plusieurs années passées au saxophone ténor dans la formation de son frère Wynton (pendant lesquelles il enregistre aussi avec Miles Davis sur l'album *Decoy*), il part rejoindre Sting, fait quelques apparitions au cinéma, enregistre un album de musique classique et fonde son premier quartet puis le groupe Buckshot LeFonque, dans l'optique de mélanger hip-hop et jazz. Le genre de projet auquel il semble qu'on ne puisse jamais échapper alors que l'on sait d'avance qu'aucun camp ne sera satisfait.



PAUL M. KOLANSKY

nous oblige à nous placer sur le plan de l'humanité et de la spiritualité », résume le saxophoniste. L'expérience a haussé d'un degré la structuration de la formation et, peut-être, l'affirmation de soi d'un Marsalis qui explique : « J'ai fait quelques incursions dans la pop, mais j'ai arrêté pour faire [cet

album] et j'en accepte les conséquences. » Des conséquences plus que jamais acceptables avec ce disque enveloppant toutes les facettes du quartet. De longues pièces virevoltantes aux accents coltraniens, aux phrases répétées jusqu'à se graver dans la matière sonore, aux notes comme des braises sur lesquelles souffle une rythmique de tempête. Des ballades au romantisme perdu dans une nuit que le saxophone soprano de Marsalis vient percer, avançant en funambule sur les à-plats que son pianiste pose de loin en loin sous ses pas. Jusqu'à une incursion dans le répertoire classique. En l'occurrence, cette « jazzification » d'un morceau de Purcell, qui ne retrouve ni la profondeur émotionnelle de l'original ni la voie d'une réinvention, n'est pas une si bonne idée. Mais tout le reste est passionnant.

JACQUES VINCENT

Braggtown, Branford Marsalis Quartet, Universal.

Revenir sur ses pas

LITTÉRATURE. Une alerte vieille dame entreprend de « désécrire » ses carnets de notes pour prolonger ses jours.

MICHEL ARRIVÉ INVENTE un nouveau concept : la désécriture. Le préfixe conduit rapidement vers des notions comme désactiver ou désamorcer. Mais l'idée a plus à voir avec quelque chose se situant entre désapprendre et défaire. Une quasi-centenaire rêvant de (d'avantage de) longévité entreprend tout ce qui est à sa portée pour prolonger ses jours. Y compris suivre les conseils de sa prof d'astrologie et de graphologie qui, lui ayant diagnostiqué un lien avec des écrivains morts jeunes, lui suggère de renoncer (à son âge !) à écrire. Une pratique à laquelle elle s'adonne avec passion depuis l'enfance.

Alors que l'ambition d'éternité se joue d'ordinaire dans l'écriture, l'héroïne de ce roman opère, non sans ironie, le mouvement inverse. La manière de procéder n'est pas toujours évidente, mais l'en-

jeu pataphysique ne manque pas de piquant. Que veut dire désécrire ? Réécrire ou effacer ? Se souvenir ou oublier ? Dissimuler ou livrer ? Dans *Une très vieille petite fille*, Michel Arrivé trouve un moyen original de renouveler le genre des mémoires. Il pousse même l'exercice jusqu'à annoncer que son texte est tiré de celui d'une certaine Geneviève Briand-Lemerrier, décédée le 1^{er} septembre 2004, la veille de son cent-unième anniversaire. Si l'écriture est moins ambitieuse que le désécrire, dans ce roman, il soulève un certain nombre de questions relatives aux secrets, aux silences et aux fantasmes d'une très vieille dame pas du tout résolue à mourir. Une attitude qui pourrait, d'ailleurs, aider à définir le désécrire.

INGRID MERCKX

Une très vieille petite fille, Michel Arrivé, Champ Vallon, 246 p., 18 euros.

6^{es} Rencontres du Cinéma Citoyen
18 au 25 octobre 2006 à Bobigny



Comment va le monde ?

avec les films de

Christophe de Ponfily, Jean-Christophe Klotz, Gilles Perret, Abderrahmane Sissako, Jean-Pierre Thorn, Éliane de Latour, Ariane Mnouchkine, Amos Gitai, Jafar Panahi, Olivier Meyrou...

avant-premières, débats et rencontres avec les réalisateurs...

Magic
CINÉMA

Magic Cinéma, Rue du Chemin Vert 93000 Bobigny
Tel : 01 41 60 12 34
magic.cinema.bobigny@wanadoo.fr www.magic-cinema.fr
Métro, bus, tram: Bobigny Pablo Picasso

Politis, le Festival Résonances et Magic Cinéma vous offrent **14 INVITATIONS POUR 2 PERSONNES** pour les 6^{es} rencontres de cinéma citoyen, à la séance de votre choix. Pour recevoir vos invitations, appelez Brigitte à Politis au 01 55 25 86 86 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

La culture est avancée

TÉLÉVISION. « Ce soir ou jamais » : une nouvelle émission sur France 3. Prometteuse.



Frédéric Taddeï propose une palette éclectique.

LÀ, COMME ÇA, faut reconnaître. On a beau chercher. Il y avait lurette et quelques lustres, sinon jamais, qu'on n'avait assisté à pareil événement : une émission culturelle quatre fois par semaine. Et c'est pas tout : en deuxième partie de soirée. Durant cinq à dix minutes avant le Soir 3, pendant trente-cinq à cinquante minutes après. C'est pas tout encore : en direct. Présentée par Frédéric Taddeï, l'émission « Ce soir ou jamais » (passons sur le titre un tantinet prétentieux mais qui vaut déjà plus qu'un « Chez Taddeï » ou « Café Taddeï »), sur France 3, est à contre-courant de ce qui se fait (ou se défait) en télévision. Le direct est devenu rare en télé, sinon pour les retransmissions sportives (par essence, dirait-on). « Ce soir ou jamais » est donc réalisé en direct, présenté par un Taddeï qui n'a pas peur des mots (qu'il cherche), ni des « heu... heu » en tête comme en fin de

phrase, et qui, foin des assertions, aligne les « Il paraît que » et « Je crois que ». En quelques soirées est passée sur le plateau une palette culturelle tout éclectique. Qu'on en juge, entre autres : Alain Fleischer, Edgar Morin, Philippe Caubère, Cabu... Puis une partie de l'équipe du film *Indigènes*, Rachid Bouchareb, Jamel Debbouze, Sami Bouajila, Samy Naceri. Jusqu'à MC Solaar, venu pour évoquer les photographies de Philippe Bordas (1). Bordas, plus connu pour son travail en Afrique, dans les quartiers écartés, ignorés des médias (*L'Afrique à poings nus*, Prix Nadar 2004). Qu'on n'imaginait pas photographiant le chanteur quand celui-ci n'était encore qu'un gamin de banlieue, artiste en herbe.

On l'observe donc, Taddeï se veut ouvert. Toutefois, il lui reste encore à sortir de l'actualité de la culture (c'est-à-dire de la promotion) et des invités « évidents ». Ou plutôt à éviter les facilités, comme ces représentantes de la *chicken literature* (entendez la littérature de poulette, soit de la non-littérature et beaucoup de temps perdu). En attendant, sans pour autant lui faire de l'ombre, voilà qui pourrait inciter les directeurs de programmes sur France 2 à avancer raisonnablement l'horaire tardif de « Des mots de minuit », le mercredi. Sur le service public, qui peut le moins peut le plus.

JEAN-CLAUDE RENARD

Ce soir ou jamais, France 3, du lundi au jeudi, vers 22 h 45.

(1) **Solaar, photographies**, Philippe Bordas, éd. Panama, 128 p., 21 euros.

Fin de séance

TÉLÉVISION. Derrière la suppression du film du dimanche soir, une opération juteuse.

ON L'A REMARQUÉ, le cinéma du dimanche soir a quitté la télé. Viré même du petit écran. Rentabilité défaillante. Longtemps, il a été « le film familial ». Puis, sur TF 1, coupé par une plage de publicités. Puis encore concurrencé par des séries sur France 2. Aujourd'hui, les deux chaînes principales se tirent la bourre à coup de séries, tant qu'à faire policières. *Les Experts* et son pataqui, *FBI, portés disparus* et son pataqués. Kif. Et itou. Ici, trois épisodes par série ; là, deux.

Chaque épisode, ou plutôt chaque numéro de série puisé dans une saison (car ça fonctionne par « saison », et non par année, s'agit donc d'être attentif au temps qui passe, même dans la redondance), dure environ quarante-cinq

minutes. Non pas au format, devenu classique, du cinquante-deux minutes. Avec une diffusion de trois épisodes, voilà qui permet un gain de réclames. Sur TF 1, on parvient ainsi parfois, en une soirée, à en glisser jusqu'à seize minutes, quand le film du dimanche soir en permettait six ou sept (compter une pub toutes les vingt-cinq minutes). C'est pas con, voire malin.

Il n'empêche, la télé continue de financer (en partie) le cinéma. Affaire de cahier des charges. Diffuser moins de cinéma, faute de rentabilité, à long terme, permettrait aux chaînes de culbuter, en toute légitimité commerciale, ce pugnace cahier des charges. Pour en finir avec le cinéma.

J.-C. R.

À vos postes!

TÉLÉVISION

MARDI 17 OCTOBRE
Spécial
ramadan

France 2,
vers minuit

Prières et renoncements le jour, partages de repas et fêtes la nuit. Tel est célébré le ramadan, neuvième mois du calendrier lunaire de l'Hégire, qui a débuté le 24 septembre. Comme l'année dernière, « Des mots de minuit », présenté par Philippe Lefait, y consacre une émission. Un ramadan ici pleinement culturel, voire pluriculturel. Musiciens, stylistes, écrivains, plasticiens, gastronomes... Artistes du monde musulman ou non, qui se produisent, se livrent en direct ce soir-là au Cabaret sauvage à Paris. C'est là un moment de convivialité riche de dialogues entre les cultures, que Philippe Lefait célèbre pour la quatrième fois. Non sans légitimité. « Il est totalement naturel que "Des mots de minuit" soit le vecteur de cette fête puisque cette émission est depuis toujours le lieu privilégié des échanges et des nourritures culturels ».

Lieu d'échanges, c'est rien de le dire. Lieu d'écoute(s) aussi. Et festive nocturne.

MERCREDI
18 OCTOBRE

Hongrie 1956

Arte, 20 h 40

Le soulèvement de l'automne 1956 à Budapest, raconté par des témoins directs, qui laissent remonter souvenirs et émotions liés à ces journées particulières. L'histoire aussi – dans une version incarnée et intime réalisée par Mark Kidel – d'un immense espoir collectif étouffé par une répression brutale.

DÉCRYPTAGE

L'arène de France

Tous les mercredis, France 2, vers 22 h 30 Passons sur le titre, le jeu de mot d'un animateur qui a dressé sa couronne médiatique sur les princes de ce monde. Sans scrupule (ni esprit), graveleux, popu (pas dans le bon sens du terme). Tel est le vent soufflant du nouveau magazine de Stéphane Bern sur le service public. Justement, le 27 septembre dernier, le sujet (si l'on peut dire) s'articulait autour du « people » dans les médias. Ses droits, ses limites. Pour ou contre (un « nouveau » concept). Pour la poubelle ou contre le déballage ? Jean-Luc Mélenchon annonce d'emblée son choix : jamais de politique s'il avait dû se plier aux journaux people. Clin d'œil à peine discret à une Ségolène affichant sa vie privée sur papier glacé, jusqu'à la naissance de son dernier enfant. Au fil des minutes, c'est moins un débat qu'une cacophonie. Bern semble vite dépassé ; en réalité, il entretient le bazar. Ça évite de fouiller le sujet, permet les formules vite expédiées, *a fortiori* quand l'émission est enregistrée, autorise les montages de son choix. Une comédienne (qui se pique aussi d'écrire), Macha Méril, déclare aimer savoir « *qui couche avec qui* » par la voie de ces journaux. Elle n'est pas là par hasard, mais en promo pour une pièce de théâtre (la dernière, on l'espère). À vrai dire, tout le



monde vend son petit steak (à défaut d'idées). Méril est là pour sa pièce, la fille adoptive de Chirac pour son livre, Daniel Prévost pour une tournée et un DVD. Dans tous les cas, le maillot de bain d'un politique, ou plutôt le politique en maillot de bain, fait vendre.

Il faut attendre la fin de l'émission pour entendre quelques effets de manche autour des mêmes politiques manipulant les journaux (au-delà d'un Genestar viré de *Paris-Match* après avoir autorisé la publication des images de Cécilia et de son amant). Foin de réel débat. On n'est pas là pour converser. Comme le sujet est vite épuisé (et pour cause), Bern passe dare-dare au suivant : « Faut-il donner tous les droits aux homos ? » Si la question ne s'épargne pas des hardis raccourcis (homos plutôt qu'homosexuels), son sens contient en lui-même ses limites déplorables. Bern avait inauguré son émission du même tonneau avec « Faut-il enfermer les psys ? » et « L'école fabrique-t-elle des crétins ? ». Pour enchaîner le 4 octobre avec « Les vieux doivent-ils laisser la place aux jeunes ? »... Haute voltige, même calibre. Bern avait fait ses preuves (irréfutables, forcément) dans le privé avec « Huit heures dix pétantes ». Les poursuit sur France Inter. Maintenant recruté par Patrick de Carolis. C'est France 2, et c'est sur le service public.

J.-C. R.

Environnement : le trou d'air européen

Députées européennes socialistes, Anne Ferreira et Marie-Noëlle Lienemann* s'inquiètent des reculs du Parlement européen sur les sujets environnementaux. Elles appellent les gouvernements français et allemand à redonner une plus forte ambition à un texte sur la qualité de l'air.

Pendant longtemps, l'Europe a été à la pointe du combat pour la défense et la qualité de l'environnement. Elle a accéléré des évolutions et encouragé les prises de conscience. Elle a influencé les États membres qui tardaient, voire rechignaient, à engager des programmes essentiels. Elle a souvent initié des législations ambitieuses qui ont contraint nos pays à changer leurs politiques publiques. Elle a aussi été la caisse de résonance des alertes écologiques lancées par les scientifiques et les ONG. Enfin, elle a porté sur la scène mondiale l'exigence d'un nouveau mode de développement. Le combat pour la ratification du protocole de Kyoto et la lutte contre l'effet de serre sont largement à son actif. Il est à craindre que ce temps-là ne soit révolu. L'obsession libérale et financière sape, ou érode, la politique européenne la plus positive, la plus appréciée des Européens. Plusieurs votes récents du Parlement européen témoignent d'une évolution préoccupante. L'Assemblée de Strasbourg, jadis si volontaire en matière d'écologie, se trouve en retrait, depuis quelques années, par rapport aux propositions de la Commission européenne, ou même en recul par rapport aux législations existantes. L'effet conjugué de l'élargissement et du changement de majorité au Parlement explique en grande partie ce recul. Les nouveaux pays, qui ne bénéficient pas de crédits suffisants de la part de l'Union, éprouvent des difficultés réelles à se mettre aux normes. Les lobbies industriels ont prétexté une crainte de la baisse de compétitivité sur le marché international.

Le résultat est là : le 26 septembre, à Strasbourg, les députés, qui devaient exprimer leur position sur le projet de directive « Qualité de l'air ambiant et air pur pour l'Europe », ont majoritairement choisi d'affaiblir la législation soumise à leur vote. Ce texte, qui ne concerne pas le changement climatique ni les gaz à effet de serre, avait pour objectif de regrouper les législations existant sur la qualité de l'air, et de proposer une nouvelle législation plus ambitieuse.



Les particules rejetées par les gaz d'échappement sont très nocives pour la santé et l'environnement.

Pour cela, il était nécessaire de limiter la diffusion des micropoussières rejetées par les gaz d'échappement et les installations de combustion, et de s'intéresser aux plus petites, qui n'ont pas encore fait l'objet de réglementation (leur taille variant de 2,5 microns à 10 microns).

En effet, ces particules sont très nocives pour la santé et pour l'environnement. Plus elles sont fines, mieux elles pénètrent dans les poumons, causant ainsi de graves

maladies pouvant entraîner jusqu'à la mort. Nous savons désormais que ces pollutions ont un impact important sur la santé de nos concitoyens (la pollution atmosphérique représente plus de 5 % des décès dans l'UE, et ces données risquent de croître, surtout pour les plus fragiles, si des mesures ne sont pas prises). On aurait pu imaginer que des parlementaires s'attachent, d'une part, à conduire nos pays à respecter les niveaux préconisés par l'Organisation

Feu sur la croissance

Les idées de la décroissance suscitent plusieurs ouvrages. Celui de Serge Latouche, l'un des théoriciens de ce mouvement, devrait faire référence.

mondiale de la santé, et, d'autre part, à accélérer leur mise en œuvre. Hélas, il n'en fut rien.

Consulté pour définir les niveaux maximums de présence des particules dans l'atmosphère et le délai octroyé aux États membres pour appliquer cette loi, le Parlement a voté *a minima*, soutenant même des mesures dérogatoires qui atténuent le texte. Dans cette directive qui ne sera applicable qu'en 2012, les niveaux de normes retenus sont en deçà des prescriptions de l'OMS et de ceux en vigueur aux États-Unis. Plusieurs associations de chercheurs spécialistes de la santé environnementale se sont donc réunies à Paris pour lancer une pétition alertant les députés sur le risque de ce vote qui, selon elles, « ira à l'encontre de la santé publique ». Déjà, lors du congrès de Munich sur les maladies respiratoires, elles avaient dénoncé ce risque. La majorité du Parlement a, hélas, préféré soutenir les thèses des lobbies industriels.

C'est une grave erreur d'imaginer que la timidité et la prudence sont bonnes pour nos industries. L'histoire nous a montré qu'en freinant les évolutions environnementales, nous nous faisons doubler par des concurrents extra-européens. Un seul exemple : ne pouvons-nous pas être plus rapides pour la réalisation de véhicules hybrides ? La montée des normes environnementales peut être un puissant moteur pour la recherche, l'innovation technologique et une modernisation de notre appareil productif. Mais telle n'est pas l'orientation actuelle de l'Europe. L'insuffisance de son budget et l'absence d'une politique industrielle coordonnée ont de lourdes conséquences pour notre avenir et entraînent une baisse des exigences sociales et environnementales.

Le Parlement européen vient de voter ce rapport en première lecture. Nous avons tenté de mobiliser toute la gauche pour défendre une position offensive, mais nous avons renoncé à soutenir un texte amendé dépourvu d'ambition. Même le commissaire européen chargé de l'environnement, M. Dimas, a marqué sa déception face aux reculs parlementaires. Le projet doit désormais être examiné par le Conseil des ministres européens. La balle est donc dans le camp des gouvernements. Le récent sommet franco-allemand s'est achevé sur un engagement en faveur d'une collaboration renforcée pour améliorer l'environnement. Une occasion majeure se présente, elle doit être saisie. Sinon, comment s'étonner que les citoyens n'accordent plus aucun crédit à ces déclarations d'intention ? La loi sur l'air reconnaît le droit à un air sain et non pollué. Accepter des normes manifestement médiocres, c'est tourner le dos aux ambitions environnementales de l'Union, et affaiblir la politique européenne reconnue et appréciée par les citoyens.

A. F. ET M.-N. L.

* Membres de la commission environnement, santé et sécurité alimentaire.

La montée des normes environnementales peut être un puissant moteur pour la recherche, l'innovation technologique et une modernisation de notre appareil productif. Mais telle n'est pas l'orientation actuelle de l'Europe.

Labourant depuis trente ans la critique de l'universalisme de la pensée économique, Serge Latouche se distingue depuis quelques années comme l'un des principaux penseurs du mouvement anticroissance. Sur le socle de nombreux articles, forcément trop courts, voici donc l'ouvrage de référence que l'on attendait de lui, fouillant les fondements de la critique de la croissance. Veau d'or d'une civilisation de l'économie, mais aussi son talon d'Achille, de plus en plus saillant : comment prétendre faire croître la consommation, la production, les échanges, etc., alors que le mur est déjà en vue, et que la « machine » s'y dirige aveuglément ?

Si Serge Latouche rappelle chiffres, tendances et conséquences de la fuite en avant des modes de production et de consommation, ce n'est pas simplement pour cerner les impasses du système, mais pour étayer systématiquement sa conviction qu'il n'existe aucune réforme, aucun « relookage » possible d'un modèle de civilisation qui s'est fourvoyé dans la confusion entre « l'avoir plus » et « le mieux-être ».

Ce livre s'attache donc prioritairement à convaincre ceux qui en défendent des aménagements : décélération de la croissance, réforme des outils de mesure de la performance économique, réorientation de la valeur ajoutée vers des biens immatériels, etc. Pour Latouche, toute référence au modèle en vigueur est insuffisante pour assurer une survie durable à la planète et à l'humanité : il faut une rupture, décoloniser les esprits imprégnés par l'économisme, et tout d'abord détruire son mythe fondateur, la croissance.

Un fétichisme dont il fait une arme en la retournant, revendiquant la décroissance, une « *trouaille rhétorique heureuse* », un « *mot-obus* », comme le dit le politologue Paul Ariès. Non pas comme une croissance négative (la récession), ni même la croissance « zéro », dans une société structurée par une nécessité perverse de la croissance, mais un rejet de la religion économique, une a-croissance comme on parlerait d'athéisme. Ceux qui pensaient trouver un modèle à équations en seront donc pour leurs frais : il ne s'agit pas d'une thèse économique de plus, une énième théorie « *prête-à-substituer* », avertit l'auteur (économiste), mais un « *slogan politique à implication théorique* », une proposition « *utopique* », plurielle, susceptible de rouvrir des espaces fermés, « *une matrice autorisant un foisonnement d'alternatives* ». La moitié de l'ouvrage est d'ailleurs consacrée à l'exploration des ingrédients d'un programme-cadre valant aussi mécanisme de transition, « *spirale vertueuse vers une décroissance sereine, conviviale et soutenable* » : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler – les « *8 R* » de Latouche.

Un chapitre, notamment, tente une mise au point : « Le Sud aura-t-il droit à la décroissance ? » Serge Latouche fustige depuis des années le concept de « développement » des pays « pauvres », avatar ethnocentrique du modèle

occidental fondé sur la croissance (et tout autant en échec). La décroissance, soutient-il, servirait utilement l'autonomie des peuples du Sud, qui prendraient en charge leurs propres modèles. Mais, trop brève, cette ébauche ne satisfera pas ses contradicteurs du monde de la solidarité internationale, qui prônent un universalisme de valeurs et de droits – égalité, démocratie, éducation, santé, citoyenneté, etc., sous-tendu par la croissance économique dans les pays du Sud.

L'une des forces de Latouche est cependant de parvenir à instiller le doute. Parce qu'il pousse les logiques à l'œuvre jusque dans leurs retranchements, mais surtout parce qu'il interroge l'imaginaire des individus et des sociétés, singulièrement atrophié par le triomphe de la « pensée unique ». Sous son impulsion notamment, la décroissance donne, depuis deux ou trois ans, du grain à moudre à la gauche : aux économistes hétérodoxes proches d'Attac, aux Verts et même à quelques socialistes, mais aussi à un public grandissant, que les impasses actuelles et l'immobilisme des politiques laissent perplexe.

Dans la *Face cachée de la décroissance*, Cyril Di Méo, militant écologiste et enseignant en sciences économiques et sociales, y voit cependant un péril et une fausse route dans l'incroyable lutte contre les ravages du système économique mondialisé. À la recherche des racines historiques, très diversifiées, du rejet de la modernité, il puise chez les extrémistes de la « *deep ecology* » ou des mouvements « *écoféministes* » des arguments pour justifier sa thèse : la décroissance est une idéologie réactionnaire. On ne tarde pas à saisir le moteur de l'auteur : son aversion pour la référence constante des « décroissants » à un nécessaire « *réenchantement* » du monde desséché par le matérialisme. Cyril Di Méo s'égare ainsi dans les amalgames, et notamment une confusion entre spiritualité et obsolète dévotion religieuse. Avant tout soucieux de défendre l'héritage du rationalisme et des Lumières, il ne nous livre guère d'éclairage sur ce qui, dans les idées de la décroissance, fertilise incontestablement un antiproductivisme que les écologistes sont à ce jour les seuls à défendre dans l'arène politique.

PATRICK PIRO

Le Pari de la décroissance, Serge Latouche, Fayard, 303 p., 19 euros.

La Face cachée de la décroissance, Cyril Di Méo, L'Harmattan, 202 p., 17,50 euros.

Citons également les dernières productions des éditions Parangon, repère des défenseurs de la décroissance :

Decrescendo cantabile, Jean-Claude Besson-Girard, le point de vue esthétique et original d'un peintre sur la décroissance, 171 p., 12 euros ;

La Décroissance pour tous, Nicolas Ridoux, une approche pratique, 156 p., 8 euros ;

Antiproductivisme, altermondialisme, décroissance, dir. Bernard Guibert et Serge Latouche, actes d'un colloque (2004), 138 p., 12 euros.

Ainsi que : *la Décroissance*, Nicholas Georgescu-Roegen, Sang de la Terre-Éllébore, 304 p., 23 euros).

LA VIE
ASSOCIATIVE
ET CITOYENNE

RÉSISTANCES
À la mondialisation libérale, mouvement social, femmes, sans-papiers...

ÉCONOMIE SOLIDAIRE
Monde mutualiste, mouvement coopératif, commerce équitable...



ÉCOLOGIE
Environnement, cadre de vie...

CULTURE ALTERNATIVE
Théâtres de rue, friches, squats...

SUR LE NET
L'action citoyenne sur la toile

La séquence Action est coordonnée par Françoise Galland avec Xavier Frison (Résistances), Thierry Brun, Dante Sanjurjo (Économie solidaire), Patrick Piro (Écologie), David Langlois-Mallet, (Culture), Christine Tréguier (sur le net, babilweb@politis.fr).

Contacts :
Françoise Galland,
01 55 25 86 88,
association@politis.fr

Pour la partie Économie solidaire :
Thierry Brun,
01 55 25 86 87,
ecosocial@politis.fr

CITOYENNETÉ

Ils se mêlent de ce qui les regarde !

Les militants de la démocratie participative se retrouvent à Dijon les 20 et 21 octobre. Élus, citoyens ou membres d'associations, ils recherchent de nouvelles formes de contrat social pour changer le monde, ici et maintenant.

Crise sociale et fracture civique : le thème des 10^{es} Rencontres de la démocratie locale, les 20 et 21 octobre à Dijon, n'est pas sans lien avec le fait qu'elles seront les premières à avoir lieu après les émeutes de novembre 2005. Près de mille participants sont attendus pour ce rendez-vous organisé par l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (Adels), l'Union nationale des acteurs et des structures du développement local (Unadel), l'association Dossiers et débats pour le développement durable (4D) et la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France. Une audience jamais atteinte. Militants associatifs, élus de collectivités locales, techniciens municipaux, simples membres de conseils de quartier ou d'autres instances de décision participatives feront le déplacement pour échanger leurs expériences et en débattre.

Quarante personnes viendront notamment de Roubaix, où les premiers comités de quartier autonomes sont nés en 1977. La même année que la Commission extra-municipale des populations étrangères, organe consultatif créé pour qu'accèdent à la citoyenneté ceux qui n'ont pas le droit de vote (plus de 100 communautés sont présentes à Roubaix). La ville a aussi un Conseil jeunes, des conseils de quartier, un fonds de participation des habitants alimenté par la Ville et la Région, avec 200 000 euros gérés par les Roubaisiens eux-mêmes pour subventionner des micro-projets qui créent du lien social.

« La démocratie participative est née de la mobilisation sociale, puis, en 2001, un service dédié a été mis en place à la mairie, explique sa responsable, Sarah Bennaceur. Mon rôle est l'accompagnement et l'animation de ces dispositifs, je sers de courroie de transmission avec les élus. » Ces mécanismes ont-ils permis de limiter les tensions en novembre 2005 ? « Il n'y a pas eu beaucoup d'échauffourées ici, mais la tension est forte depuis l'an dernier, surtout à cause du manque de financement pour les associations, avec la baisse du Fonds social européen et la fin de la politique de la Ville. Nous avons un taux de RMI record, mais la démocratie participative réduit la crise sociale. L'engagement citoyen permet à de nombreuses personnes de trouver une utilité sociale au sein de la cité. »

« Les citoyens en ont assez d'être des intermittents de la citoyenneté, à qui l'on demande leur avis



Lors des dernières Rencontres. Les thèmes de cette année sont la crise sociale et la fracture civique.

tous les cinq ou sept ans, analyse Thérèse Thierry, maire de Lanester (Morbihan, 23 000 habitants), élue en 2001 sur une liste associative. Tout un chacun est capable d'avoir des idées ; la politique n'appartient pas aux hommes et aux femmes politiques, mais à ceux qui s'en emparent. La démocratie participative n'est pas une assurance-vie contre tous les maux, mais une démarche de reconnaissance. Pour prendre leurs décisions, les élus s'entourent d'experts de toutes sortes ; les citoyens doivent en faire partie. » Outre des conseils de quartier, la ville est désormais dotée d'assises de la citoyenneté qui, tous les deux ans, évaluent dans tous les domaines le contrat de mandature sur lequel l'équipe municipale a été élue. « Pour changer le monde, il faut un point d'appui, explique Olivier Dulucq, délégué général de l'Unadel, et beaucoup de mouvements sociaux sont un peu hors sol. Les militants de la démocratie locale militent pour des revendications qui les intéressent person-

nnellement ou contre un projet précis, mais ils se mobilisent aussi dans l'idée de changer les choses concrètement dans leur cité. » Que pense-t-il du fait que la démocratie participative semble avoir le vent en poupe auprès de responsables politiques nationaux ? « Il y a beaucoup de discours, mais je ne suis pas sûr qu'ils soient sincères. La démocratie représentative a besoin de renouer avec les citoyens et, en résumé, elle peut le faire à travers les associations ou à travers les sondages. Malheureusement, nous allons plutôt vers une démocratie d'opinion que vers une démocratie participative. »

Pour Serge Depaquit, vice-président de l'Adels (1), on parle beaucoup de crise sociale et de crise démocratique, mais pas assez de ce qui est au croisement de ces deux problématiques. « On a l'impression que la société, avec les sciences, la communication, la mondialisation, est en accélération, résume-

t-il. Mais on est plutôt en stagnation, voire en régression, pour ce qui concerne la lutte contre les inégalités et la précarité, ou la sauvegarde de l'environnement. » Ce décalage provoque un sentiment d'incertitude qui, contrairement à celui de risque ou d'inquiétude, ne se mutualise pas. Il accentue l'individualisme, est porteur de dangers. « L'alternative est entre une stratégie de guérilla et la construction de l'intérêt commun, qui pose la question du rapport du citoyen à l'action publique. Il faut à nouveau réfléchir sur le contenu du contrat démocratique, sur le partage du pouvoir. Il faut en finir avec les dérives présidentielistes des élus locaux, qui s'appuient sur le clientélisme et les sondages. »

Les rencontres de Dijon seront l'occasion, pour ceux qui cherchent à élaborer localement de nouveaux contrats sociaux, de se ressourcer et de s'enrichir. « On ne prend pas assez le temps d'échanger, confirme Jo Spiegel, maire de Kingersheim (Haut-Rhin) depuis 1989. Il y a beaucoup d'expériences et de vécu au niveau local, nous sommes au début d'un nouveau rapport au politique dans lequel l' élu n'est plus dans la promesse et le citoyen dans l'attente. La démocratie providentielle est en échec, et tout reste à inventer. » Dans sa ville, les conseils consultatifs mis en place sont moins basés sur des territoires, comme le quartier, que thématiques. « Les gens participent surtout quand ils sont contre ; alors, une pétition, c'est une chance ! Un projet de rénovation d'une aire de jeux a provoqué une pétition des riverains qui ne voulaient pas de bruit, de jeunes qui traînent, etc. Nous avons discuté pendant deux ans avec le conseil municipal des enfants, les habitants les plus actifs et les autres, les techniciens, etc. : nous avons rénové, clôturé et surveillé l'aire de jeux, le soir elle ferme à 21 h, les enfants ont créé une charte d'utilisation et le conseil participatif ad hoc assure un suivi. »

Le maire a aussi ouvert une maison de la citoyenneté, et le directeur général des services de la mairie est chargé d'appliquer la méthode participative sur tous les dossiers. Jo Spiegel s'efforce aussi de renforcer la démocratie participative au sein de la communauté d'agglomération Mulhouse-Sud-Alsace, qu'il préside. Une démarche essentielle, car les intercommunalités sont de plus en plus importantes. « C'est bien que les gens se mobilisent, mais il faut que le pouvoir soit là où ils se réunissent, souligne Olivier Dulucq. Les communautés ont désormais l'essentiel des prérogatives en matière d'équipement ou de développement économique. Mais les conseils de développement des communautés d'agglomération sont encore trop souvent dans une logique de représentation de notables, et, dans les communautés de communes, les conseils de développement ne sont pas obligatoires. Cela n'émeut pas les foules, mais les élus, eux, ne s'y trompent pas : Patrick Braouezec, par exemple, a quitté la mairie de Saint-Denis (93) pour prendre la présidence de la communauté d'agglomération. » Ce genre d'argument plaide pour une élection au suffrage universel des communautés d'agglomération. La démocratie participative est importante, certes, mais elle doit aussi s'accompagner d'une amélioration de la démocratie représentative.

DANTE SANJURJO

Adels, 01 43 55 40 05, www.adels.org ;
FCSF, 0 825 826 244, www.centres-sociaux.asso.fr ;
4D, 01 44 64 74 94, www.association4d.org ;
Unadel, 01 41 71 30 37, www.unadel.asso.fr

(1) Lire *Renouveler la démocratie... Oui, mais comment ?*, Serge Depaquit, éd. Adels, 130 p, 11 euros.



La démocratie participative a le vent en poupe, malgré quelques réticences, et son développement est indispensable, estime le directeur de l'Adels. François Hannoyer.

ENTRETIEN

« Un sujet qui dérange »

Les rencontres de la démocratie locale affichent complet depuis plus d'un mois, avec près de 1 000 inscrits. Est-ce le signe d'un intérêt grandissant pour la démocratie participative ?

François Hannoyer : Ce succès est dû en partie au fait que les rencontres de la démocratie locale sont en train de changer d'identité. Les premières éditions étaient plutôt un rendez-vous entre des experts et quelques acteurs de terrain autour de thèmes très ciblés. Mais, désormais, d'une part nous décentralisons ce rendez-vous et entrons en contact avec les acteurs locaux, ce qui mobilise pas mal de gens ; et, d'autre part, nous ouvrons les rencontres aux habitants des villes avec lesquelles nous travaillons, qui invitent les membres de conseils de quartier, de conseils de développement, etc., à participer. Sans prétention, je pense que la qualité des interventions explique aussi ce succès, et, enfin, l'approche des élections législatives et municipales pousse les citoyens et les élus à resserrer les liens autour de questions qui leur tiennent à cœur pour mieux peser sur les candidats.

Vous pensez que la démocratie participative va être également un thème de la campagne présidentielle ?

L'année dernière, lors des rencontres de Niort, Ségolène Royal, avec qui nous travaillons en Poitou-Charentes, a dit dans son discours de bienvenue qu'elle faisait du budget participatif un moment fort de renouvellement politique. Elle était, au-delà de l'effet d'annonce, dans une volonté politique, ce qui a fait réagir. Et pas seulement la droite : c'est un sujet qui dérange y compris au parti socialiste.

Les termes de la démocratie

« La démocratie participative recouvre des concepts permettant d'accroître l'implication et la participation des citoyens dans le débat public et la prise de décisions politiques qui s'ensuivent », selon l'encyclopédie participative Wikipédia. Différents types d'instance (l'Adels en a recensé près de 200) permettent d'organiser, entre un élu, ses administrés et leurs associations, des formes de consultation, de codécision ou de contrôle de l'action publique. Ces instances peuvent être pérennes ou non : comités économiques et sociaux locaux, assises ou états généraux, ateliers de déplacement, conseils municipaux de la jeunesse, etc. En voici quelques-unes, parmi les plus répandues :

Conseils de développement : ils participent à l'élaboration, à la mise en place et au suivi du projet de territoire dans les communautés d'agglomération et les pays. Dans les communautés de communes, ils ne sont pas obligatoires.

Conseils de quartier : obligatoires dans les communes de plus de 80 000 habitants depuis 2002, ils associent les habitants à la gestion municipale.

Budget participatif : ce dispositif permet que le budget d'une ville soit débattu, décidé et contrôlé par la population en collaboration étroite avec le maire (voir www.budget-participatif.org)

Enveloppe de quartier : le maire confie aux habitants d'un quartier réunis en conseil la gestion d'une enveloppe qu'ils affectent, en concertation avec les services municipaux, à des investissements qu'ils considèrent prioritaires.

Fonds de participation des habitants : grâce à une enveloppe débouquée par les pouvoirs publics, habitants et petites associations d'un territoire subventionnent projets associatifs et individuels.

Les acteurs de la démocratie représentative prennent-ils aujourd'hui mieux en compte les acteurs de la démocratie participative ?

L'Adels a réalisé pour le compte du conseil général du Val-de-Marne une petite enquête qui montre assez clairement que tous les élus, dans le discours et dans l'idée, sont favorables à l'extension des prérogatives de la démocratie participative. En même temps, cependant, les animateurs de services publics locaux, d'équipes municipales, etc. ont du mal à concrétiser ce discours dans une nouvelle forme de contractualisation, de construction de la décision politique locale.

Ils ont également du mal à laisser leur autonomie aux différents conseils associatifs et citoyens censés faire vivre la démocratie locale...

Cela dépend. Prenons l'exemple des conseils de quartier : il y a autant de villes qui installent à leur tête des élus qu'ils désignent que de villes qui mettent en place des coprésidences, avec un élu de la démocratie représentative et un membre de la société civile. Et les municipalités qui confient entièrement aux habitants la gestion du conseil de quartier sont un peu moins nombreuses. Mais la question est moins celle de l'autonomie, finalement, que celle, très problématique, de savoir où l'intervention de la démocratie participative s'insère dans le processus de décision locale. Comment passe-t-on de la délibération à la décision ? Une délibération d'un conseil municipal est une décision, mais il y a encore peu d'exemples de délibérations de conseils participatifs qui s'inscrivent directement dans l'agenda municipal. Il faut qu'elles soient validées, voire retravaillées dans un autre espace de discussion.

Il y a quelques années, on constatait que ce sont toujours les mêmes personnes qui s'impliquent, et qu'il est difficile de faire participer les populations les plus pauvres...

Cela reste vrai, sans doute. La démocratie participative génère une participation de 10 % de la population au maximum, et ce sont souvent les mêmes classes sociales et les mêmes interlocuteurs que les élus ont en face d'eux. Les élus, comme les cadres citoyens, doivent réfléchir – et ce sera le sujet de l'un des ateliers des rencontres de Dijon – à la façon dont il est possible de se tourner vers la population au lieu de travailler en minigroupes.

Le thème de ces rencontres est celui de la crise sociale et de la fracture civique. Certes, la démocratie participative ne peut pas tout, et il est un peu fou de penser que de simples instances délibératives, où l'on retrouve des militants associatifs et des habitants du quartier, puissent contribuer à renouveler la donne démocratique. C'est un peu fou, mais c'est indispensable. Car, à partir du moment où l'on crée des espaces où l'offre de participation est réelle, les gens se prennent au jeu et deviennent des ressources, plutôt que des problèmes à gérer.

PROPOS RECUEILLIS PAR DANTE SANJURJO

RÉSISTANCES

IRAN Soutien aux femmes

Les militantes pour les droits des Iraniennes ont initié une vaste campagne pour demander la fin des lois discriminantes à l'égard des femmes dans la Constitution iranienne. Cette campagne « d'un million de signatures » réclamant un changement « des lois de discrimination » s'inscrit dans le prolongement de la



manifestation pacifique qui a eu lieu, sur le même thème, en juin 2006, à Téhéran. Sont mobilisés des militantes représentant des groupes

internationaux de femmes, des militantes « féministes et féminines », des organisations de droits humains, des universités et des centres de formation ou encore des collectifs œuvrant dans le cadre de la justice sociale.

Coordination en France :
Maryam Youssefi,
06 08 85 73 24,
myoussefi@wanadoo.fr

TORTURE Suivre les victimes

« La torture a pour but d'annihiler toute résistance au sein d'une population tandis qu'elle détruit en

profondeur la personnalité de ceux qui l'ont subie », explique le docteur Duterte, directeur de Parcours d'exil, une association qui soigne depuis treize ans plus de 5 000 victimes de tortures réfugiées en France. Son centre de soins à Paris en accueille gratuitement près de 800 par an. Parcours d'exil constate que, pour survivre, les victimes de tortures n'ont pas eu d'autres choix que de fuir leur pays et de demander l'asile. Mais, dans un contexte où l'immigration illégale est stigmatisée, elles souffrent d'être confondues avec des migrants

« économiques ». « Leur cause ne leur semble plus prise en compte, leur parole est sans cesse remise en doute. » Leur espoir d'être considérées comme des victimes et non comme des coupables « s'amenuise ». Cette reconnaissance est pourtant « primordiale pour leur reconstruction personnelle ».

Parcours d'exil, 26, rue de Cronstadt, 75015 Paris, 01 45 33 31 74, www.parcours.asso.fr, contact@parcours.asso.fr

SRI LANKA En guerre, sans assistance

D'importants combats au nord-est du Sri Lanka ont forcé, depuis le mois d'août, 200 000 personnes à se déplacer, selon les chiffres avancés par Médecins sans frontières (MSF). Or, l'acheminement de l'aide aux populations affectées est de plus en plus difficile. Plusieurs régions sont « complètement coupées de l'aide extérieure ». Chef de mission au Sri Lanka, Judith Soussan raconte que MSF n'a pas pu déployer de secours à l'est du pays, faute d'autorisation. Pourtant, « il y a au moins 40 000 personnes déplacées dans la zone contrôlée par les Tigres tamouls, près des zones de



AFP

ARMES

Contre les bombes



AFP

La campagne contre les bombes à sous-munition de Handicap International a recueilli 300 000 signatures, dont 65 000 collectées lors de l'opération Pyramides de chaussures, douzième du nom. En trois ans de mobilisation contre ces armes particulièrement

aveugles et meurtrières, jamais cette opération n'a été autant d'actualité avec la tragédie du Liban, où un million de sous-munitions non explosées menacent la population, un mois après la fin de la guerre. Mais, si plusieurs ministres ont opportunément et publiquement renouvelé leur soutien à l'indiscutable nécessité de faire interdire ces armes, sur le terrain, la situation ne change guère.

Pétition à signer sur www.sousmunitions.org. Handicap international, 04 78 69 67 00, www.handicap-international.org

combats subissant encore des bombardements. Cette population est complètement privée de secours et se trouve dans l'impossibilité de fuir ». La situation est extrêmement préoccupante et « le droit essentiel de la population à recevoir des secours est bafoué ». **MSF, 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, 01 40 21 29 29, www.msf.fr**

SOCIAL Non au fichage

Soixante-huit assistants sociaux de la fonction publique territoriale travaillant au conseil général du Puy-de-Dôme sont menacés d'être mis à pied avec suspension de salaire pour une durée d'un jour, avec inscription de la sanction au dossier administratif pendant trois ans. Motif de la sanction annoncée : ils ont refusé, collectivement et conformément à leur code de déontologie, de rentrer informatiquement des données individuelles à caractère social pouvant être préjudiciables aux publics concernés. Le syndicat SUD du conseil général du département fait immédiatement le lien entre la pression qui s'exerce sur les travailleurs sociaux et l'influence du projet de loi de prévention de la délinquance : « Il y a

urgence à populariser ce conflit dans tous les services sociaux et auprès de tous les collectifs qui agissent aujourd'hui pour le retrait du projet de loi. » **Contact : jeanyves.gouttebel@cg63.fr, 04 73 42 20 07.**

PAUVRETÉ Non à la misère

La journée mondiale du refus de la misère, qui aura lieu le 17 octobre, devrait être « une grande occasion d'entendre le témoignage » de ceux qui vivent dans des conditions indignes. Elle devrait aussi permettre d'entendre de quelle manière ceux-ci résistent au quotidien et quelles sont leurs aspirations. En mobilisant les citoyens et les responsables publics, les organisateurs de cette journée souhaitent montrer que la misère « est une violation des droits humains fondamentaux » qui n'est pas fatale et peut-être vaincue, « comme l'ont été l'esclavage et l'apartheid ». En France, Amnesty International, Le Secours catholique et ATD Quart Monde annoncent des manifestations un peu partout dans le pays. **Journée mondiale du refus de la misère, www.17oct.org. ATD Quart Monde, 33, rue Bergère, 75009 Paris.**

IMMIGRATION

Sauvage Europe

Mineurs étrangers en France, migrants au sud de l'Espagne : deux organisations font le point.

Que ce soit dans les zones d'attente en France ou dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, le sort des étrangers parvenus jusqu'en Europe est catastrophique. Dans l'Hexagone, l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé) rappelle combien le maintien en zone d'attente d'un mineur étranger isolé est incompatible « avec l'état de danger dans lequel il se trouve nécessairement ». Ce danger est même accru dès lors qu'un réacheminement, susceptible d'intervenir à tout moment, est inhérent à un maintien en zone d'attente et peut conduire le mineur vers une destination inconnue. Destination avec laquelle il n'a parfois aucune attache et qui peut le ramener « entre les mains de filières que les pouvoirs publics ont pourtant le devoir de réprimer ».

L'Anafé a, par ailleurs, toujours estimé que la mise en place par le législateur d'un administrateur ad hoc, chargé de représenter le mineur pour toutes les procédures administratives et juridictionnelles afférentes au maintien en zone d'attente, « n'apportait pas de véritable solution ». Surtout si l'on considère que la seule autorité susceptible d'y répondre est théoriquement le juge des enfants, en charge de la protection judiciaire de l'enfance. L'Anafé a néanmoins accueilli « avec beaucoup d'espoir » l'arrivée de la Croix-Rouge en zone d'attente. Mais, en se fondant sur les informations dont elle

dispose, l'association « ne peut que tirer un bilan négatif à la fois du mécanisme mis en place par le législateur, mais également de la manière dont la Croix-Rouge exerce sa mission ». Selon l'Anafé, les « carences » de l'institution se greffent sur un système qui n'offre pas de « véritable protection aux mineurs étrangers maintenus en zone d'attente ».

Plus au Sud, le sort des volontaires à l'exil échoués dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla vient d'inspirer un ouvrage collectif : *le Livre noir de Ceuta et Melilla*. Dévoilant les dessous de cette « guerre aux migrants » par le biais d'une série de récits d'exil recueillis par le réseau Migreurop au Mali et au Maroc, ce livre dresse également le bilan dramatique de l'externalisation des politiques d'asile et d'immigration. Selon Aminata Traoré, qui signe la préface, c'est un livre en

forme d'hommage aux jeunes « qui partent et endurent les pires souffrances et interpellent plus que jamais l'Europe et l'Afrique ». D'autres, comme à Cachan, continuent à lutter une fois arrivés. La fin du voyage ne signifie pas la fin des souffrances.

XAVIER FRISON

Anafé, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, 01 43 67 27 52, www.anafe.org, contact@anafe.org

Le Livre noir de Ceuta et Melilla, disponible en ligne sur www.migreurop.org/IMG/pdf/livrenoir-ceuta.pdf



AFP

Agenda

Poitiers : les 19 et 20 octobre au Palais des congrès du Futuroscope, rendez-vous autour des 5^{es} rencontres nationales en Poitou-Charentes : « Acteur du chantier-école : pour quelles solidarités territoriales ? » Tables rondes, ateliers, foire aux savoir-faire, forum des pratiques sont au programme. Chantier école, 17, rue Froment, 75011 Paris, 01 48 07 52 10, chantier.ecole@wanadoo.fr

Bordeaux : le 13 octobre, l'institut Michel-Montaigne organise une rencontre sur les violences conjugales. Au programme, la prise en charge des victimes au centre d'accueil en urgence des victimes d'agression à Bordeaux, les expériences d'associations d'aide et justice et les conséquences sur les enfants. Bordeaux, Athénée municipal, place Saint-Christoly, 05 56 37 90 95.

Lyon V^e : le 25 octobre, de 18 h à 21 h, dans le cadre du « Forum pour une mondialisation responsable », débat sur le thème « Démocratie sociale et démocratie politique, légitimité des interventions citoyennes ». Avec la participation de Leïla Shahid, Aminata Traoré, Gérard Collomb, Jean-Jacques Queyranne, MK. Pandhe, Chico Whitaker, Walter Cerfeda, Jean Clément, Gustave Massiah, Louis Vianney et Thierry Jeantet. Salle Molière, 18, quai de Bondy. Contact : Jean-Philippe Milesy, milesy@noos.fr

Bobigny : les 12 et 13 octobre, l'Association française de réduction des risques organise une rencontre sur les risques liés à l'usage de drogues. Bourse du travail, 1, place de la Libération, 01 41 83 46 87, mrr@a-f-r.org

Paris VII^e : les 19 et 20 octobre, l'École nationale supérieure de sécurité sociale de Saint-Étienne propose un colloque intitulé : « Comment la démographie peut-elle façonner la protection sociale ? » Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, 04 77 81 15 15, en3s@en3s.fr

Paris VII^e : le 18 octobre, le conseil régional Île-de-France prévoit une rencontre autour du thème : « Transports en Île-de-France, quels enjeux ? Quelles ambitions ? » Les tables rondes aborderont les questions suivantes : le territoire régional face aux mutations énergétiques, les aspects économiques et sociétaux des transports et les alternatives à la route. Conseil régional, Hémicycle, 57, rue de Babylone, www.verts-regionidf.net

Paris XI^e : jeudi 26 octobre, à 19 h, dans le cadre du cycle de formation de l'AFPS, conférence de Christian Picquet, responsable international de la LCR, sur le thème « La LCR et le conflit Israëlo-palestinien ». CIGP 21, ter rue Voltaire.

Paris XIX^e : le 20 octobre, l'association Éducation et Société tient sa journée nationale d'étude et de formation sur le thème « Refonder la mission d'intérêt général du travail social : de la prestation individuelle à la prise en considération des attentes collectives ». Centre de formation Saint-Honoré, 42-44, rue de Romainville, 06 72 73 69 33, preungoat@wanadoo.fr

France : du 16 au 22 octobre, la Semaine bleue, semaine nationale des retraités et des personnes âgées, aura cette année pour thème « Jeunes et vieux... Ensemble ! » Cet événement est l'occasion d'inviter le grand public « à prendre conscience de la place et du rôle social que jouent les personnes âgées dans notre société ». Rens. : www.semaine-bleue.org

Action

SUR LE NET

Un blog trop parfait

Un blog a récemment défrayé la chronique : deux millions et demi de visiteurs par jour fantasmant sur Bree, une ado de 15 ans qui distille sa petite vie. Pourquoi la jeune Néo-Zélandaise de www.lonelygirl15.com a-t-elle tant de succès ? Parce qu'elle est ingénue et coquine à souhait, et que les vidéos sont « pros » (trop pros) ? Il y avait là de quoi flatter un piège. Coincée par la rumeur grandissante, la « lonely girl » a finalement tout avoué aux caméras de CBS News. Jessica Rose, de son vrai nom, âgée de vingt ans, aurait été payée par une boîte d'Hollywood pour jouer la jeune blogueuse. Une parfaite vraie-fausse personne comme le réseau sait en faire exister au détriment de ceux qui y croient. blog.webdepart.com/archives/connaissiez-vous-lonelygirl15

Ça fait mal

Sur 1 000 personnes interrogées par TNS-Sofres les 13 et 14 septembre, 42 % sont favorables au rétablissement de la peine de mort et 6 % sont sans opinion. Cela laisse 52 % d'opposants contre 54 % en 2002 et 33 % en 1991 et en 1981. Tout n'est donc pas perdu. En revanche, deux autres sondages, réalisés respectivement par l'Institut CSA et l'Ifop, le 22 septembre, révèlent qu'une majorité de Français estime que « la Justice n'est pas assez sévère avec les jeunes délinquants ». Seulement 4 % des personnes interrogées dans l'enquête CSA la trouvent « trop sévère », contre 65 % (dont 56 % chez les personnes classées à gauche) et 77 % pour celle de l'Ifop. 88 %



des interrogés approuvent la proposition que « les délinquants multirécidivistes devraient se voir infliger à chaque nouvelle infraction une peine plancher automatique ». Du pain béni pour Sarkozy. Aurait-il des liens privilégiés avec l'institut de sondage de Mme Parisot ? www.tns-sofres.com

À l'école du fichage

Les élèves de tous les établissements scolaires de France pourront bientôt être suivis en ligne par les professeurs comme par leurs parents. Ce, grâce au livret scolaire électronique que leur concocte Gilles de Robien, l'actuel et peu aimé ministre de l'Éducation nationale. En 2007 pour les collégiens, et en 2008 pour les écoliers. Ce livret s'intègre dans un espace numérique de travail (ENT), défini par le



ministre comme un bureau virtuel permettant de mettre en relation tous les acteurs de l'éducation de l'élève (enseignants, parents, collectivités) via un espace numérique dédié, accessible depuis Internet. Il « pourra suivre l'élève partout en France, mais aussi en Europe. [...] C'est donc un véritable passeport ». Autrement dit, ce bureau est un fichier personnel et un témoin bien indiscret du passé scolaire de chaque enfant. De Robien agit avec précipitation et oublie joyeusement les questions essentielles : qui y aura accès, sous quelles conditions, et combien de temps seront conservés les dossiers ? Et pourquoi pas un ENT consacré à chaque enseignant ? www.education.gouv.fr/cid3949/plan-en-faveur-des-technologies-de-l-information-appliquees-a-l-education.html

BABIL WEB

PAR CHRISTINE TRÉGUIER

La toile du désir

Dans le rapport du ministère de l'Industrie *Technologies clés 2010*, compilé par une centaine d'experts, Internet et les technologies de la communication sont convoqués aux rubriques « emploi » et « sécurité ». Manque la patrie pour que le tableau soit complet. Le futur serait donc de travailler plus longtemps et en toute sécurité. Foin de la paresse et des loisirs. Et « où est le désir ? » C'est la question, à première vue anachronique, que pose Daniel Kaplan, délégué général de la Fondation Internet et nouvelles technologies (Fing) dans *Internet Actu*. À travers ce clin d'œil aux « machines techniques » désirantes de Deleuze et de Guattari, il se demande où sont les « technologies qui émergent du pur désir d'innover ou du pur désir de communiquer autrement, de glisser plus vite, de séduire plus longtemps ? » Il fait écho à Bernard Stiegler, qui disserte sur la *tekné* vecteur de libido de la société capitaliste, ou plutôt sur la désertion de cette libido-moteur de la consommation (qu'il demande aux artistes de réactiver pour maintenir en vie ledit capital).

« Le jeu comme source d'innovation n'existe pratiquement pas, ajoute Kaplan. La coopération, la collaboration non plus, pas plus que l'intension des utilisateurs dans la production de contenus ou l'innovation. » Aux dires de nos experts, une fois de plus aveuglés par le marché, le futur serait peuplé de machines canalisant le désir des consommateurs et le monétarisant au profit des propriétaires de technologies et de contenus – matériels ou immatériels – distribués par celles-ci. Ils ne voient pas venir les Wikipédia et autres sites collaboratifs. Ils ne sentent pas monter le désir d'autre chose. Tardivement éduqués au réseau, ils ont de toute évidence raté le début de son histoire. Son essence même. Internet n'est autre que l'émanation du désir de ceux qui le construisent et le font évoluer. D'un besoin militaire de réseau décentralisé, immune à toute attaque, il est devenu l'incarnation du rêve libertaire : un rhizome libre, fait de et par des multitudes de cellules et d'individus autonomes. Aujourd'hui, il fait saliver les marchands et les chercheurs de trésors, qui espèrent s'emparer du gouvernement. *Kuberné*, cybernétique, art de gouverner. La boucle leur paraît bouclée. Mais ils se trompent. Tant qu'il subsistera des humains, ils pourront « tout achever sauf le désir ».

http://www.industrie.gouv.fr/liste_index/technocles2010.html
<http://www.internetactu.net/?p=6586>

CULTURE

EXPOSITION Artistes d'Afrique

« Est-ce ainsi que les hommes vivent ? » La belle interrogation du poète, à jamais adolescente, sert de trame à une réflexion menée au travers d'œuvres contemporaines

d'artistes africains qui exposent dans plusieurs villes des Côtes-d'Armor. L'Office départemental de développement culturel (ODDC), à l'origine de l'initiative, renouvelle ainsi une tradition d'ouverture au monde, mais sans recherche d'exotisme. Cette manifestation veut nous parler du monde

que nous avons créé, où l'homme est mangé par ses pairs. Ce qu'Olivier Couqueberg, son directeur, présente ainsi : « *L'Afrique n'est pas l'arrière-cour de notre société, les scories. Elle est l'avant-garde d'une société totalement déréglementée par nos soins.* » Comme le département costarmoricain ne segmente pas la culture entre une parole complexe à destination des élites et une animation pour occuper

le bas peuple de ses campagnes, mais qu'il se donne l'ambition de porter une parole exigeante jusque dans les recoins de son territoire, les artistes ont été invités à travailler d'abord en résidence, en immersion auprès des habitants. Des sculpteurs, le Sénégalais Ndary Lô, le Béninois Zinkpè, le Congolais Freddy Tsimba, le Tunisien Ben Hadj Taïeb, des peintres, le Togolais El Loko, le Ghanéen Godfried Donkor, et un photographe, le Nigérien Philippe Koudjina, œuvreront et interviendront dans le parc de Langueux ou au lycée Jean-Moulin de Saint-Brieuc.

L'homme est un mystère, expositions et résidences dans les Côtes-d'Armor, du 14 octobre au 3 décembre, à Saint-Brieuc, Guingamp, Plérin et Langeux. ODDC, 02 96 60 86 10, www.oddc22.com

INTERNET

Badiou réinvente 68



Dans le tas de charbon que constitue Internet luisent toutefois maints diamants. Comme celui que le philosophe Alain Badiou a laissé tomber sur le site du Centre international d'étude de la philosophie française contemporaine. Pour cet inventeur de militance, la politique n'est pas quelque chose qui a lieu tout le temps. D'essence fugace et mouvementiste, la politique, au sens le plus fort du mot, surgit et touche de sa grâce ceux qui l'inventent, ne laissant à son départ que les ennuyeux rouages mécaniques et institutionnels auxquels abusivement les gazettes prêtent le nom de politique. Acteur lui-même des heures imaginatives de 1968, il s'étonne que d'autres, à partir des nouveaux philosophes, aient non seulement renoncé à cette entreprise, mais se soient « *lancés dans une renégation systématique* » de toute entreprise. « *Comment est-il possible que l'on cesse d'être le sujet d'une vérité ? Comment est-il possible que l'on rejoigne le train du monde, dans son opacité nécessaire, et que l'on retourne cette opacité – ou cette résignation – contre la levée inaugurale dont on était le témoin ou l'acteur ?* » Alain Badiou appelle sa propre réponse, la volonté d'invention permanente, fidélité. Il s'agit de « *rester non pas seulement dans l'éclat de l'événement, mais dans son devenir, c'est-à-dire dans le traitement de ses conséquences. Ne jamais revenir à la passivité structurelle* ». Du grain à moudre à l'heure où le meilleur comme le pire de l'esprit de Mai 68 est en train de passer, en même temps, de l'autre côté de l'histoire.

D. L.-M.

Centre international d'étude de la philosophie française contemporaine, ciepfc.rhapsodyk.net/article.php3?id_article=40

richesse qui n'est pas que culturelle, mais qui, à partir de l'art, se propose de faire jaillir toutes sorte de bienfaits sur un territoire. Jaillir est bien le mot qui convient à cette frénétique série d'interventions et de performances qui prennent source autour de l'Anguison, une rivière au cœur du Morvan, dont Jean Bojko, un pionnier en la matière, et son Théâtre éprouvettte se sont inspirés. « *Si la Seine ou la Loire ont fait la richesse des territoires qu'ils parcourent, pourquoi n'en serait-il pas de même des petits cours d'eau ?* » L'opération

« Une pièce dans l'Anguison » débute par des offrandes de menue monnaie dans son lit, se poursuit avec un livre éponyme, un roman-fleuve naturellement, écrit à trente mains. Un prélude à une floraison d'œuvres de tous types, qui modifieront en premier lieu l'idée que les habitants se font de leur territoire. Histoire aussi, plaisant les initiateurs, « *de faire monter le cours de l'Anguison* » ! **Une pièce dans l'Anguison, Théâtre éprouvettte, abbaye du Jouir, 58800 Corbigny, 03 86 20 05 17, www.theatreprouvettte.com**

POLITIQUE

La culture sur les roses

Et si la vraie « machine à perdre » du Parti socialiste était son silence sur les thèmes culturels ?

La campagne présidentielle et le projet socialiste ont fait une victime... Non ! On ne parle pas de l'enragé désir d'avenir d'un septuagénaire autocrate, mais bien plus sérieusement de la culture. Après la déception qu'a suscitée parmi les professionnels, comme dans les rangs du PS, un « *projet socialiste pour la France* » vidé de toute la substance des propositions tant du parti que de ses élus, le silence des trois candidats à l'investiture sur ce thème cardinal pour la vie de la cité – au temps de la mondialisation – a de quoi inquiéter. Une absence d'autant plus surprenante que les candidats, par ailleurs, se positionnent plus que jamais dans une alternative antinomique : celle d'un choix entre des « *cultures politiques* » antagonistes.

La Lettre du spectacle, dans son n° 167, souligne ce vide : « *À vouloir rassurer les Français sur le chômage et la sécurité, les projets politiques pour 2007 ont laissé en friche le champ de la culture* », remarque Yves Pérennou, le directeur de cette pertinente feuille de chou bimensuelle. La Lettre observe la même anomie culturelle sur les sites des candidats. Ironique, le blog de Dominique Strauss-Kahn, au mot « *culture* », renvoie à la réponse « *introuvable* ». Sur celui du malheureux Jack Lang, on « *confine le mot culture à un élément du CV* », remarque Yves Pérennou. Plus grave, le thème n'est pas présent dans les débats de Désirs d'avenir de Ségolène Royal, et ne fait l'objet sur celui de Laurent Fabius que « *d'une maigre mention* », souligne la lettre. On aurait été curieux d'une clarification entre ces deux protagonistes, qui se réclament l'un d'une culture de gauche

garantie pièces et main-d'œuvre, et l'autre d'une culture de terrain très Poitou d'en bas. Comment Laurent Fabius traduirait-il dans le domaine culturel l'engagement social qu'il a pris depuis qu'il n'est plus le héraut de la gauche libérale ? Qu'est-ce qu'une politique culturelle authentiquement de gauche aujourd'hui ? Comment Ségolène Royal voit-elle une nouvelle façon de faire de la politique dans le domaine culturel ? Comment tranchera-t-elle entre ses soutiens antinomiques : Christophe Girard et ses paillettes contre l'éducation populaire laïcarde des élus nantais de Jean-Marc Ayrault ? Bon courage ! Il y aurait du boulot, mais cette absence de la culture dans le débat socialiste est d'autant plus frustrante que le travail des élus de terrain est considérable et vraiment intéressant dans le domaine de l'action culturelle et de la lutte

contre l'exclusion. Et que leurs fédérations, FNESR et ADCR, avaient produit de nombreux documents tirés de l'expérience concrète. « *Le projet socialiste a oublié que les régions étaient de gauche* », déplorait récemment un président de conseil général PS. La culture comme choix de société, quand TF 1 domine, ne se limite pas au budget d'un ministère, mais inclut la question du sens, une réflexion sur et avec les populations et des pratiques artistiques innovantes. Son absence du débat laisse le champ libre – comme il y a cinq ans – pour traiter les sujets de société exclusivement sur le mode sécuritaire et répressif. Pour le même résultat que le 21 avril 2002 ?

DAVID LANGLOIS-MALLET

www.lalettreduspectacle.com

THÉÂTRE L'inconscient familier



Dans *Forêts*, le jeune auteur libanais-québécois de France Wajdi Mouawad nous invite à suivre un jeune chaperon de 16 ans, parti (l'inconscient !) dans les ténèbres de son histoire familiale, à la recherche d'un secret ou plutôt d'une seconde. Une seconde « *insupportablement immortelle* », nous dit-il, une seconde qui détruit tout. Comment fait-on à 16 ans pour s'aventurer dans ces ténèbres ? **Forêts, jusqu'au 5 novembre, au Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92240 Malakoff, 01 55 48 91 00.**

PERFORMANCES De l'eau, de l'art

De plus en plus d'initiatives relient des artistes et des territoires, afin de faire émerger une

La défaite de Napoléon



Une vraie gueule de caporal, la lippe assez méprisante, une terreur des coraux, avec sa dentition de fauve et deux mètres de longueur à pleine maturité. Mais l'œil sur son arrière-garde : le poisson Napoléon, survivant d'ères lointaines, a les humains aux trousses. Inscrit sur la liste des espèces « à commercialisation contrôlée », pas encore sur la « rouge », celle des espèces en voie de disparition, mais les conditions sont favorables : le kilogramme de sa chair fine se négocie jusqu'à 130 dollars dans les restaurants de Hong-Kong. À ces tarifs, et à raison de 200 kilogrammes de poisson par prise adulte, la contrebande est florissante. Pourtant, ce sont les bleus dont les gourmets raffolent, des juvéniles pas encore en âge de se reproduire. Dans les récifs indonésiens, il ne subsisterait plus que... trois ou quatre Napoléon au kilomètre carré.

ENVIRONNEMENT

La néoconviction écologiste

À l'approche des élections, la gauche et la droite font assaut de préoccupations environnementales.

Ça y est, la surenchère « écologiste » gagne toutes les écuries présidentiables. La semaine dernière, le Premier ministre, Dominique de Villepin, annonce un ronflant « Pacte pour l'environnement », qui rassemblera « tous les acteurs ». Au programme : relèvement du plafond des Codevi, pour dégager des prêts pour les économies d'énergie ou les énergies vertes dans l'habitat ; développement d'un diesel hybride ; multiplication par quatre du nombre de HLM très économes en énergie ; affectation de nouveaux crédits pour les réseaux de distribution de chaleur. « Du bricolage », commente Sébastien Godinot, des Amis de la terre. Pourquoi avoir refusé de créer un vrai livret « climat », dont le rendement aurait été bien meilleur ? Rien sur la limitation des transports routiers (on est en plein Mondial de l'automobile...), rien ou si peu pour enclencher un vaste plan de rénovation de l'habitat (la fraction de HLM très économes est minime, la multiplier par quatre est insignifiant), une simple mesure ponctuelle en faveur de la production de chaleur verte, etc.

Et c'est pain bénit pour le candidat à l'investiture PS Dominique Strauss Kahn, qui – c'est très nouveau – a des idées sur la question : à bas les « effets d'affichage », il faut mettre le développement durable « au cœur de nos préoccupations » ! La néoconviction écologiste devrait atteindre un pic cette semaine dans la classe politique, avec la diffusion très médiatisée, à l'Assemblée nationale, de *La vérité qui dérange*, « documentaire-choc » d'Al Gore, « l'ancien futur président » des États-Unis, où sa croisade antidérèglement climatique fait un tabac. Après les ballons d'essais lancés par Sarkozy et Royal, l'écologie s'annonce de saison, pour 2007... Mais il n'est pas garanti que l'écologie politique, qui se prévaut d'une vision bien plus volontariste et réformatrice, y trouve son compte. Face à « l'original », les « copies » n'ont que des velléités de programmes très dépolitisés : la protection de l'environnement comme du bon sens paysan, voilà qui suffit largement à leurs hameçons électoraux.

Patrick Piro

Pas asséchée

Les associations et les riverains qui se sont mobilisés, malgré les pressions, contre le projet de captage et d'assèchement de la Grande Rivière, en Martinique sont très satisfaits : ce projet a définitivement été condamné par le tribunal administratif de Fort-de-France. Dédiés à l'irrigation des bananiers, les aménagements auraient vidé le cours d'eau pendant la période d'étiage, à l'arrivée à la mer, avec des dommages définitifs sur la faune et la flore de cette rivière remarquable, la dernière de l'île à avoir conservé sa biodiversité. Pour plus d'information, voir le site du collectif : www.lagrande Riviere.com

Pas découragée

Pour la Criirad, organisme indépendant de recherche sur la radioactivité, né à la suite de la catastrophe de Tchernobyl, toute la vérité doit être dite, et les demi-aveux d'experts, en 2005 (voir *Politis* n° 897) ne suffisent pas. L'association lance donc un appel pour réunir un million de signatures dans le monde afin d'exiger la contre-expertise d'un bilan officiel qui ne reconnaît que 4 000 morts (il pourrait y en avoir au moins 10 fois plus). Pugnace, la Criirad ? Elle a finalement réuni 116 725 euros pour la création d'un laboratoire indépendant au Belarus pour l'étude des conséquences de la catastrophe ! www.criirad.org

Pas emballés

Français, pédale douce sur la poubelle, tu pollues avec tes déchets – 365 kg par an, un par jour : la semaine de réduction des déchets ménagers a trouvé son cochon, c'est le citoyen, sommé de faire des efforts. Enfin de la prévention ! Mais le message gouvernemental, qui laisse entendre que le consommateur est seul responsable de la croissance inexorable de la montagne d'ordures (+ 1 % par an), irrite Agir pour l'environnement : la responsabilité des industriels, qui produisent de plus en plus d'emballages (la moitié du volume des poubelles) et n'ont que de faibles obligations de recyclage, est étrangement absente.

CHANGER D'ÈRE

PAR SERGE LATOUCHE

Décroissance ou relance ?

Pour l'économiste Christophe Ramaux (1), sans relance de la croissance et de la consommation, la réduction du temps de travail (solution généralement attribuée aux « décroissants ») ne suffirait pas à restaurer le plein emploi. Dans l'optique des échéances de 2007, il pose très justement la question : « Peut-on concevoir un programme qui rassemblerait des partisans de la décroissance d'un côté ; du plein emploi, de la hausse des salaires et des droits sociaux de l'autre ? » Dit plus brutalement, dans notre jargon, peut-on penser un programme commun entre productivistes et antiproduktivistes ? Pour les « objecteurs de croissance », la relance par la consommation et donc par la croissance étant (en principe) exclue, une réduction féroce du temps de travail imposé est, en effet, une condition nécessaire pour assurer à tous un emploi satisfaisant dans l'horizon (pour la France) d'une réduction des deux tiers de notre consommation des ressources naturelles. Selon Ramaux, « les données sur longue période attestent que c'est bien le niveau de la croissance qui supporte l'essentiel du soutien à l'emploi » (2). C'est bien possible, mais les données environnementales, elles, nous démontrent que persévérer sur la voie de la croissance mène à la catastrophe toutes classes confondues...

« Décélérateur » impénitent et partie prenante au débat, Jean-Marie Harribey, bien que partisan inconditionnel de la RTT, persiste à tenter une médiation entre « décroissants » et « relanceurs », et à proposer une synthèse entre productivistes et antiproduktivistes. Il conclut sur la nécessité « à long terme » d'une « réorientation de la production [...] qui devra prendre le pas sur l'objectif de plus en plus absurde de croître infiniment sans savoir ce qu'il est bon de faire croître » (3). Cependant, Ramaux n'est pas non plus opposé à une politique « écologique », pourvu qu'elle soit précisément dans le long terme... Bref, pour nos experts, il faut les deux : croissance (plus ou moins sélective) et RTT. Seule varie la proportion dans le mélange. Professeurs, votre souci de l'environnement vous honore, mais ce souci s'applique au seul « long terme ». Or, je vous le demande, ne risquons-nous pas d'être tous morts bien avant ? Car, enfin, on ne peut plus remettre à plus tard le changement d'orientation. Sous peine de perdre sa raison d'être, la survie de l'humanité, la politique écologique doit être pensée dans le court terme.

Serge Latouche est professeur émérite d'économie à l'université Paris-Sud et « objecteur de croissance ». Il est notamment auteur du *Pari de la décroissance* (voir p. 21).

(1) Voir *Politis* n° 907, et son livre *Emploi : éloge de la stabilité*, Mille et Une Nuits, 2006.

(2) Op. cit., p. 214.

(3) Voir *Politis* n° 910.

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

VOLONTARIAT Chantiers à l'étranger

Jeunesse et reconstruction, une association de jeunesse, d'éducation populaire et de tourisme créée en 1948, propose avec ses partenaires des séjours de volontariat tout au long de l'année dans des dizaines de pays. Elle édite un guide général qui recense des dizaines de propositions dans le

domaine des échanges interculturels. Au Costa Rica, par exemple, les volontaires pourront travailler au sein de la propriété Flor de Mayo, un refuge ornithologique dédié à la protection des espèces menacées.

« Environ 200 oiseaux de différentes espèces y sont accueillis et soignés », apprend-on. La mission consiste en l'entretien des cages, le ramassage des fruits, la préparation de la nourriture, le relevé de



données sur les oiseaux, le jardinage, etc. Comptez en moyenne 300 dollars de frais de séjour pour deux semaines, et 450 dollars pour quatre semaines (en plus du billet). Pour partir, il faut

avoir au minimum 17 ans, 15 ans pour les chantiers « junior ».

Jeunesse et reconstruction,
01 47 70 15 88,
www.volontariat.org

ASSOCIATIONS Problèmes de fonds

Le 24 octobre, un colloque sur le financement des associations en Rhône-Alpes est organisé par la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire et la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) de Rhône-Alpes,

à l'amphithéâtre Charles-Mérieux de l'École normale supérieure de Lyon. « Les associations, initiatrices et porteuses d'activités et de services d'utilité sociale, doivent faire face à des difficultés particulières pour faire reconnaître la plus-value de leur action, financer leurs activités au quotidien, faire émerger et développer de nouveaux projets, repérer et mobiliser des sources de financement diverses », expliquent les organisateurs. Les six ateliers aborderont, entre autres, les thèmes suivants : « Se doter de fonds propres, une nécessité », « Comment construire une relation durable avec sa banque », « Mécénat, sponsoring et fondations ».

Cress, 04 78 09 11 97,
fmartin@cress-rhone-alpes.org

CAMPAGNES L'avenir des foyers ruraux

La Fédération nationale des foyers ruraux (FNFR) va fêter ses soixante ans par un « congrès de la refondation », du 12 au 15 octobre, à Plestin-les-Grèves (Côtes-d'Armor). « Une refondation qui s'impose à la fois en raison des profondes mutations du milieu rural et de la nécessaire évolution de la place et du rôle des foyers ruraux et des associations rurales », expliquent les organisateurs, et également en raison du désengagement financier croissant de l'État, en particulier le ministère de l'Agriculture. Voilà des mois que la FNFR dénonce ce désengagement, en vain (voir *Politis* n° 898). Parmi les points forts de ces journées, les temps de réflexion, le vendredi 13, à partir de 15 h, sur « Éducation populaire et vivre ensemble », « Éducation populaire et transformation de la société » et « Évolution des territoires ruraux ». Le lendemain matin, ce sont trois autres thèmes importants pour l'avenir des foyers ruraux qui seront abordés : « Se former pour être responsable », « Quelle planète voulons-nous ? » et « Nouveaux arrivants, nouveaux habitants, nouveaux besoins ». **FNFR,** Philippe Cahen, 01 45 78 01 78.

À lire

De Belgique nous arrive *les Autres Voix de la planète*, le trimestriel du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM). En une : « Maghreb, l'entre-deux-murs ». Entre néolibéralisme et répression, les peuples du Maroc, d'Algérie et de Tunisie sont écrasés, mais organisent des résistances. Un premier article revient sur le Maghreb dans les forums, que ce soit les forums sociaux mondiaux, le Forum social méditerranéen ou le Forum social Maghreb, qui s'est tenu à Bouznika, au Maroc, du 27 au 29 janvier 2006. Mais les mouvements sociaux nationaux et transnationaux peinent à se constituer dans cette région, et le mouvement social se construit davantage sur des luttes locales, estime Mimoun Rahmani, secrétaire général adjoint d'Attac-Maroc. Dans un autre article sur les pièges de la dette marocaine, il explique comment celle-ci voue le pays au sous-développement et à la dégradation de sa structure économique et sociale. « L'Algérie se désendette, mais à quel prix ? », s'interroge ensuite Olivier Bonfond (du CADTM Belgique), tandis que Fathi Chamkhi (du Rassemblement pour une alternative internationale de développement-Raid) décrit une « Tunisie à la recherche d'un avenir ». Enfin, le CADTM revient sur l'« échec cuisant pour l'OMC » à Singapour, et mène campagne pour la libération de son partenaire togolais, Gérard Akoumey, enfermé par le dictateur Faure Gnassingbe. **Les Autres Voix de la planète**, 3^e trimestre 2006, 40 p., 3 euros. **CADTM**, 345, av. de l'Observatoire, B. 4000 Liège, international@skynet.be, www.cadtm.org, 00 324 226 62 85.

COMMERCE ÉQUITABLE

Un bon outil, mais...

La Plate-forme pour le commerce équitable a publié une étude comparant une vingtaine de systèmes de certification.

La Plate-forme pour le commerce équitable (PFCE) a réalisé en juin 2006 une « Étude comparée de différents systèmes de garantie-qualité » en matière de commerce équitable, de protection de l'environnement, de tourisme solidaire et équitable, et de responsabilité sociale des entreprises. « Ce document est issu du travail du groupe se consacrant à la garantie au sein de la PFCE, explique le secrétaire exécutif de l'organisation, Frédéric de Sousa-Santos. Nous avons choisi d'y présenter 24 systèmes de garantie auxquels les membres de la PFCE font référence, de manière directe ou indirecte. Il s'agit d'un état des lieux informatif, et en aucun cas d'une reconnaissance de ces systèmes et de leurs procédures par la PFCE. »

De Bio-Équitable à Max Havelaar en passant par Minga, Solidar'Monde, la PFCE elle-même, Forest Garden Product, le label AB, la norme SA8000, Ensemble pour plus de sens ou Fibre citoyenne, une vingtaine de systèmes sont décrits dans des fiches. Celles-ci donnent la date de création et l'origine du système, son domaine d'application, son objectif, sa démarche, sa portée (produit, structure ou filière), les étapes de la filière sur lesquelles il intervient, ses utilisateurs et ses évaluateurs, etc. Suivent une fiche « méthodologie et mise en œuvre » et une fiche sur les éléments techniques, qui comprend des « points d'analyse critique ». Dans cette démarche d'évaluation comparée, cette analyse critique est l'élément le plus intéressant, y compris pour les simples consommateurs de produits équitables qui y trouvent des informations leur permettant d'en savoir plus sur les points forts et les points faibles de chaque démarche. Prenons quelques exemples. En ce qui concerne Bio-Équitable, l'une de ses forces est la bonne qualité du contrôle effectué par un certificateur expérimenté, Ecocert ; et l'une de ses faiblesses est que le logo apparaît dès qu'un minimum de 25 % du produit est certifié. En revanche, la critique

récurrente faite à Bio-Équitable de ne pas intégrer un prix minimum dans son cahier des charges n'est pas reprise dans cette étude. Pour le système FLO-Max Havelaar France, l'une de ses forces est sa capacité d'évoluer sur la base des suggestions de ses parties prenantes, et l'une de ses faiblesses est le manque d'indépendance de l'organisme de certification – notons au passage que cette étude parle bien de certification, et non de labellisation, en ce qui concerne ce système. Est également critiqué le manque de moyens pour une présence efficace dans les cinquante pays d'action, notamment en termes de suivi des certifications FLO-Cert. Le système Minga, lui, a les avantages de ses inconvénients : il est simple, peu coûteux, et s'appuie sur la transparence de ses membres, mais il est déclaratif, sans contrôle externe, et fondé sur la confiance. Les auteures de l'étude, Blandine Picot et Eugénie Malandain, pointent qu'il s'agit de l'« expérimentation d'un système



ancien de contrôle collectif, encore utilisé dans des sociétés de type communautaire », mais sur lequel il y a « encore peu de recul ».

Ce memento est accessible au grand public tout en donnant des outils pour développer un regard critique et constructif sur les différentes démarches et leurs façons de garantir l'équité dans les échanges. « Cette première version est un outil de travail perfectible, et nous souhaitons que le lecteur participe à cette réflexion sur la garantie et les systèmes qui la portent », précise Frédéric de Sousa-Santos. Cette implication des citoyens dans le commerce équitable est en effet souhaitable, et elle est facilitée par ce genre de travaux.

DANTE SANJURJO

PFCE, c/o SNCF, 61, rue de la Chapelle, 75018 Paris,
01 42 09 05 53, www.commerceequitable.org

ÎLE-DE-FRANCE

Quelles initiatives ?

Le conseil régional d'Île-de-France a publié un petit guide qui sera très utile aux associations et aux acteurs de l'économie solidaire qui ne savent pas qu'ils peuvent trouver un soutien auprès de la région. *Économie sociale et solidaire : la Région vous aide à entreprendre autrement* présente le dispositif régional de développement et de soutien à ce secteur, voté en décembre dernier. Il commence par présenter l'économie sociale et solidaire, mais de façon quelque peu étrange puisque aucune distinction n'est faite entre l'économie sociale, institutionnalisée, et l'économie solidaire, plus inventive et dynamique en termes d'innovations économiques et sociales, de gestion démocratique, de protection de l'environnement, etc. Il existe pourtant bien des différences entre un assureur mutualiste comme la Maif ou une banque comme le Crédit coopératif, dont les comportements, dans une économie de plus en plus concurrentielle, tendent à se rapprocher de ceux du privé lucratif, et une association locale d'aide aux personnes âgées ou une régie de quartier.

Ce bémol mis à part, la brochure ne manque pas d'intérêt puisqu'elle est un outil au service de tous. Elle présente les filières prioritaires de l'action régionale : commerce équitable, services aux personnes, services à l'environnement, tourisme social et solidaire, éducation populaire, insertion par l'activité économique et entrepreneuriat féminin. Les initiatives qui relèvent de ces domaines sont particulièrement soutenues par la région. S'il s'agit encore de projets, celle-ci intervient au niveau de l'élaboration, de l'accompagnement, du financement et de l'aide à l'emploi. Les structures déjà existantes pourront bénéficier d'aides au titre du soutien au renforcement des filières, par le biais de conventions territoriales ou sectorielles, d'appels à projets thématiques, de soutiens exceptionnels, etc.

Rens. : 01 53 85 67 14, www.iledefrance.fr

RENDEZ-VOUS La capitale ouvre des portes

Les journées portes ouvertes de l'économie sociale et solidaire du XI^e arrondissement de Paris se dérouleront du 19 au 22 octobre. Jeudi 19, à la mairie, à 19 h, débat sur « Les différentes formes juridiques d'entreprises et de sociétés de l'économie solidaire ». Le lendemain, même lieu, même heure, présentation du SOL, la monnaie d'échange complémentaire. Le samedi, de 10 h à 18 h, des acteurs de l'économie solidaire tiendront des stands en mairie. À 10 h 30, visite guidée sur « Les lieux à valeur mutualiste du XI^e », par le journaliste écrivain Alain Rustenholz (rendez-vous au 144, rue du Chemin-Vert). À 14 h 30, débat animé par Robert Crémieux (Stanzo), sur « Économie solidaire : initiative privée, action publique ? », avec Thomas Coutrot, Salvator Erba (de la

Région Île-de-France), Laurent Fraisse (chercheur à l'Iresco), Madeleine Hersent (coprésidente du Mouvement pour l'économie solidaire) et Ana Larrègle (présidente du Collectif pour l'économie solidaire en Île-de-France [CESIF]). À 18 h 30, projection du film de Giorgio Di Nella *C'est pas patron, c'est ouvrier...*, sur une coopérative ouvrière du XI^e. Tout le week-end, exposition de photos d'Yves Barnoux (Cigales), « Rue de la Solidarité », à la salle des fêtes. Le dimanche, le magasin Altermundi proposera à 15 h un débat : « Le commerce équitable se limite-t-il à l'axe Nord-Sud ? » (41, rue du Chemin-Vert). www.stanzo.info, redaction@stanzo.info



ENTRETIEN

« Le coup de trop ! »

Figure de l'économie solidaire, Madeleine Hersent* dénonce la récupération de ce concept par l'économie sociale.

La région Île-de-France a voté, le 5 octobre, la création d'un centre de ressources de l'économie sociale et solidaire, sans impliquer beaucoup les acteurs de l'économie solidaire. Quelle est votre réaction ?

Madeleine Hersent : L'économie solidaire est devenue à la mode. Depuis les dernières élections régionales, 19 des 21 régions restées ou passées à gauche se sont dotées d'élus en charge de l'économie solidaire. Beaucoup mettent en place des plans régionaux de soutien à l'économie sociale et solidaire. Mais il serait intéressant que ces financements servent aux initiatives d'économie solidaire ou soutiennent les réseaux d'acteurs que sont les mouvements de chômeurs, du milieu culturel, les régies de quartier, les réseaux de femmes comme Ré'actives, etc. C'est loin d'être toujours le cas. On finance des structures, des postes, des locaux, du matériel, mais pas les actions, les initiatives.

En Île-de-France, nous avons appris très tard l'existence de ce projet de centre de ressources, en début d'année. Des groupes de travail réunissaient la région et les structures de l'économie sociale, de l'insertion par l'économique, ainsi que la Caisse des dépôts. Comme 800 000 euros sont consacrés à ce centre, il nous a paru important que les acteurs de l'économie solidaire soient représentés, mais avec un collectif fort, pas à travers une structure de façade. Nous avons donc organisé en avril une première rencontre des acteurs de l'économie solidaire de la région, et nous sommes allés voir la Chambre régionale de l'économie sociale (Cres), puis le conseil régional, pour lui expliquer que nous étions dans cette dynamique et que nous serions constitués en association en octobre, au moment de sa délibération. Nous avons demandé à être représentés au sein du conseil d'administration du centre à parité avec la Cres, et à obtenir comme elle une vice-présidence. Dans sa délibération du 5 octobre, le conseil régional en a décidé autrement. L'économie sociale est bien plus puissante que nous, le rapport de forces est inégal. Mais nous en avons assez de la discrimination ; là, c'est le coup de trop ! On ne changera pas la politique si l'on continue à ne laisser participer que des notables. C'est un déni de démocratie.

Le centre de ressources concerne bien « l'économie sociale et solidaire ». Ce n'est qu'un affichage ? On communique sur l'économie solidaire tout en marginalisant ses acteurs ?

Exactement. Pendant des années, l'économie solidaire a été dénigrée, mais maintenant elle est à la mode. Avec le même résultat : ses initiatives ne sont toujours pas reconnues et soutenues. Le terme est récupéré. Mais nous nous battons, et, ce qui est très positif, c'est que les acteurs ont

pris conscience que, face aux pouvoirs publics, qui ne veulent voir qu'une tête, il faut peser collectivement. Et nous commençons à peser : entre les régies de quartier, le Mouvement national des chômeurs et précaires, les réseaux culturels, les agences régionales de l'économie solidaire qui s'organisent dans le Nord-Pas-de-Calais (l'Apes), en Midi-Pyrénées (l'Adepes), en Provence (l'Apeas) et ailleurs, cela commence à faire du monde, qui s'organise pour que l'économie solidaire parle de sa propre voie. Nous commençons à peser dans les débats, et c'est sans doute pour cela que l'économie sociale est si vive avec nous. Cependant, nous manquons de moyens. On ne finance pas les contre-pouvoirs...

Qu'est-ce qui différencie l'économie solidaire de l'économie sociale ?

Sur les valeurs, nous nous retrouvons un peu, mais l'économie sociale se positionne en fonction des statuts, ce qui est pour nous insuffisant. Ce qui compte, ce sont les activités. Nous avons fait le choix stratégique de nous regrouper, dans les régions, en dehors des Cres car, même si nous avons des points communs, nous ne représentons pas les mêmes choses ni les mêmes gens. Sur la question des femmes, par exemple, il serait temps que l'économie sociale fasse un effort. Elle est en principe pour l'égalité, mais dans les faits elle ne laisse accéder que les hommes aux positions de pouvoir et de responsabilités.

Quant aux conditions de travail, le *Monde économie* a publié le 3 octobre un article intéressant intitulé « L'Économie sociale, entre valeurs et logique de marché ». Il faudrait un peu de parité hommes-femmes, un peu de parité notables-non notables, vieux-jeunes, etc. Au lieu de cela, l'économie sociale cherche à récupérer l'économie solidaire – et les financements qui vont avec –, comme le marché, qui a évidemment découvert que le commerce équitable, le tourisme solidaire, les finances solidaires et le microcrédit étaient des créneaux à exploiter. Nos outils sont récupérés et détournés par le libéralisme. Cela renforce l'isolement de ceux qui ont des pratiques vraiment solidaires. Certains se battent, mais d'autres en ont ras-le-bol. Vu l'énergie qu'ils doivent déployer pour seulement exister et résister, les gens qui développent l'économie solidaire sont des gens exceptionnels. Ne pas les soutenir, c'est vraiment du gâchis.

PROPOS RECUEILLIS PAR DANTE SANJURJO
MES, 4-6, place de Valois, 75001 Paris, 01 42 96 55 39,
<http://le-mes.org>

* Présidente de l'Agence de développement de l'économie locale (Adel), membre du Collectif économie solidaire d'Île-de-France (Cesif) et coprésidente du Mouvement pour l'économie solidaire.

Le bloc-notes

DE BERNARD LANGLOIS



ANNA POLITKOVSKAÏA

Quand un journaliste, correspondant de guerre, est tué par une balle perdue, ou abattu par des rebelles – comme dernièrement encore en Afghanistan deux journalistes allemands –, on peut se dire que c'est les risques du métier : bien triste pour eux et leurs proches, mais ni plus ni moins qu'un couvreur qui tombe du toit ou un pompier asphyxié en combattant le feu. Mais quand il est assassiné froidement par un tueur professionnel dans l'ascenseur de son immeuble, en plein cœur de la capitale d'un pays qui se prétend démocratique, et très vraisemblablement sur ordre des autorités de ce pays, l'émotion et l'indignation qui nous saisissent sont de celles qui glacent le sang.

L'hommage que la presse française rend, ce lundi matin, à Anna Politkovskaïa est pleinement justifié ; il ne ressortit pas à quelque réflexe corporatif ; il dit à la fois la grandeur d'un métier (souvent décrié à juste titre) quand il est exercé par des gens de la rigueur et de la trempe de cette femme qu'on a fait taire, et la vraie nature d'un régime qui tourne de plus en plus à la dictature d'un homme et de son clan. Anna Politkovskaïa était devenue la bête noire de Vladimir Poutine. Après avoir publié, en 2003, *la Tchétchénie, le déshonneur russe*, où elle dénonçait la guerre impériale dont est victime le peuple tchétchène, elle avait récidivé l'an dernier par un deuxième brûlot, *la Russie selon Poutine* (les deux ouvrages chez Buchet-Chastel), où elle décrit un pays en proie à la corruption généralisée, une justice inféodée, un État policier aux mains des hommes du FSB, l'ex-KGB. Selon les déclarations de ses confrères de *Novaïa Gazeta*, le bihebdomadaire pour lequel elle travaillait, elle mettait ces jours-ci la dernière main à un article qu'elle n'a pas eu le temps de leur faire

parvenir, qui rassemblait de nouveaux témoignages accablants sur la torture et les enlèvements dans la province tchétchène. Le journal n'exclut pas que le commanditaire de l'assassinat soit Ramzan Kadyrov, le Premier ministre tchétchène, créature du Kremlin. Kadyrov, le FSB, Poutine en personne ? On n'en saura sans doute jamais rien, et peu importe : c'est toujours « le pouvoir », quel que soit le donneur d'ordre. Anna n'est pas la première qu'on fait taire, définitivement : une douzaine de nos confrères russes ont été assassinés depuis l'arrivée de Poutine au Kremlin.

Anna, mère de deux enfants, avait 43 ans ; le jour même de sa mort, Vladimir Poutine (nouvel impérial dans l'ordre de notre Légion d'honneur, adoubé par Chirac en personne...) fêtait, lui, ses 54 automnes. Bon anniversaire, monsieur le Président ! (Lire aussi p. 10 l'article de Claude-Marie Vadrot).

MURS

Quand, le 9 novembre 1989, tomba le mur de Berlin, beaucoup ont cru que s'ouvrait une ère nouvelle. L'écroulement du système communiste ne marquait-il pas la victoire définitive des démocraties ? La fin de la guerre froide, c'était enfin l'avènement de la paix universelle : nous allions enfin pouvoir désarmer en cadence et consacrer les énormes budgets d'armement à éradiquer la misère du monde. C'était « la fin de l'Histoire », pardi ! Et nous n'aurions bientôt plus besoin d'ériger d'autres murs que ceux où nous abritons nos bonheurs et nos vies privés...

L'époque s'est vite chargée de balayer ces chimères. Avaient raison ceux pour qui (nous en sommes) l'Histoire ne s'arrête jamais, dont le moteur est la lutte des classes. Certes, nous avons changé d'être : le capitalisme n'avait

plus, dans l'heure, d'ennemi à sa hauteur, plus de frein à son expansion, plus de limites à son appétit, on s'en est vite rendu compte. Et l'axe des affrontements ne s'était jamais que déplacé : de l'Est-Ouest en Nord-Sud. Et avec lui le temps des murs. Mur israélien, qui enferme le peuple palestinien dans une prison à ciel ouvert où il crève à petit feu (1) ; mur étasunien à la frontière avec le Mexique, pour en finir avec ces putains de Chicanos qui viennent bouffer nos hot-dogs ; mur des enclaves espagnoles au Maroc, où viennent s'accrocher, pitoyables papillons, les enfermés de la misère africaine ; murs de papier des conventions, traités, lois, arrêtés des pays riches pour refouler les sans-papiers des pays de la faim ; murs des enclaves privées, oui, avec leurs barbelés, leurs cerbères, leurs caméras, où les nantis préservent leurs privilèges des appétits grossiers des crève-la-faim : tous ces murs de la honte présentés comme nécessaires à la survie de notre belle civilisation, qu'il faut bien défendre contre les barbares, non ?

(Tiens, trouvé sur le Net cette fable qui m'a fait rire jaune : nous sommes en 2010, Sarkozy président. Un tremblement de terre ravage l'Algérie. Des flots de dollars déboulent des États-Unis, de Grande-Bretagne... Des équipes sanitaires, des tonnes de médicaments, de vêtements, etc., de tous les coins du monde. La France, elle, envoie 35 000 Algériens...).

DANGER

Jamais le monde n'aura été aussi dangereux, aussi proche de l'explosion que dans ce début de siècle et de millénaire. Aussi engagé, partout, dans la course aux armements.

La Corée, indifférente aux menaces, fait péter sa bombinette ; l'Iran, insouciant, continue de touiller la sienne dans ses centrifugeuses. Pourquoi se gêneraient-ils, au nom de quoi les priverait-on des attributs de la puissance dont on a laissé se doter l'Inde, Israël, le Pakistan (sans parler des « grands », nucléaires de droit divin) ? Et l'Afrique du Sud, le Brésil, ils en sont où ? Et le Japon, quand est-ce qu'il réarme ?

Partout, le chaos s'installe. L'Irak est plus que jamais à feu et à sang ; en Afghanistan, les talibans reconquièrent lentement mais sûrement le territoire dont on les avait chassés (avec de grands trémolos sur la « démocratie » restaurée, tu parles !), et la culture du pavot est en pleine expansion ; au Liban dévasté, en l'attente de la prochaine invasion, les bombes à fragmentation israéliennes (fabrication US) continuent de tuer tous les jours : je vous laisse mettre tous les « etc. » qui conviennent...

Alors oui, Poutine est un vrai salopard. Oui, les déclarations antisémites et négationnistes d'un Ahmadinejad sont imbéciles et irresponsables. Mais il ne faut pas réduire la Russie à son tsar, ni l'Iran à son Président. Et je suis d'accord avec Emmanuel Todd lorsqu'il dénonce « une Amérique agressive cherchant à

entraîner ses alliés dans la guerre » et estime que « les États-Unis sont plus dangereux que l'Iran pour la paix dans le monde » (2).

JEUNES LOUPS ET VIEUX TOUBIB

Quelques lectures d'actualité, pour ceux que ça intéresse (juste parcourus, en ce qui me concerne) :

– **D'abord les livres de deux jeunes loups**, l'un du PS, l'autre de l'UMP.

Député et maire d'Évry, Manuel Valls, quadra et déjà une longue expérience, nous taille *les Habits neufs de la gauche* (des réflexions intéressantes, notamment sur les banlieues, l'Europe, les institutions) (3) ; Laurent Wauquiez, plus jeune, la trentaine, en est encore au stade de l'apprentissage : il se vit comme *Un huron à l'Assemblée nationale* (référence à Voltaire, il eût pu choisir aussi bien le Persan de Montesquieu) ; plus anecdotique, mais vivant et plutôt sympathique (4). De ces deux-là, on n'a pas fini de parler !

– **Le vieux toubib, c'est Kouchner** (pardon Bernard, je sais, tu es toujours fringant, mais tu dois bien approcher de la septantaine, non ?) : il nous dit *Deux ou trois choses que je sais de nous* et tente de nous persuader que « rester fidèles à des idées reçues, c'est trahir ses idéaux ». Bon. On sait qu'il n'a jamais réussi à en convaincre le PS ni les électeurs malgré sa cote dans les sondages. On lui souhaite bonne chance pour l'OMS (5).

Plus la place de vous dire (mais vous le savez bien) que je crois toujours à *Politis*, et à ses capacités de sortir, avec vous, grâce à vous, du mauvais pas où on l'a mis. L'équipe se bat avec beaucoup de courage et de détermination, et bien des appuis et des concours se manifestent. Merci à tous.
Ça ira, ça ira, ça ira !

B. L.

(1) Encore un papier remarquable de Gidéon Lévy dans *Haaretz*, où il s'étonne de l'ampleur de la couverture qu'accordent les médias israéliens aux affrontements inter-palestiniens dans la bande de Gaza (alors qu'ils passent généralement sous silence les attaques israéliennes quotidiennes qui s'y déroulent). Je vous donne juste la conclusion, mais tout le papier est à lire

(www.haaretz.co.il/hasite/spages/770...) :

« Derrière ce comportement honteux, les messages médiatiques sont transparents : regardez ces êtres bestiaux, comment ils tuent leurs frères ; regardez ce peuple, à la veille d'une guerre civile, ou peut-être en pleine guerre civile, alors pensez : est-ce avec lui que nous ferons la paix ? Avec la conclusion habituelle : il n'y a pas de partenaire. Mais même dans l'assaut médiatique d'hier, les vraies questions n'ont pas été posées : qu'est-ce qui a entraîné ces heurts sanglants et quelle part y a Israël ? Un million et demi d'habitants sont enfermés dans une énorme prison, la plupart sans revenus, au bord de la famine, désespérés devant les brutaux assauts israéliens venant de la mer, du ciel et de la terre ferme, avec un gouvernement impuissant, essentiellement à cause du boycott dont il fait l'objet depuis qu'il a été élu lors d'élections démocratiques. Les comptes-rendus d'hier étaient marqués d'une feinte candeur parfaitement scandaleuse. »

(2) Dans *Marianne* du 7 octobre.

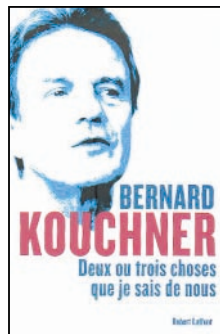
(3) *Les Habits neufs de la gauche*, Manuel Valls, Robert Laffont, 175 p., 19 euros.

(4) *Un huron à l'Assemblée nationale*, Laurent Wauquiez, Privé, 250 p., 18 euros.

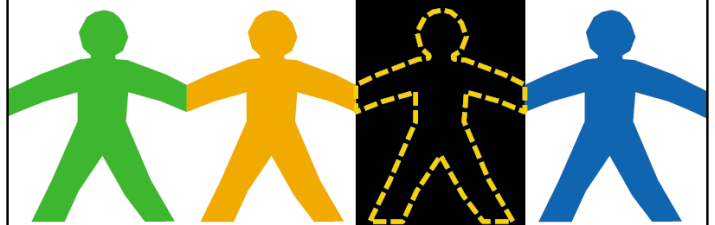
(5) *Deux ou trois choses que je sais de nous*, Bernard Kouchner, Robert Laffont, 175 p., 9,50 euros.

pol-bl-bn@wanadoo.fr

Qui a commandité l'assassinat d'Anna Politkovskaïa ? Kadyrov, le Premier ministre tchéchène, créature du Kremlin, le FSB (ex-KGB), Poutine en personne ? C'est toujours « le pouvoir », quel que soit le donneur d'ordre.



17 OCTOBRE JOURNÉE MONDIALE DU REFUS DE LA MISÈRE

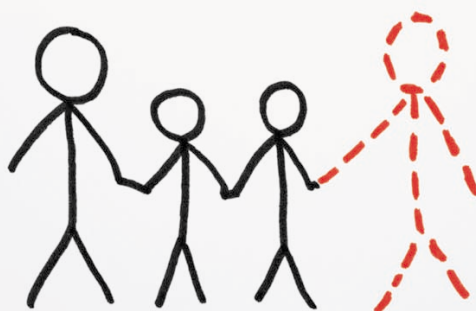


JUSTICE ET
FRATERNITÉ
ENSEMBLE
CONTRE
L'EXCLUSION

www.jeresiste.org

espace offert par le support

MÊME APRÈS SA MORT, ON PEUT CONTINUER
À AIDER CEUX QU'ON AIME.



ASSURANCE DÉCÈS

Parce qu'on ne choisit pas le jour de sa mort et que la vie doit continuer pour ses proches, notre contrat Rassurerap garantit le versement d'un capital (de 7 500 à 305 000 Euros) aux bénéficiaires de votre choix. Et ceci, quelle que soit la cause du décès.

Pour nous, c'est ça être assureur militant.



ASSUREUR MILITANT.

Pour tous nos contrats : www.maif.fr ou N° Azur 0 810 500 810 PRIX D'UN APPEL LOCAL